

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Rémy Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **10 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros** ;

- Etranger : Europe : **38 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **45 euros**.

Abonnement de soutien : **50€** euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

**Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont besoin
de l'opinion de leurs lecteurs !**

Ecrivez-nous à : jjmarie@club-internet.fr

Sommaire

des Cahiers du mouvement ouvrier n° 78

« L'explosion de la guerre civile »

- Texte de l'invitation à la conférence du 23 juin 2018
avec **Julien Chuzeville**, autour de son livre : *Un Court Moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France (1915-1924)*. _____ p. 5
- Chronologie du 16 mars 1918 au 18 octobre 1918. _____ p. 6
- Carte de la guerre civile russe : la situation militaire en 1919. _____ p. 10
- Présentation du numéro 78 : la guerre civile en Russie (1917-1921),
par **Jean-Jacques Marie**. _____ p. 11

Documents

- Extraits des *Écrits militaires de Léon Trotsky*. _____ p. 19
- *La lutte pour Kazan, d'Arkady Rosengoltz*. _____ p. 26
- *Sviajsk, de Larissa Reisner*. _____ p. 29

L'écho de la révolution d'Octobre dans le monde

- Russie révolutionnaire et Italie dans la tourmente des lendemains d'Octobre 1917 :
présentation de **Frank La Brasca**, suivie de larges extraits d'un historien italien,
Spriano, sur l'histoire du PCI. _____ p. 34
- Les conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1923 ; révolution sociale
ou Assemblée constituante ?, par **Philippe Bourrinet**. _____ p. 47
- France, mai 1918 : une tentative de grève générale contre la guerre,
par **Loïc Le Bars**. _____ p. 61
- États-Unis 1918-1920 : lutte des classes et « peur des rouges »,
par **Rémy Janneau**. _____ p. 73
- Octobre, catalyseur du surréalisme, par **Jean-Pierre Plisson**. _____ p. 88
- Marseille : pour la défense de la révolution d'Octobre, rencontre
entre les *Cahiers du mouvement ouvrier* et l'association Provence Mémoire
et Monde ouvrier PROMEMO – Une rencontre heureuse... qui a une histoire !,
par **Michel Barbe**. _____ p. 95

Notes de lecture

- *Un Court Moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France*
de Julien Chuzeville, par **Roger Revuz**. _____ p. 105
- *Le fonctionnaire de la Grande Terreur : Nikolaï Iejov écrit*
par Alexeï Pavlioukov, critique de **Jean-Jacques Marie**. _____ p. 107
- *Dans l'équipe de Staline. De si bons camarades* de Sheila Fitzpatrick,
par **Jean-Jacques Marie**. _____ p. 111
- Lewin Moshe, *Les sentiers du passé. Moshe Lewin dans l'histoire,*
et Lewin Moshe, *Russie/URSS/Russie (1917-1991)*, par **Eric Aunoble**. _____ p. 113

Chronique des falsifications

- *Le Monde*, Jaurès et Staline, par **Jean-Jacques Marie**. _____ p. 119

Perles

- À propos d'une biographie de Trotsky de Michel Renouard,
par **Jean-Jacques Marie**. _____ p. 123



Conférence des *Cahiers du mouvement ouvrier*

le 23 juin 2018 de 14 heures à 17 heures

avec Julien Chuzeville, autour de son livre

Un Court Moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France (1915-1924)

Salle du Maltais rouge - 40, rue de Malte - 75011 Paris

Métro : République ou Oberkampf



Il a existé en France un parti révolutionnaire internationaliste regroupant plus de 50 000 adhérents, qui appelait à l'« *organisation d'une véritable démocratie sur la base des soviets* », à « *la révolution mondiale* », et à l'« *organisation des États-Unis d'Europe* ». C'était le Parti communiste du début des années 1920, à l'époque « *Section française de l'Internationale communiste* ».

Le PC est né de la scission du Parti socialiste en décembre 1920, au congrès de Tours, une nette majorité choisissant de rejoindre l'Internationale communiste. Ce choix s'explique en partie par le choc de la Première Guerre mondiale et l'intégration de dirigeants socialistes aux gouvernements de guerre. D'autre part, « *le contexte d'intenses luttes sociales, de grèves massives en France, de tentatives révolutionnaires dans différents pays d'Europe, eut une influence décisive sur les résultats du congrès de Tours* » (p. 10).

Après la création et les débuts du PC, le livre s'achève sur l'analyse du tournant de 1924, la « *bolchevisation* », qui marque la fin de ce « *premier* » Parti communiste. Ses principaux fondateurs deviennent oppositionnels, puis sont exclus ou poussés à la démission. Ils militeront ensuite au sein de l'extrême gauche antistalinienne.

Revisiter cette période allant de 1914 à 1925 permet aussi plus largement d'envisager avec un regard neuf l'histoire du communisme et du mouvement ouvrier. ■

L'explosion de la guerre civile

Chronologie du 16 mars 1918 au 18 octobre 1918

16 mars

– Publication du décret pris le 13 mars par le Sovnarkom (*) nommant Trotsky commissaire à la Guerre et à la Marine et président du Conseil supérieur de la guerre.

(*) Conseil des commissaires du peuple.

– Les Allemands occupent Kiev.

17-23 mars

Réunion à Ekaterinoslav du II^e Congrès panukrainien des soviets qui proclame, le 23, l'existence de la République soviétique populaire d'Ukraine.

18 mars

Le parti Moussavat (nationalistes azerbaïdjanais) et la division sauvage de feu Krymov (*) déclenchent un soulèvement contre-révolutionnaire à Bakou dont ils s'emparent.

(*) Chef cosaque

20 mars

Les troupes allemandes s'emparent de Nicolaïev.

21 mars

Les troupes allemandes s'emparent de Znamenka et de Krementchoug.

26 mars

L'Armée rouge reprend Odessa.

29 mars

Les troupes allemandes s'emparent de Poltava.

2 avril

Le Sovnarkom décide d'organiser un sys-

tème d'échange de marchandises avec la campagne.

3 avril

Les troupes allemandes débarquent à Gange pour écraser le soulèvement ouvrier en Finlande.

5 avril

– Les Japonais débarquent à Vladivostok.
– Les gardes blancs prennent Ekaterinoslav.

7 avril

Les troupes allemandes occupent Kharkov.

10 avril

Les troupes allemandes occupent Kherson et Belgorod.

13 avril

– Les troupes allemandes occupent Helsingfors et Odessa.
– Le général Kornilov est tué près d'Ekaterinodar.

20 avril

Les troupes allemandes envahissent la Crimée.

22 avril

Nationalisation du commerce extérieur.

28 avril

– Les Allemands dispersent la Rada centrale (Parlement d'Ukraine).
– L'Armée rouge écrase les détachements de l'ataman (*) Doutov près de Verkhné-Ouralsk.

(*) Titre de chef remplissant des fonctions politiques et militaires chez les cosaques.

29 avril

– Les gardes blancs occupent Vyborg. Les bolcheviks finlandais sont définitivement écrasés. La terreur blanche s’installe en Finlande.

– Skoropadski se proclame Hetman (*) de toute l’Ukraine.

(*) Commandant en chef des cosaques.

1^{er} mai

L’Armée rouge occupe Sébastopol, Tchertkov, et Lougansk.

3 mai

Les troupes allemandes occupent Taganrog.

8 mai

Les troupes allemandes occupent Rostov.

14 mai

– Des troubles paysans éclatent en Ukraine où les Allemands commencent à désarmer les troupes ukrainiennes.

– Décret du CEC (*) sur la réquisition des excédents du blé et sur la lutte contre la spéculation.

(*) Comité exécutif des soviets.

16-18 mai

Soulèvement des S-R de droite et des mencheviks à Saratov.

17 mai

Les ex-prisonniers tchécoslovaques (au nombre de 50 000) attaquent Tcheliabinsk.

17-20 mai

Les S-R maximalistes se soulèvent à Samara.

21 mai

Nouvelle flambée de soulèvements paysans en Ukraine, dans les régions de Kherson et Kharkov.

25-30 mai

Les légionnaires tchèques prennent successivement Novonicolaievsk, Tcheliabinsk, Omsk, Morchansk, Mias, Rtichev, Penza et Syzrani. L’ataman Doutov attaque sur la Volga. Moscou est déclaré en état de siège.

1^{er} juin

– Un Parlement tatare crée en Crimée un gouvernement contre-révolutionnaire.

– Découverte à Moscou du complot de l’Union pour la patrie et la liberté. Reconnaissance de l’indépendance de la Géorgie.

8 juin

Les légionnaires tchèques s’emparent de Samara et assiègent Omsk.

9 juin

Le CEC publie un premier décret sur la mobilisation des ouvriers.

14 juin

Les mencheviks et les S-R de droite sont exclus du CEC.

17 juin

Soulèvement des S-R de droite à Tambov.

18 juin

– Les légionnaires tchèques occupent Troïstk.

– Soulèvement en Ukraine contre les Allemands et Skoropadski.

19 juin

Les bolcheviks décident de saborder la flotte de la mer Noire pour éviter qu’elle ne tombe entre les mains des Allemands.

20 juin

– À Petrograd, un terroriste S-R abat le dirigeant bolchevik Volodarski.

– Soulèvement contre-révolutionnaire, vite écrasé, à Ekaterinbourg.

29 juin

Les légionnaires tchèques, soutenus par les gardes blancs et les Japonais s’emparent de Vladivostok.

30 juin

Nationalisation des grosses entreprises et du commerce de gros.

1^{er} juillet

Des détachements anglo-français débarquent à Mourmansk.

2 juillet

– Les mencheviks tentent d’organiser la grève générale à Petrograd. Elle échoue.

– L'Armée rouge abandonne Orenbourg.

3 juillet

L'Armée rouge abandonne Oufa, dont les légionnaires tchèques s'emparent le 5.

6 juillet

Deux terroristes S-R de gauche abattent l'ambassadeur allemand à Moscou, le comte Mirbach. Soulèvement S-R de gauche à Moscou. Soulèvement contre-révolutionnaire déclenché par le S-R de droite (exclu) Boris Savinkov à Iaroslav.

7 juillet

Les légionnaires tchèques s'emparent de Verkhné-Ouralsk.

8 juillet

– Liquidation du soulèvement des S-R de gauche à Moscou.
– Les légionnaires tchèques s'emparent de Zlatousk.

10 juillet

Scission chez les S-R de gauche, dont une aile rejoint les bolcheviks.

11 juillet

– Le commandant en chef Mouraviev, favorable aux S-R de gauche, tente de dresser ses troupes contre le gouvernement bolchevik. Il est abattu – ou se suicide, on ne sait.
– Soulèvements contre-révolutionnaires à Mourom, Rostov, Rybinsk.

14 juillet

Soulèvement contre-révolutionnaire écrasé à Nijni-Novgorod.

16 juillet

Le tsar et sa famille, internés à Ekaterinbourg, sont passés par les armes.

21 juillet

Écrasement du soulèvement contre-révolutionnaire de Iaroslav après quinze jours de lutte.

22 juillet

Les légionnaires tchèques s'emparent de Simbirsk.

23 juillet

Arrestation des délégués de la conférence « ouvrière » convoquée à Moscou par les mencheviks.

24 juillet

Les Allemands prennent le contrôle des chemins de fer ukrainiens.

25 juillet

Les légionnaires tchèques prennent Ekaterinbourg.

29 juillet

Le CEC déclare « la patrie en danger ».

31 juillet

– Les Anglais s'emparent d'Onega, au nord.
– Premières mesures de mobilisation massive.

1^{er} août

Tous les hommes de 18 à 40 ans sont déclarés mobilisables.

2 août

– Soulèvement des Blancs à Arkhangelsk où un détachement anglo-français vient d'effectuer un second raid.
– Constitution du gouvernement S-R du Nord de la Russie.

6 août

Les légionnaires tchèques prennent Kazan. La route de Moscou leur est ouverte.

8 août

Trotsky arrive sur le front tchèque à Sviajsk.

9-15 août

Les paysans ukrainiens se soulèvent et attaquent plusieurs villes.

15 août

Le jour de l'invasion de Bakou par les Turcs, les Anglais arrêtent les commissaires du peuple de l'Azerbaïdjan.

16 août

Les gardes blancs occupent Ekaterinodar.

23 août

– Les Tchèques reculent autour de Kazan.
– Instauration du système des « rations

alimentaires » de classe au détriment des bourgeois.

23-26 août

L'Armée rouge repousse l'assaut de Krasnov contre Tsaritsyne.

30 août

– Assassinat d'Ouritski, abattu par un terroriste S-R à Petrograd.

– Attentat d'une terroriste S-R contre Lénine à Moscou.

1^{er} septembre

Le commissariat à l'Intérieur prescrit l'arrestation d'otages pris dans la classe bourgeoise.

2 septembre

– Création d'un Conseil révolutionnaire de la Guerre présidé par Trotsky.

– Vatsetis est nommé chef d'état-major.

3 septembre

Soulèvement bolchevique à Archangelsk ; arrestation du gouvernement S-R du Nord de la Russie.

6 septembre

Le commissariat à l'Intérieur décrète l'introduction de la terreur rouge.

8 septembre

Réunion de la « Conférence gouvernementale » contre-révolutionnaire d'Oufa, présidée par le S-R Avksentiev.

10 septembre

La V^e armée reprend Kazan.

12 septembre

L'Armée rouge prend Simbirsk.

20 septembre

Les Anglais fusillent les vingt-six commissaires du peuple de Bakou dont Chaoumian.

21 septembre

Débarquement des troupes italiennes sur la côte Nord.

23 septembre

La Conférence gouvernementale d'Oufa constitue un « Directoire panrusse » qui veut être le gouvernement blanc uni.

1^{er} octobre

Sur le front Sud les troupes du général blanc Krasnov prennent Pavlosk.

6 octobre

Poursuivant leur offensive, les troupes de Krasnov prennent Boutourlinovka.

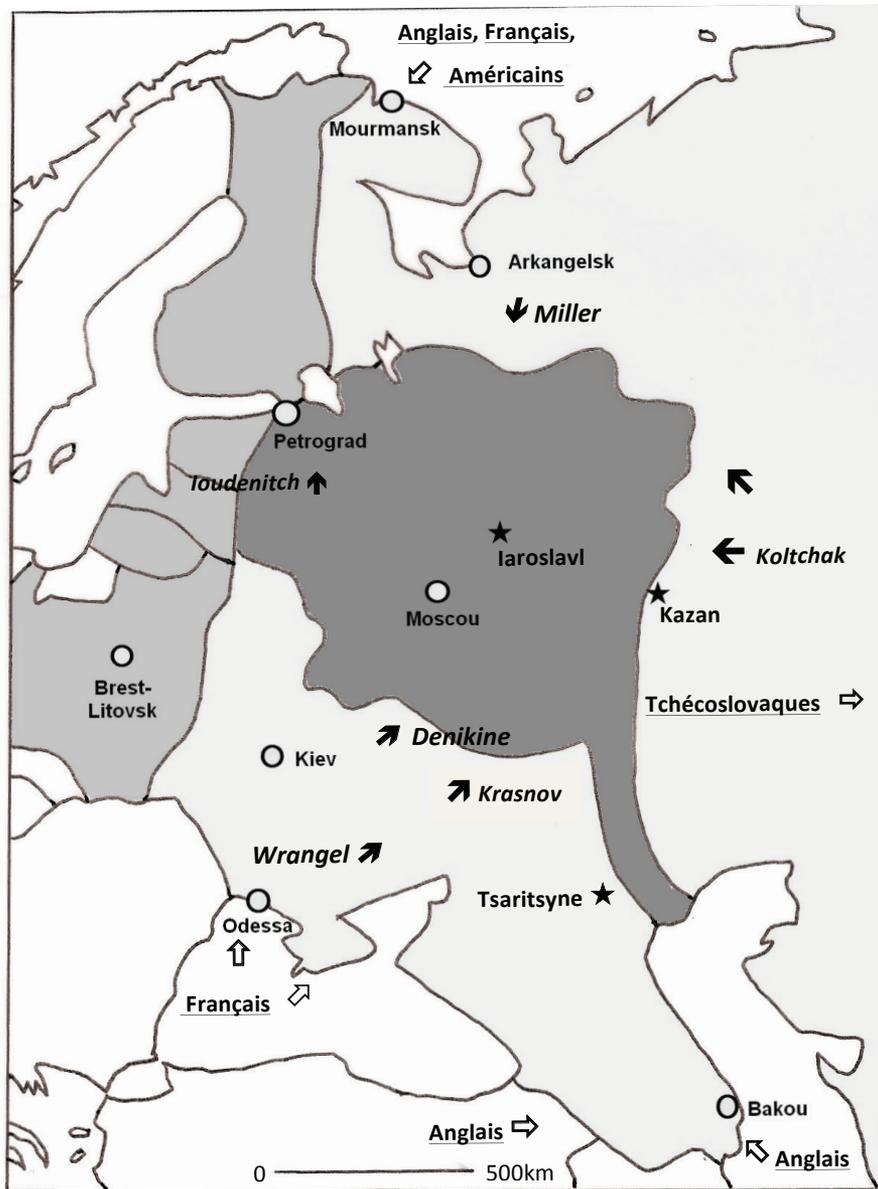
7 octobre

L'Armée rouge occupe Samara.

18 octobre

L'Armée rouge repousse l'offensive de Krasnov.

La guerre civile russe : la situation militaire en 1919



-  Territoires contrôlés par le pouvoir soviétique
-  Pays indépendants à la suite de la chute de l'empire tsariste ou des empires centraux
-  Théâtres de la guerre civile

-  *Koltchak* Armée blanche
-  Batailles
-  Anglais Régiment ou corps expéditionnaire étranger

La guerre civile en Russie (1917-1921)

par Jean-Jacques Marie

La guerre civile commence sans doute dès les journées de février 1917 qui renversent le régime tsariste et le tsar lui-même. Le député monarchiste de la Douma Choulguine l'exprime sans doute mieux que personne quand il décrit dans ses *Mémoires* sa réaction face à l'invasion de la Douma par une foule d'ouvriers et de soldats déchaînés le 27 février : « Dès les premiers instants de ce déluge, écrit-il, le dégoût s'installa dans mon cœur et ne me quitta plus pendant toute la durée de la "grande révolution russe". Ces égouts humains déversaient dans la Douma un flux infini et intarissable de visages toujours nouveaux. Mais malgré leur multitude, ils avaient tous la même expression, celle, ignoble, de bêtes abruties ou celle, non moins ignoble de petits démons haineux. [...] Des mitrailleuses, voilà ce qu'il fallait. Je savais que seul ce langage était compris par la rue, que seul le plomb pouvait faire rentrer dans son terrier la terrible bête qui s'en était échappée [...]. N'importe quoi plutôt que de voir l'horrible visage de cette ignoble foule, que d'écouter ces abominables discours, que d'entendre le mugissement de cette lâche populace. Des mitrailleuses, qu'on nous donne des mitrailleuses ! » (1).

Tout le déroulement des événements qui suivent jusqu'à octobre constitue une guerre sociale larvée mais de plus en plus ouverte au fil des semaines.

Le 4 novembre 1917, une semaine après la prise du pouvoir, Lénine martèle devant le Comité exécutif central des

soviets : « *Nous ne voulons pas de la guerre civile [...]. Nous sommes contre la guerre civile. Néanmoins, si elle se prolonge, que devons-nous faire ?* » (2). Confronté à une grève des hauts et moyens fonctionnaires des ministères, payés pour faire grève par les gouvernants pro-capitalistes et bellicistes d'hier renversés, le gouvernement bolchevique tente de mettre en œuvre les décrets sur la paix et la terre votés au II^e Congrès des soviets des 24-26 octobre (7-9 novembre) qui l'a porté au pouvoir, et de promulguer une batterie de réformes démocratiques, de la séparation de l'Église et de l'État au mariage civil. Ce faisant, il veut éviter la guerre civile déclenchée par la contre-révolution, mais qui semble un moment avorter avec l'écrasement de la révolte des élèves-officiers (les junkers) à Petrograd le 29 octobre et la débandade des maigres troupes du général Krasnov qui tentent de remettre en selle Alexandre Kerenski.

Mais ce n'est qu'un répit illusoire. Dès le début de décembre, les généraux Alexeïev, Denikine et Kornilov constituent à Novotcherkassk, dans le sud de la Russie, la première armée contre-révolutionnaire blanche. Le 12 (25) décembre 1917,



Le général blanc Denikine - D.R.

(1) Vassili Choulguine, *Les Jours*, pp. 141 et 143.

(2) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 26 (édition française), p. 296.

Alexeiev affirme la nécessité de poursuivre « *la guerre jusqu'au bout* » et envisage « *l'envoi de troupes anglaises, américaines, japonaises* » en Russie ! La poursuite de la guerre à l'ouest entrave la réalisation immédiate de cet espoir, mais ce n'est que partie remise.

Le 5 janvier 1918, les bolcheviks et leurs alliés, les socialistes-révolutionnaires (S-R) de gauche dissolvent l'Assemblée constituante, dont la majorité socialiste-révolutionnaire (S-R) de droite veut continuer la guerre aux côtés des Alliés tout en proposant une conférence platonique de tous les partis socialistes des pays belligérants – membres ou soutiens des gouvernements en guerre – et neutres, pour discuter de la paix. Au moment où la famine commence à ravager la Russie, cette dissolution donne un nouvel élan à la guerre civile.

Au lendemain de la paix séparée signée d'abord le 27 janvier par l'Assemblée nationale (Rada) d'une Ukraine indépendante, puis le 3 mars entre la Russie soviétique et les puissances centrales, à Brest-Litovsk, les troupes allemandes et autrichiennes occupent l'Ukraine, en chassent d'abord le faible gouvernement soviétique puis, le 28 avril, dispersent la Rada et installent à la tête du pays leur homme de paille, l'hetman Skoropadsky.

À trente kilomètres de Petrograd, la révolution déclenchée à la mi-janvier par la gauche sociale-démocrate en Finlande, ancienne province de l'Empire russe devenue indépendante le 18 (31) décembre, agonise. Avec l'aide des 12 000 soldats de la division allemande de Von der Goltz, les Blancs écrasent les Rouges au début d'avril et déclenchent une terreur inouïe : des femmes et des prisonniers, alignés devant des murs ou des fosses, sont abattus à la mitrailleuse, les blessés achevés ; 80 000 prisonniers sont entassés dans les premiers camps de concentration de la guerre civile ou dans les prisons. L'avertissement est clair.

Deux mois plus tôt, les bolcheviks, après avoir dissous l'armée russe en lambeaux, ont proclamé une armée rouge, reposant sur le volontariat et dont la formation est confiée à Trotsky. Ces gardes rouges sont d'ordinaire de jeunes ouvriers dont la formation militaire se réduit à

l'apprentissage de la marche au pas et à une maîtrise incertaine de la baïonnette et du tir au fusil.

Cette armée débutante doit faire face dans les mois suivants à une vague d'insurrections déclenchées par les S-R de droite qui forment un gouvernement anti-bolchevique à Samara, puis à Omsk en Sibérie. À l'autre bout de la Russie, début avril, 57 000 soldats japonais débarquent à Vladivostok ; ils patronnent l'ataman Semionov qui forme l'armée cosaque de Transbaïkalie ; des détachements alliés, anglais, français et 7 000 Américains les rejoignent.



Un train blindé de la légion tchécoslovaque - D.R.

Fin mai, les anciens prisonniers de guerre tchécoslovaques de l'armée austro-hongroise, formés en légion au lendemain de la révolution de Février et partis vers Vladivostok pour embarquer vers l'Occident, se soulèvent et s'associent aux S-R de droite insurgés.

Au même moment, certains blancs s'allient avec les puissances centrales. Le chef du Parti constitutionnel-démocrate (cadet), Pavel Milioukov, hier partisan de continuer la guerre contre elles aux côtés des Alliés, écrit le 25 mai : « *Il faut (...) libérer Moscou, en contact et, dans la mesure où cela apparaîtra nécessaire, avec la collaboration directe des Allemands* » (3).

Dans le Don, le général Krasnov affirme : « *Impossible de libérer le Don des bolcheviks sans les Allemands* » (4),

(3) Pavel Milioukov, *Dnievnik 1918-1921*, p. 22.

(4) *Bieloie dielo, Don i dobrovol'tcheskaia armia*, p. 30.

qui renversent la République du Don le 8 mai 1918. Avec leur appui, l'assemblée des cosaques élit Krasnov ataman du Don. L'armée allemande protège les frontières de sa république, le fournit en armes.

Anton Denikine, le chef de l'Armée des Volontaires depuis la mort de Kornilov, le 13 avril, partisan de la Russie une et indivisible, proclame, lui, sa volonté de poursuivre la guerre contre les Allemands aux côtés des Alliés dont il espère obtenir le soutien matériel et militaire... ce qui n'empêche pas Krasnov de lui céder une partie des armes que les Allemands lui fournissent.

L'ancien assistant de Kerenski, Boris Savinkov, forme au printemps une Union de défense de la patrie et de la liberté qui se propose « à Moscou (...) de tuer Lénine et Trotsky [...] [puis] de provoquer un soulèvement à Rybinsk et Iaroslavl [où elle éclatera NdA] afin de couper Moscou d'Arkhangelsk [...], s'emparer de Mourom », de déclencher une insurrection à Kazan au sud et ainsi « encercler la capitale avec les villes soulevées [...] en utilisant le soutien des Alliés au nord et des Tchécoslovaques qui venaient juste de s'emparer de Samara sur la Volga » (5). Les bolcheviks, qui disposaient alors d'une Armée rouge d'une vingtaine de milliers d'hommes au maximum, auraient été pris en tenaille.

La poursuite de la guerre interdit aux Alliés d'apporter une aide militaire massive aux Blancs. Pourtant, le 1^{er} juillet, une escadre franco-anglaise débarque un premier contingent de soldats à Mourmansk au nord. Puis, le 2 août 1918, une escadre alliée, essentiellement britannique, débarque à Arkhangelsk, qu'elle prend avec l'aide du « colonel », un agent blanc qui commande l'Armée rouge. Le général anglais Pool prend le commandement des troupes antibolcheviques, quatre ou cinq bataillons anglais, autant de bataillons américains, quatre bataillons français, italien, polonais, serbe et trois batteries françaises. « Jusqu'au départ des troupes alliées, souligne Denikine, les Anglais tenaient entre leurs mains le commandement, la direction des opérations et le ravitaillement » (6).

L'Armée rouge, que Trotsky est alors chargé de mettre sur pied, est à peine en

gestation et dans un état balbutiant, dont l'adresse de Trotsky aux marins de la flottille de la Volga citée ci-après donne une idée... Le texte de Rosengoltz sur la bataille (si l'on peut dire) de Kazan et celui de Larissa Reisner sur la bataille décisive de Svajsk, qui s'est jouée à peu de choses, en sont une autre illustration.

En même temps, dans la Russie d'Europe, la faim suscite le mécontentement des habitants des villes qui hier votaient bolchevik, et celui des paysans, dont le gouvernement veut prendre le blé, qu'il n'a pas les moyens de leur payer, pour alimenter les villes et l'armée, et met en place des détachements de réquisition qui confisquent leur blé sans ménagements.

Le 10 octobre 1918, à Pskov, se constitue une « armée volontaire russe du Nord » sous la protection des troupes allemandes d'occupation, qui lui fournissent l'armement, l'équipement, et le ravitaillement. La révolution qui balaie l'Allemagne et l'Autriche en novembre entraîne l'effondrement de cette armée. La défaite de l'armée allemande libère les initiatives des armées alliées qui peuvent dès lors s'investir en Russie.

Dès le 6 novembre 1918, Krasnov change de veste ; il écrit au général français Franchet d'Esperey : « Sans l'aide des Alliés, il est impossible de libérer la Russie » (7). Une semaine plus tôt, Denikine a envoyé un émissaire au général Bertelot, « commandant en chef des forces alliées de Roumanie, Transsylvanie et de la Russie du Sud », qui lui communique les décisions prises par lui au nom du commandement allié pour aboutir à « une offensive très rapide de toutes les forces russes du Sud sous un commandement unique en direction de Moscou ». « Douze divisions, dont une sera à Odessa dans les jours prochains, seront envoyées aussi vite que possible pour occuper le sud de la Russie. Ces divisions seront françaises et grecques, [...]. Sebastopol sera aussi occupée rapidement, [...] outre Odessa et Sebastopol, [...] les Alliés occuperont

(5) J.-F. Rolland, *L'homme qui défia Lénine*, p. 246.

(6) *Voprossy istorii*, 1992, n° 1, p. 112.

(7) Jean-Jacques Marie, *Histoire de la guerre civile russe*, p. 134.

Kiev et Kharkov avec les bassins (houillers) de Krivojrod et du Donetsk, le Don, et le Kouban, pour donner à l'Armée des Volontaires et à l'Armée du Don la possibilité de s'organiser de façon plus solide et d'être libres pour des opérations plus vastes. Sous la couverture de l'occupation (sic !) alliée, il est indispensable de former rapidement des armées russes dans le sud de la Russie au nom de la résurrection de la Grande Russie Une et Indivisible. [...] Odessa, en tant que base principale des Alliés, verra arriver une énorme quantité de fournitures militaires de toutes sortes : armes, munitions, tanks, vêtements, moyens de transports automobiles et ferroviaires, avions, ravitaillement, etc. [...] En ce qui concerne le soutien financier, nous élaborons avec les Alliés un plan particulier spécial. »

Denikine est ravi : « La manière vaste et concrète dont la question était posée nous ouvrait de nouvelles perspectives inhabituellement favorables » et il transmet aux généraux Bertelot et Franchet d'Esperey une note proposant « un plan de campagne concertée avec les alliés » pour « s'emparer du centre (Moscou) en déclenchant en même temps une offensive sur Petrograd et le long de la rive droite de la Volga » (8).

Le 18 novembre, les Blancs, à Omsk, renversent le gouvernement S-R de droite, dit Directoire, portent au pouvoir l'amiral



L'amiral Koltchak, chef des armées blanches - D.R.

Koltchak, protégé par un bataillon de soldats britanniques, et le proclament « Régent suprême et chef suprême de toutes les forces armées terrestres et maritimes de la Russie ». Peu après, Paris envoie à Omsk le général français Janin pour assurer le commandement de

toutes les troupes installées en Sibérie. Le document établissant les pouvoirs remis à Janin définissait brutalement le rapport de subordination que les Alliés désiraient imposer à leurs obligés russes : « Les

Russes, bien entendu, protesteront contre le transfert de la direction de l'armée entre des mains étrangères [...] ; vous devez les menacer, en cas de refus, de les priver de l'aide militaire et matérielle des alliés » (9).

Les vainqueurs redoutent l'épidémie bolchevique. À peine la guerre s'achève-t-elle sur la défaite des puissances centrales et sur la révolution qui, en janvier 1919, secoue l'Allemagne et l'ex-Autriche-Hongrie, que les vainqueurs s'interrogent sur l'ampleur du danger bolchevique et se consultent pour décider les moyens d'y faire face. Le 16 janvier, le président des États-Unis, Wilson, explique au Conseil supérieur de guerre allié à Paris : chaque pays, même l'Amérique, peut être menacé par le bolchevisme. Ce même jour, Conrad Adenauer, bourgmestre de Cologne et futur chancelier de l'Allemagne, déclare à l'envoyé du *Matin* : « L'Allemagne ne présente plus qu'un danger, mais grave, le bolchevisme. » Henry Wilson, chef de l'état-major général de l'Empire britannique, note dans son Journal le 17 janvier : « Nous sommes assis sur une mine qui peut sauter d'une minute à l'autre. » Clemenceau déclare, le 21 janvier : « Le bolchevisme s'étend [...]. Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un grand danger » (10). Clemenceau insiste donc pour faire décréter le blocus total de la Russie soviétique et installer sur la frontière occidentale du pays une couronne d'États hostiles (les pays baltes, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, l'Ukraine).

Quelques semaines plus tard, Henry Wilson, face aux grèves à répétition qui agitent l'Angleterre et aux troubles qui secouent l'Empire britannique rongé par les aspirations à l'indépendance nationale, écrit à l'amiral commandant la flotte anglaise de la Baltique : il faudrait « retirer nos troupes d'Europe (continentale) et

(8) *Voprossy Istorii*, *ibid.*

(9) *Za spinoi Koltchaka*, pp. 360-361.

(10) Louis Fischer, *Les soviets dans les affaires mondiales*, pp. 139-140.

de Russie et concentrer nos forces sur les centres d'où partent contre nous des tempêtes, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Irlande, l'Égypte, les Indes » (11). Les dirigeants des Alliés sont donc bien convaincus qu'un danger les menace, mais ils le voient, à juste titre, non comme une menace venue de l'extérieur, mais comme un danger de révolution sociale à l'intérieur même de leur système, et donc plus dangereux et plus difficile à combattre. Cette menace freine voire empêche une intervention militaire massive en Russie même. Sur ce plan politique, la Russie soviétique reçoit une aide extérieure importante, sans doute décisive, qui entrave l'action des grandes puissances contre elle malgré l'importance numérique des corps expéditionnaires.

Le 7 août 1919, trois navires anglais débarquent à Revel, en Estonie, des tanks, des voitures blindées, des canons et des fusils pour l'armée blanche du général Ioudenitch. Les Anglais apportent un

moment un soutien militaire direct à l'opération que Ioudenitch prépare sur Petrograd. Dans la nuit du 17 au 18 août, sept vedettes anglaises effectuent un raid sur Cronstadt, torpillent trois vedettes russes et endommagent sérieusement plusieurs des navires de la flotte de la Baltique. Puis l'aviation britannique bombarde Cronstadt et le fort de Krasnaïa Gorka. Mais le nouvel échec de Ioudenitch dans sa tentative de prendre Petrograd et la mobilisation croissante des ouvriers anglais contre l'intervention étrangère en Russie amènent le Premier ministre anglais, le libéral Lloyd George, à tirer des événements une conclusion que rejettent alors tous les chefs blancs acharnés à tenter de renverser le cours de l'histoire : « *Le bolchevisme ne peut être vaincu par les armes.* » Effectivement, il sera vaincu 70 ans plus tard de l'intérieur par le cancer destructeur de la bureaucratie stalinienne. ■

(11) *Ibid.*, p. 155.



Le général français Janin, commandant en chef, accompagné du général Syrový, passe en revue les troupes de la légion tchèque. D.R.



Documents



Écrits militaires, de Léon Trotsky (extraits)

10. Qui a livré l'Ukraine ?

À ces messieurs qui accusent le pouvoir soviétique de la famine et rappellent qu'en Ukraine il y a 500 millions de pouds de blé (ils passent sous silence que les Allemands maintenant essayent de le transporter chez eux), à ces messieurs nous dirons : mais qui a ouvert les portes de l'Ukraine aux impérialistes, qui a invité les Allemands ? La Rada d'Ukraine. Et de qui se compose la Rada d'Ukraine ? D'Ukrainiens S.-R. et mencheviks et de traîtres de la même espèce.

« *Le pouvoir soviétique est responsable de la famine* », crient-ils. Mais quand nos détachements soviétiques battirent en retraite sous l'attaque des Allemands en Ukraine, ils donnaient le conseil suivant aux paysans et aux ouvriers : « *Emportez d'Ukraine le blé, l'or, les métaux, le charbon ; ce que vous ne pourrez pas emporter, détruisez-le, sinon l'Allemand s'emparera de tout et l'emportera chez lui.* » Que dirent les S.-R. et les mencheviks ? « *N'emportez rien, laissez tout, autrement nous mourrons de faim.* » Et qu'arriva-t-il ? L'Allemand vint et fit main basse sur tout. Pour chaque poule, il fallut payer une redevance. L'Allemand agit avec méthode : il taxa chaque foyer sous la forme d'une certaine quantité de livres de beurre et de bouteilles de lait ; tant et si bien qu'il ne resta plus rien aux paysans. Et maintenant les journaux bourgeois écrivent qu'en Ukraine il y a un débordement inouï de bolchevisme, que toute la masse paysanne dit que les bolcheviks avaient raison quand ils avertissaient que « *les Allemands allaient tout prendre, qu'il fallait tout emporter* ».

Voici ce que déclarent les journaux bourgeois à ce propos : « *Selon Skoropadski, les provinces de Kiev, de Podolsk, de Poltava, de Kharkov, de Kherson, d'Ekaterinoslav et une partie de la province de Voronej sont gagnées par des troubles paysans continus. Les troubles ont atteint leur maximum dans les provinces de Podolsk et d'Ekaterinoslav. Les paysans s'allient aux ouvriers. Le district de Krivoï Rog se trouve en ce moment aux mains des rebelles. Sur le territoire de la province d'Ekaterinoslav, c'est la lutte entre les paysans et les troupes. Dans la province de Podolsk, des détachements punitifs étaient sur le point de mettre fin aux troubles, mais ces derniers ont repris.* »

Telle est la situation dans laquelle se trouve l'Ukraine en ce moment. La presse bourgeoise parle de la montée du bolchevisme en Ukraine ; ils écrivent la même chose de la Pologne, occupée par les Allemands. Varsovie est en grève générale. Les camarades arrivés dernièrement de Courlande, d'Estonie et de Livonie déclarent que là aussi l'état d'esprit est à la limite de la tension, que les rapports entre la population locale et les troupes allemandes sont terriblement tendus.

11. Qui a organisé la mutinerie tchécoslovaque ?

Et voilà que dans ces tragiques circonstances, alors que nous souffrons de la faim et que nos frères mènent une lutte acharnée, sourde ou déclarée dans les régions occupées, voilà qu'éclate à l'arrière le soulèvement tchécoslovaque. Qui



Printemps 1919 en Sibérie - photo d'un cavalier tchèque. D.R.

l'a organisé ? La réponse est claire : ce sont ceux qui accusent le pouvoir soviétique de la famine, ceux qui ont vendu l'Ukraine. Un gouvernement soi-disant sibérien s'est établi à Novo-Nicolaïevsk et à Omsk. Il a déclaré qu'il prenait en main le pouvoir, en s'appuyant sur les Tchécoslovaques. De qui est-il composé ? Comme la Rada ukrainienne, de S.-R. de droite et de mencheviks. Le soulèvement tchécoslovaque sur le Transsibérien a empêché déjà pendant deux semaines la circulation des cargaisons de blé de Sibérie à Moscou et à Petrograd. Pour les S.-R., par conséquent, le pouvoir soviétique est, bien sûr, responsable de la famine dans la capitale. Nous avons des documents prouvant qu'en Sibérie, en dehors des impérialistes anglais et français et des contre-révolutionnaires russes, officiers et monarchistes, les S.-R. de droite et les mencheviks ont une action directe et immédiate. Et ces mêmes personnes viennent ici trouver l'ouvrier et lui disent sur un ton plaintif : « *Vous êtes affamés, ouvriers ; regardez, le pouvoir soviétique vous a conduits à la famine.* » Puis ils se retournent et disent aux Tchécoslovaques : « *Révoltez-vous contre le pouvoir soviétique, pour empêcher la circulation des convois sur le Transsibérien une semaine, quinze jours, un mois.* » Ici, à Moscou, nous avons découvert un complot auquel participaient quelques centaines d'officiers, de monarchistes, de contre-révolutionnaires acharnés, de

vieux serviteurs du tsar, mais à la tête il y avait Savinkov, leader des S.-R. de droite. Je vous le demande, y a-t-il un seul trait qui différencie les contre-révolutionnaires, les monarchistes, les exploités, les koulaks, de nos voisins d'hier S.-R. de droite et mencheviks ? Non, il n'y en a pas. Ils se sont unis en un seul camp infâme de contre-révolutionnaires opposé aux masses ouvrières et paysannes épuisées (des cris : « *infamie* »). Je dois dire

que je m'étonne de votre longanimité... Et bien que dans les soviets de députés ouvriers, où est représentée la population laborieuse, il y ait une majorité écrasante de communistes et de S.-R. de gauche, on trouve quand même, dans un petit coin, cinq ou six, dix S.-R. de droite. Ils siègent dans les soviets des députés ouvriers – non pas dans des soviets de koulaks, ou des soviets de représentants de la banque, mais dans des soviets de députés ouvriers, et au même moment ils organisent des soulèvements d'officiers monarchistes et de Tchécoslovaques contre le pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans... Je pense qu'il est temps de dire que pour ces traîtres, pour ces renégats de la révolution, il ne peut y avoir de place dans les rangs des soviets ouvriers et paysans.

Mais nous nous disons et nous dirons à nos ennemis que si difficile que soit la situation dans laquelle le destin nous a placés, nous avons encore assez de forces. Nous savons que les trois mois les plus difficiles de l'année soviétique commencent : juin, juillet, août, les trois mois les plus pénibles avant que le pays ne récolte la nouvelle moisson. La faim est aux portes de beaucoup de villes, villages, usines et fabriques. Ces trois mois sont terribles pour le jeune pouvoir soviétique. Mais si nous passons avec courage ces trois mois, comme des révolutionnaires décidés à ne pas livrer leurs positions à l'ennemi, la République soviétique sera fortifiée pour toujours.

12. Nous tiendrons bon en dépit de tous nos ennemis.

Bien qu'encore faibles comparative-ment au prolétariat européen, c'est justement nous que la vague des événements a portés très haut. La classe ouvrière russe est aujourd'hui la seule classe ouvrière du monde qui ne connaisse pas le joug politique. Oui, tout nous est difficile, très pénible, c'est la ruine dans le pays et il n'y a pas de pain, mais la classe ouvrière russe a été la première à se redresser, à prendre le pouvoir et à dire : « *Maintenant je vais commencer à apprendre à gouverner le navire de l'État.* » Et la classe ouvrière du monde entier est dans l'attente, elle regarde avec espoir le prolétariat russe et souvent le cœur des ouvriers étrangers qui n'ont pas encore conquis le pouvoir se serre d'appréhension. Ils se demandent avec angoisse : « *La chute de la classe ouvrière russe ne va pas tarder.* »

C'est ce que la presse bourgeoise faisait déjà en octobre, quand elle écrivait que le pouvoir soviétique ne vivrait pas plus de deux semaines. Ensuite, elle nous donna un mois, deux mois, mais nous avons vécu sept mois et aujourd'hui, bien que nous traversions une mauvaise passe, nous disons : « *Nous franchirons même ces trois mois qui sont les plus difficiles.* » Et quand l'ouvrier européen se tourne avec anxiété vers nous, nous lui disons d'ici : « *Frères ouvriers d'Europe ! Ne perdez pas espoir, ne perdez pas confiance en nous ! Nous avons du mal, nous attendons que vous nous veniez en aide. Mais nous jurons que, de toutes nos forces, nous tiendrons fermement l'étendard du pouvoir des ouvriers et des paysans qui nous a été confié.* »

Camarades, que cette promesse que nous faisons, nous qui nous trouvons à un sommet de l'histoire, ne soit pas gratuite, ne soit pas un vain mot. Que chacun d'entre vous, rentré chez lui, dans son logement, à l'usine, à la fabrique, promette d'apporter une aide pratique immédiate, pour que nous mettions en train la campagne contre la faim pour Moscou et pour tout le pays. Ici, dans ce Moscou de deux millions d'habitants, n'arriverons-nous pas à créer

des détachements, ne serait-ce que de dix mille ouvriers d'élite, résolus, conscients et honnêtes, qui iront dans les campagnes pour organiser systématiquement l'ordre soviétique ? Là où ils dénicheront le koulak – ils prendront le blé, là où ils verront quelques gros bonnets des chemins de fer en train de se faire graisser la patte pour laisser passer les wagons –, ils le puniront, ils feront régner l'ordre, ils évinceront les trafiquants et nous fournirons du blé à Moscou, pour que nous puissions tenir jusqu'à des jours meilleurs.

En observant strictement cette règle, il vous a été ici rapporté que ce qui se passe maintenant sur la Volga, sous couvert de la rébellion tchécoslovaque, présente un danger pour la Russie soviétique, donc pour la révolution internationale. À première vue, il semble incompréhensible qu'un certain corps de troupe tchécoslovaque, échoué chez nous en Russie par les voies détournées de la guerre mondiale, soit pour le moment un facteur très important pour la révolution russe. Néanmoins il en est ainsi.

Pour exposer pleinement les faits, je rappellerai brièvement les conditions et les causes de l'apparition de ce corps de troupe sur la Volga et dans l'Oural. Cela est indispensable également parce qu'autour de lui le mensonge et la calomnie d'un côté, les mystères de l'autre, tissent des rumeurs exploitées par notre ennemi.

Le corps tchécoslovaque est dans sa majorité composé d'anciens prisonniers de guerre de l'armée autrichienne. Et pour caractériser le patriotisme et la dignité nationale de notre bourgeoisie en tant que faits symboliques dans cet ordre d'idées, je remarquerai qu'alors que les anciens prisonniers, libérés par nous, vivent aujourd'hui aux crochets du paysan et de l'ouvrier russe, toute la bourgeoisie se réjouit méchamment et leur donne de l'argent afin de trouver appui auprès du prestigieux corps des officiers tchèques.

Telle est la dignité nationale et le respect de soi-même d'une bourgeoisie méprisable.

Les prisonniers de guerre tchécoslovaques, internés en Sibérie sous le tsarisme, furent libérés et souhaitèrent aussitôt partir pour la France où on leur promettait des montagnes d'or, mais où,

en fait, ils devaient mourir pour les intérêts de la Bourse de Paris. Le gouvernement tsariste, pour des raisons qui nous importent peu, leur refusa cela. Sous Kerenski, les demandes de départ pour la France recommencèrent, mais de nouveau sans succès. Lors de l'offensive allemande de printemps en Ukraine, le corps tchécoslovaque se trouvait là-bas (sa formation s'effectuait dans le sud), armé de pied en cap. Organisés pour lutter contre l'impérialisme allemand, les Tchécoslovaques étaient prêts à reculer sans combat seulement parce qu'en Ukraine, en faisant la guerre aux Allemands, il leur aurait fallu lutter en même temps pour le pouvoir soviétique. Si ce corps avait contribué, dans certaines conditions et pour la forme, à l'organisation de la lutte contre l'impérialisme allemand, il s'est en tout cas montré incapable de lutter pour les ouvriers et paysans d'Ukraine et de Biélorussie.

Ayant quitté l'Ukraine sans combattre, le corps tout entier passa sur le territoire de la République soviétique. Là, ses représentants demandèrent au Conseil des commissaires du peuple et au commissariat du peuple à la Guerre de le laisser partir pour la France ; nous répondîmes que si cette exigence n'était pas inspirée par la mission militaire française et par les officiers, si les soldats eux-mêmes le voulaient, alors nous ne les retiendrions pas, à la condition qu'ils livrent leurs armes, prises dans les arsenaux tsaristes, qui donc nous appartenaient. Le corps tchécoslovaque envoya un délégué pour conclure l'accord et l'autorisation fut donnée. Les soldats furent désarmés, mais, par suite d'un manque d'attention de notre part, ils ne livrèrent pas tout leur armement ; dans la paille et les matelas il resta une quantité importante de mitrailleuses et de fusils. La progression des convois se fit par le Transsibérien vers Vladivostok sans encombre jusqu'au 4 juillet, date à laquelle dans notre port de l'océan Pacifique eut lieu le débarquement japonais de quatre compagnies pour commencer. Nous ne savions pas à quel rythme se ferait l'accumulation des troupes japonaises qui, en principe, peuvent occuper le territoire jusqu'à l'Oural et au-delà. Et pour préciser le sens intérieur des événements, il faut dire

que, parmi tous les pays alliés, c'était la France bourgeoise qui réclamait le plus l'intervention japonaise dans la guerre, qui désirait lancer contre les Allemands une nouvelle armée d'un demi-million d'hommes. C'est la France bourgeoise, qui, grâce à ses milliards, a entretenu le corps tchécoslovaque, l'a dirigé vers l'Est. Et voilà que se crée une conjoncture précise : en accord avec la France et intéressés au pillage de l'Extrême-Orient russe, les Japonais débarquent et font la liaison entre le corps tchécoslovaque et leurs propres unités.

Le pouvoir soviétique était prêt à opposer la résistance la plus énergique à l'invasion des hordes japonaises (en l'occurrence, notre principale défense est notre espace) qui faisaient mouvement de Vladivostok vers Tchéliabinsk.

Cependant, le corps tchécoslovaque qui s'étendait le long du Transsibérien jusqu'à Vladivostok pouvait, sur un signal des bourgeois français et de l'état-major japonais, l'occuper et nous empêcher de barrer la route aux Japonais qui, au moyen de trains rapides, seraient vite arrivés jusqu'à l'Oural et au-delà. Dans ces conditions, nous avons été obligés d'arrêter la progression des convois tchécoslovaques vers l'Est jusqu'à ce que la question du débarquement japonais à Vladivostok soit éclaircie.

Cela fait, j'ai convoqué, de la part du Conseil des commissaires du peuple, les représentants de la mission française et de la mission diplomatique anglaise d'un côté, de l'autre les représentants du Conseil national tchécoslovaque, les professeurs Maxa et Cermak, qui n'ont pas occupé la dernière place dans ce complot contre la liberté du peuple russe. Je leur ai dit que nous n'avions plus le droit de diriger les Tchécoslovaques vers l'Extrême-Orient à travers notre propre pays, mais que nous estimions possible de les diriger vers Arkhangelsk ou Mourmansk (à ce moment-là, le débarquement anglo-français n'avait pas encore eu lieu), mais qu'il nous fallait avoir, du côté des représentants officiels de l'Angleterre et de la France, l'assurance qu'ils désiraient réellement recevoir les Tchécoslovaques chez eux et qu'ils étaient prêts à leur fournir les moyens de transport indispen-

sables. Nous ne pouvions nous-mêmes faire parvenir à destination le corps tout entier et, étant donné la pauvreté de nos moyens de ravitaillement au nord, le maintenir sur le littoral un temps indéterminé. Bref, nous devions avoir la garantie absolue que les transports alliés seraient là à temps. À cela, le général Lavergne qui se trouve ici, et le plénipotentiaire Lockhart qui, si je ne me trompe, est en voyage, me répondirent qu'ils ne pouvaient donner les garanties exigées, parce que la question du transport maritime était très complexe et qu'ils ne pouvaient en assumer la responsabilité. J'ai attiré leur attention sur le fait que, par leurs agents et par le Conseil national tchécoslovaque, ils appelaient les Tchécoslovaques à aller en France, leur promettaient des montagnes d'or et nous accusaient de ne pas les laisser partir, et quand nous posions la question pratique de leur transport, ils nous répondaient de manière évasive. Lavergne et Lockhart m'ont répondu : « *Nous allons consulter nos gouvernements et nous vous donnerons une réponse.* » Les semaines et les mois ont passé et la réponse n'est pas arrivée. Et maintenant, pour nous, tout est devenu très clair : grâce à des papiers saisis au Conseil national tchécoslovaque, grâce à des déclarations et des indications que nous ont données de nombreux gardes blancs arrêtés, il est clair qu'il s'agissait là d'un plan soigneusement prémédité. Pour les impérialistes de France, évidemment, il aurait été souhaitable d'avoir un corps tchécoslovaque supplémentaire, mais il était pour eux dix fois plus important d'avoir le corps tchécoslovaque sur le territoire russe pour lutter contre les ouvriers et les paysans russes et créer ainsi un noyau autour duquel pourraient se grouper les gardes blancs, les monarchistes, tous les éléments bourgeois disséminés à travers le pays, etc. Ce plan longuement prémédité fut mis à exécution sur un signe de Tchéliabinsk où se tenait la conférence des représentants de toutes les unités du corps tchécoslovaque. Nos télégraphistes m'ont fait transmettre un télégramme envoyé par ce congrès à la mission française à Vologda : malgré un libellé évasif, la préparation d'un soulèvement contre le pouvoir soviétique apparaît clairement. Dans le télégramme, on disait

que tout était prêt, que nous retirions nos convois de l'Est vers l'Ouest et que nous concentrions nos forces. Cela se passait (si ma mémoire ne me trompe pas) vers le 25 mai ou le 22 mai, c'est-à-dire avant que les Tchécoslovaques ne se soulèvent ouvertement à Tchéliabinsk, puis dans d'autres endroits. Ainsi, les actes des Tchécoslovaques furent accomplis dans les limites et d'après les dispositions d'un plan anglo-français. À ce moment-là, nous avons reçu de l'étranger un avertissement : les Anglais préparaient en même temps leur premier débarquement, ayant en vue le littoral de Mourmansk. Évidemment, on peut dire qu'il y a de notre faute, de la faute du pouvoir soviétique : nous avons regardé passivement la préparation de cette révolte ; passivement, parce que nous n'avions pas une armée assez forte et disciplinée, capable sur un ordre formel d'être prête à n'importe quelle heure et n'importe quel jour de se concentrer dans une région déterminée et de passer à l'assaut. Pour organiser et armer les ouvriers et les paysans, les mettre en condition d'attaquer, étant donné leur manque de formation militaire, leur faible expérience du feu, leur fatigue dont a si justement parlé ici le camarade Lénine, il était indispensable qu'ils soient intérieurement pénétrés, imprégnés de la conviction qu'il n'y a pas pour nous d'autre voie, qu'ils comprennent que la révolte tchécoslovaque avec tout ce qu'il y a autour, tout ce qu'elle a fait lever autour d'elle, représente désormais, au sens propre du terme, un péril mortel pour la Russie soviétique. Pour qu'un tel état d'esprit naisse dans le pays, il fallait que les événements s'arrangent d'une certaine façon, et nous avons depuis le début des événements fait tout ce que nous avons pu pour prévenir le danger. Et là, il faut dire que, au début, même de la part des soviets locaux les plus proches de l'endroit où avaient lieu les faits, le long de la ligne du Transsibérien jusqu'à Tchéliabinsk, nous n'avons pas rencontré l'écho que nous étions en droit d'escompter ; les soviets locaux ne se rendaient pas compte de la portée du projet diabolique. Parmi eux il y avait des soviets peu courageux qui s'efforçaient de jeter les Tchécoslovaques à la tête de soviets voisins, peut-

être plus forts. Tout cela s'expliquait par le fait qu'on n'avait pas une conscience totale, claire, qu'il s'agissait non pas de malentendus à Syzran, Penza, Tchéliabinsk, mais, au sens propre et direct du terme, de la vie et de la mort de la classe ouvrière en Russie. Et il a fallu que les Tchécoslovaques s'emparent de plusieurs villes, qu'ils donnent leur appui aux gardes blancs et aux monarchistes, que ces derniers recourant à une mobilisation obligatoire de la population adulte d'un côté, aux réquisitions et confiscations dans l'intérêt des propriétaires et des capitalistes d'un autre côté, pour qu'après tout cela à Omsk, Tchéliabinsk et dans toute la zone proche du front, les éléments soviétiques comprennent clairement, pour que les éléments populaires commencent à comprendre qu'en l'occurrence l'histoire jette un défi à la Russie : ou bien nous vaincrons les Tchécoslovaques et tout ce qui va autour, ou bien ils nous anéantiront.

19 août 1918

(...)

« Camarades marins de la flottille de la Volga.

Hier, m'étant présenté à l'état-major de la flottille sur le vapeur "Ilia Mouromets", j'ai été frappé par l'image qui s'est offerte à mes yeux : sur le vapeur, comme dans

une cour de passage, il y a un nombreux public étranger, la garde ne contrôle pas les laissez-passer et d'ailleurs ces laissez-passer n'existent même pas. Chacun entre comme dans un moulin, parle de ce dont il a envie, sort quand l'idée lui en vient. Tout le reste a le même aspect. On ne connaît pas le patron du navire. Qui commande aux navires servant aux liaisons, impossible de le savoir. On a envoyé quelqu'un, quelque part, sur l'ordre d'on ne sait qui. Les messagers ont laissé quelque part la vedette en espérant que d'autres la ramèneront. Aucune organisation, aucun sens de la responsabilité. Sur le vapeur qui sert de lieu de travail à l'état-major militaire et maritime, il y a beaucoup de femmes, beaucoup d'enfants.

Dans ces conditions, un travail sérieux est parfaitement impossible. Il est encore moins possible de garder le moindre secret militaire. Durant mon séjour sur le navire, le commissaire Markine convoqua le mécanicien qui ne pouvait pas mettre le moteur en marche. *"C'est chaque fois la même chose, déclara le colonel Markine, quand il faut quitter une position, les moteurs marchent à merveille, mais dès qu'il s'agit d'occuper une position, aussitôt les moteurs font grève."*

Camarades marins ! Pareils usages sont impossibles. Avec ces usages la flotte n'est



Trotsky, fondateur de l'Armée rouge, haranguant les soldats. D.R.

pas apte au combat, elle n'est pas viable. Et ce n'est pas pour rien que tout le monde signale que notre flottille de la Volga travaille d'une manière extrêmement molle, paresseuse, sans énergie et sans succès. Si nous ne prenons pas Kazan maintenant, l'ennemi nous prendra Nijni-Novgorod et fera la liaison avec les bandits anglo-français sur le littoral d'Arkhangelsk. Alors ils auront un front commun. Alors notre affaire se compliquera énormément. Et alors, on peut le dire avec certitude, les Allemands commenceront à avancer de l'Ouest et du Sud pour empêcher les Tchécoslovaques et les Anglo-Français d'établir un front solide sur le sol de la Russie. Nous, ouvriers et paysans, soldats et matelots de la République soviétique, sommes entre deux feux : les Anglo-Français, les Tchécoslovaques, les gardes blancs au Nord-Est, les Allemands à l'Ouest et au Sud. Entre ces deux feux, notre jeune république périra. L'arbitraire bourgeois le plus sauvage régnera dans nos villes et nos campagnes et toutes les conquêtes obtenues au prix de très nombreuses victimes, parmi lesquelles de nombreux combattants marins, seront perdues pour des dizaines d'années.

Camarades marins ! Je vous demande de bien réfléchir à la situation. Si nous arrachons Kazan, nous rompons le front ennemi. Simbirsk et Samara tomberont d'elles-mêmes. L'insignifiant débarquement anglo-français ne sera pas pour nous effrayer. Les Allemands n'auront aucune raison d'avancer puisqu'un nouveau front ne se constituera pas en Russie. Tous les intérêts de notre pays exigent de nous que nous tendions toutes nos forces pour prendre Kazan.

Camarades marins ! Reprenez-vous ! Rejetez les profiteurs, s'il y en a parmi vous. Balayez la négligence, l'inexactitude, l'incurie. Tout doit être mis sur le pied de guerre. Il ne faut pas gaspiller une seule minute. Il ne faut pas reculer d'un pouce. Il faut prendre à l'ennemi tout ce qu'il est possible de prendre. Il faut mener la guerre avec audace, avec courage, en attaquant. Qui ne risque rien n'a rien.

Je vous serre fraternellement la main, camarades marins ! » ■

La lutte pour Kazan, Rosengoltz (1)

La lutte pour Kazan (2)

[Au cours de l'été 1919 Rosengoltz, Ioureniev et Kourski furent envoyés à Kazan pour enquêter « sur les raisons de la chute aussi rapide de Simbirsk ».]

Quelques jours après notre arrivée à Kazan, la ville fut prise par l'adversaire d'une façon totalement inattendue et pour nous et pour les autorités militaires (c'était alors Vatsetis (3) qui commandait le front Est).

La prise de la ville s'effectua d'une manière extrêmement simple. Les troupes tchécoslovaques (4) remontèrent le fleuve de Simbirsk à Kazan sur des bateaux à vapeur et l'occupèrent en quelques minutes sans rencontrer la moindre résistance de notre part.

Notre commission ne put donc pas mener à bien son travail. Ioureniev n'eut pas le temps de nous rejoindre, Kourski repartit à Moscou et moi je partis à pied à la station de Svajsk pour prendre part directement au travail militaire. C'est ainsi que je fus nommé membre du Conseil militaire révolutionnaire de la 5^e armée.

La 5^e armée avait l'air de tout ce que l'on veut, sauf d'une armée organisée. Elle était constituée de groupes portant le nom de sections, détachements, bataillons, etc. Mais il n'y avait ni brigade ni division et pas le moindre régiment organisé. Pourtant ces groupes, cette Armée rouge qui fut la première organisée en Russie, devait bientôt se distinguer par sa cohésion interne et son esprit communiste.

L'assaut victorieux des Tchécoslovaques mit en émoi toute la République soviétique. Après la chute successive des plus grands centres (Simbirsk, Kazan) la route de Nijni-Novgorod paraissait ouverte

et le danger nous menaçait de tous côtés. Des communistes commencèrent à affluer dans la 5^e armée. Petrograd nous apporta une aide particulièrement précieuse : les comités exécutifs des rayons de Vyborg et de Novoderevenski (5) vinrent presque en entier et parmi eux des prolétaires membres du parti depuis sa création. Ce renfort communiste transforma toute l'armée.

Pour la première fois les Tchèques rencontrèrent une opposition sérieuse. La lutte se déroula sur les deux rives de la Volga et l'on peut dire sans exagérer que les nôtres se sont battus avec acharnement pour le moindre village, pour chaque pouce de terrain. Là fut tué le chef de division de la rive gauche, Ioudine (...). Peu

(1) Arkady Rosengoltz (1889-1938), militant bolchevique depuis 1905. Membre du Comité militaire de la République en 1918-1919, de 1930 à 1937 commissaire du peuple au Commerce extérieur. L'un des dix-huit condamnés à mort du troisième procès de Moscou, dit procès du bloc des droitiers et des trotskistes antisoviétiques. Fusillé le 15 mars 1938

(2) « Mes souvenirs de la lutte pour Kazan » in *La Lutte pour l'Oural et la Sibérie*, pp. 19-23.

(3) Joachim Joachimovitch Vatsetis (1873-1938), Letton, ancien officier de l'armée tsariste, commandant en chef de l'Armée rouge de septembre 1918 à juillet 1919, après avoir commandé le front Est. Fusillé le 28 juillet 1938 en même temps que les dirigeants bolcheviques Roudzoutak et Zatonski.

(4) Au lendemain de la révolution de Février est constituée une Légion tchécoslovaque à partir des prisonniers tchèques de l'armée austro-hongroise. En mai 1918, la Légion tchèque se soulève, et se range aux côtés des S-R insurgés puis, un moment, du côté des Blancs de Koltchak.

(5) Viborg et Novoderevenski sont des arrondissements de Petrograd.

après sa mort, Smirnov (...) fut nommé à sa place. Quelques jours après sa nomination, il fut grièvement blessé au combat et laissé sur place pendant près de vingt-quatre heures. Le régiment Moskovski avait fui tandis qu'il perdait son sang. Smirnov ne put se remettre de ses blessures et mourut. Ainsi, en quelques jours, nous perdîmes deux chefs de division.

L'épisode le plus remarquable de la première période de la lutte fut le coup de main du commando de Kappel (6) contre l'état-major de la 5^e armée. L'état-major se réunissait souvent le soir sous la présidence de Trotsky pour discuter des plans d'opération. Un soir, on vint nous annoncer que l'ennemi avait occupé la station voisine de Tiourlem, à dix verstes (7) à l'arrière de l'état-major. Cette nouvelle nous étonna beaucoup et nous supposâmes que c'était l'œuvre d'un petit détachement de reconnaissance et de sabotage composé de quelques hommes. Le lendemain, nous découvrîmes que Tiourlem était tombée aux mains non d'un petit détachement mais du commando de Kappel, composé de soldats et d'officiers d'élite et qui possédait même de l'artillerie. Or notre état-major n'était défendu que par un peloton de quelques dizaines d'hommes. Si Kappel avait fait les dix verstes qui le séparaient de Svajsk, cette nuit-là, sans perdre de temps, il aurait pu s'emparer sans peine de l'état-major de la 5^e armée au complet et du train de Trotsky. Il ne le fit pas sans doute parce qu'il était mal renseigné sur les forces dont nous disposions.

Kappel aurait encore pu s'emparer de nous s'il avait attaqué dès le lendemain matin, mais il commit une faute : il voulut encercler complètement la station de Svajsk et pour ce faire il éparpilla ses forces qu'il dirigea ensuite par des chemins séparés pour effectuer sa manœuvre d'encercllement.

Kappel dirigea une partie de ses troupes sur la ville de Svajsk dont elles occupèrent les faubourgs, de sorte que nos troupes et celles de Kappel passèrent péniblement la nuit côte à côte, et ce n'est que le lendemain matin que les nôtres chassèrent les troupes de Kappel (...).

Le deuxième régiment Petrogradski fut placé sur notre flanc droit. Le pre-

mier matin, il disposa ses forces en face de celles de Kappel, puis s'enfuit honteusement et prit bien la précaution de ne pas s'enfuir en direction de l'état-major mais en sens diamétralement opposé ; il s'empara d'un vapeur et détala vers Nijni. Trotsky donna l'ordre d'envoyer un navire de notre flotte de guerre arrêter les déserteurs et de confier sur place à un tribunal militaire révolutionnaire la tâche d'examiner l'affaire et de punir les coupables.

Le résultat de la fuite du deuxième régiment Petrogradski (qui comptait, si je ne me trompe, mille baïonnettes) fut de priver l'état-major de toute couverture (...). Aussi fut-il décidé de défendre Svajsk avec toutes les forces à notre disposition, bien qu'elles fussent improvisées. À la station étaient massées des troupes de réserve, comprenant un grand nombre de convoyeurs, de cuistots, etc. Nous les armâmes et seul l'héroïsme de ces combattants improvisés nous sauva.

Les combats prirent un caractère menaçant. La majorité des collaborateurs de l'état-major et des directions de l'armée prirent alors la fuite. On se battit aux abords même de la station. Je proposai au camarade Trotsky, commissaire à la Guerre, d'abandonner Svajsk, ce qu'il refusa catégoriquement. Il repoussa tous les arguments que j'utilisai pour lui démontrer que l'armée de la République sombrerait s'il était tué ou fait prisonnier. Pour vaincre cette obstination, profitant du fait que Trotsky se trouvait dans la zone de la 5^e armée, je lui intimai par écrit et au nom du CMR de la 5^e armée l'ordre de quitter Svajsk et de s'embarquer sur un vapeur. Trotsky renâcla, puis, après une profonde lutte intérieure, finit par obéir à cet ordre... Mais j'appris par la suite qu'il y avait obéi d'une manière assez originale.

Au cours de la nuit, en effet, Trotsky prit part au raid effectué sur Kazan. La

(6) Vladimir Oskartovitch Kappel (1883-1920), officier tsariste, commande d'abord l'armée dite populaire des S-R de droite du Komoutch, puis est l'un des dirigeants des armées blanches de Sibérie, bras droit de Koltchak. Meurt de blessures consécutives à un accident en février 1920.

(7) Ancienne mesure russe. Une verste correspond à 1,07 kilomètre.

flottille de guerre, y compris le torpilleur sur lequel se trouvait Trotsky, décida de tenter une percée sur la ville. La flottille apparut soudain près du fort de Verkhny-Ouslon, aux abords de Kazan, déclencha un tir d'artillerie et mit le feu au fort. Aux dires des témoins, le spectacle était assez bizarre : les Tchécoslovaques, qui occupaient Verkhny-Ouslon, s'affolèrent et, en proie à la panique, dévalèrent des hauteurs qu'ils occupaient. Soudain, le moteur du torpilleur sur lequel se trouvait Trotsky tomba en panne et le gou-

vernail se bloqua au pied même du fort, sous les canons des batteries ennemies. Il suffisait d'un boulet chargé à mitraille sur cet objectif éclairé par la vive lumière des bâtiments en flammes pour couler le torpilleur avec tout son « équipage ». Mais la panique était si grande chez nos adversaires qu'ils ne remarquèrent pas la proie qui s'offrait à eux. Au bout de dix minutes, l'avarie fut réparée et la flottille de guerre put repartir après avoir mené à bien sa mission. ■

Sviajsk, de Larissa Reisner

Sviajsk (1)

Qu'est-ce que Sviajsk ?

Aujourd'hui, c'est une légende, l'une de ces légendes révolutionnaires que personne n'a encore écrites mais qui se répètent déjà aux quatre vents de la Grande Russie. Aucun des vieux soldats de l'Armée rouge, aucun des fondateurs de l'Armée ouvrière et paysanne, rentré chez lui et se rappelant les trois années de la guerre civile, n'oubliera l'épisode fantastique de Sviajsk d'où jaillit aux quatre coins du pays la vague de l'offensive révolutionnaire : à l'est vers l'Oural, au sud vers la Caspienne, le Caucase et les frontières perses, au nord vers Arkhangelsk et la Pologne. Tout cela, bien sûr, ne se produisit pas d'un seul élan, mais ce n'est qu'après Sviajsk et Kazan que l'Armée rouge se cristallisa et prit les formes politiques et combattantes qui, transformées et améliorées, sont passées au rang d'institutions.

Le 6 août 1918, des régiments entiers, récemment formés, s'enfuyaient de Kazan. La meilleure partie de ces soldats – ceux qui avaient quelque conscience – s'accrochèrent à Sviajsk, s'y arrêtaient, décidaient d'y rester et de s'y battre. Alors que les hordes de déserteurs atteignaient déjà Nijni-Novgorod, le barrage qui s'était constitué à Sviajsk contenait déjà les Tchèques et le général Blagotich, qui tentait d'enlever le pont de chemin de



Larissa Reisner

Larissa Reisner (1895-1926). D.R.

fer qui traverse la Volga, trouvait la mort au cours de son assaut nocturne (...).

Le troisième ou le quatrième jour après la chute de Kazan, Trotsky arriva à Sviajsk. Son train s'installa pour longtemps dans la petite station. On décrocha la locomotive essoufflée qui partit se gorger d'eau... et ne revint plus. La rangée des wagons resta là aussi immobile que les chaumières et les baraques boueuses où s'installa l'état-major de la 5^e armée. Trotsky affirma tranquillement qu'il était impossible de quitter Sviajsk : au-delà il n'y avait aucune position de repli.

Peu à peu la foi fantastique en l'idée que cette petite station serait le point de départ de la contre-offensive sur Kazan passa dans la réalité (...).

À Sviajsk on manquait presque totalement de médicaments. Dieu sait avec quoi et comment les médecins arrivaient à faire leurs pansements. Nul n'avait ni honte ni peur de cette indigence. Pour aller chercher à la cantine de la soupe aux choux, les soldats passaient le long des civières où gisaient les blessés et les mourants. La mort n'effrayait pas, on l'attendait chaque jour, toujours. Être couché sur un manteau humide, une tache rouge sur la chemise, le visage vide – le visage qui n'est déjà

(1) *Le Front*, pp. 33-38.

plus celui d'un homme – ce sort était sous-entendu pour chacun (...).

Aux toiles d'araignées qui volaient au vent s'accrochaient les fils du téléphone : un appareil énorme, encombrant, boiteux, commença à travailler pour la station perdue de Svajsk, pour un point à peine visible de la carte de Russie auquel, dans une minute de désespoir et de débandade, s'était accrochée un mois plus tôt la main de la révolution. C'est ici que se révéla tout le génie organisateur de Trotsky, qui réussit à mettre sur pied le ravitaillement, à faire arriver à Svajsk par des voies de chemin de fer manifestement ravagées par le sabotage de l'artillerie fraîche et quelques régiments, tout le nécessaire pour la contre-offensive.

Il faut se rappeler aussi que cela se passait en 1918, alors que la démobilisation battait encore son plein et que l'apparition dans les rues de Moscou d'un détachement de soldats rouges bien habillés produisait une véritable sensation. Il fallait aller contre le courant, contre l'épuisement, contre quatre années de guerre, contre les eaux printanières de la révolution qui dispersaient aux quatre vents du pays les lambeaux de la discipline d'Araktcheïev (2), contre une haine impétueuse à l'égard de tout ce qui rappelait le vieux cri des officiers, la caserne et la vie de soldat.

Malgré tout cela appurent du ravitaillement, des journaux, des bottes, des capotes. Une armée où l'on donne pour de bon des bottes possède donc un véritable état-major, solide, décidé à rester où il est, c'est une armée qui tient et ne pense pas à fuir. C'est quelque chose, des bottes ! (...).

À Svajsk, il n'y avait pas seulement Trotsky qui sut donner à l'armée nouvelle une ossature de fer, Trotsky attaché comme un lierre à cet endroit, et qui avait décidé de n'en pas bouger quoi qu'il arrive et savait montrer à ses défenseurs une impassibilité plus profonde encore, la tranquillité du métal ; là s'étaient aussi



Léon Trotsky (à droite) dans le wagon. D.R.

rassemblés de vieux militants, futurs membres du Conseil militaire de la République et des Conseils militaires révolutionnaires des diverses armées, dont l'historien de la guerre civile parlera comme on parle des maréchaux de la Grande Révolution, Rosengoltz et Goussev, Ivan Nikititch Smirnov, Kobozev, Mejlaouk, le second Smirnov (3) et beaucoup d'autres camarades dont j'ai oublié le nom. Parmi les marins, Raskolnikov et Markine, mort depuis (...).

Je ne sais pas exactement quelles fonctions remplissait dans la 5^e armée Ivan Nikititch Smirnov. Était-il membre du CMR ou bien dirigeait-il aussi la section politique, je ne sais, mais en dehors de tout titre et de tout cadre, il incarnait l'éthique révolutionnaire, il était le critère moral élevé de la conscience communiste, à Svajsk.

La pureté et la probité exceptionnelles du camarade Smirnov s'imposèrent même à la masse des soldats sans parti et aux communistes qui ne le connaissaient pas auparavant. Je ne pense pas qu'il savait à quel point on le craignait, à quel point on avait peur de dévoiler devant lui sa lâcheté et sa faiblesse, devant un homme qui n'élevait jamais la voix contre quiconque, un homme qui restait simplement lui-même, tranquille et courageux. On ne respectait personne autant qu'Ivan Niki-

(2) Alexis Araktcheïev (1769-1834), ministre de la Guerre d'Alexandre I^{er}, symbole de la discipline brutale et réactionnaire.

(3) Vladimir Smirnov.

titch. On sentait qu'aux pires moments il serait le plus fort et le plus intrépide.

Avec Trotsky... mourir au combat, après avoir tiré sa dernière cartouche, insensible aux blessures, dans l'ivresse ; avec Trotsky l'exaltation sacrée de la lutte, du mot et du geste qui rappellent les meilleures pages de la Révolution française.

Avec Smirnov (à ce qui me semblait alors lorsque nous nous parlions à mi-voix, allongés côte à côte sur le plancher dans les nuits déjà froides de l'automne), avec Smirnov l'impassibilité de l'homme adossé au mur, interrogé par les blancs, dans la fosse sale d'une prison. Voilà ce qu'on disait de lui à Svajsk (...).

Un matin ensoleillé d'automne arrivèrent à Svajsk des torpilleurs étroits, vifs, rapides, venus de la mer Baltique. Leur apparition fit sensation. L'armée se sentait défendue du côté du fleuve. Des duels d'artillerie s'engagèrent sur la Volga, trois ou quatre fois par jour. Notre flottille descendait loin le courant sous le feu des batteries abritées sur la rive ; le marin Markine, l'un des fondateurs de la flotte rouge et l'un de ses premiers héros, couronna ces incursions par un raid d'une incroyable hardiesse. Sur son lourd remorqueur blindé il se laissa glisser jusqu'aux quais de Kazan, aborda, dispersa les servants des pièces d'artillerie à coups de mitrailleuses et repartit après avoir enlevé les platines de quelques canons (...).

Alors que la 5^e armée se préparait fiévreusement à l'offensive, alors que des forces essentielles, après de longs combats quotidiens, avaient enfin progressé en contenant les contre-attaques incessantes des blancs, les trois « phares » de la Russie blanche s'unirent pour mettre un terme à l'épopée de Svajsk qui s'éternisait.

Savinkov, Kappel et Fortounatov, à la tête d'un gros commando, lancèrent un raid désespéré sur la station voisine de Svajsk afin de s'emparer de Svajsk et du pont sur la Volga. Le raid fut mené brillamment, les blancs effectuèrent un grand mouvement tournant puis fondirent soudain sur la station Chikhrana, y firent pleuvoir un déluge de balles, s'emparèrent des établissements de la station, coupèrent la liaison avec le reste de la ligne et mirent

le feu à un train chargé d'obus qui stationnait sur la voie. Le détachement de flanc-garde qui défendait Chikhrana fut tout entier massacré (...).

De la station de Chikhrana le détachement de Savinkov s'avança sur Svajsk le long de la voie ferrée. On envoya à sa rencontre le train blindé *Russie libre*, armé, si je ne me trompe, de canons de marine à longue portée. Son commandant ne fut pourtant pas à la hauteur de la situation. Dès qu'il se crut entouré de deux côtés, il abandonna son train et courut au CMR « pour faire un rapport ».

Pendant son absence le *Russie libre* fut pris d'assaut et incendié. Sa carcasse noire, couchée sur le flanc, resta longtemps près de la voie non loin de Svajsk.

Après la perte du train blindé la route de la Volga était, semblait-il, complètement ouverte. Les blancs étaient aux abords de Svajsk, à quelque un ou deux kilomètres de l'état-major de la 5^e armée. La panique s'installa. Une partie de la section politique, sinon la section politique tout entière, s'enfuit vers les quais.

Un régiment qui se battait presque sur la rive même de la Volga, un peu en amont, prit peur et s'enfuit, avec son commandant et son commissaire politique ; à l'aube, les troupes affolées se retrouvèrent sur les navires de l'état-major de la flottille de guerre de la Volga. À Svajsk il ne restait plus que l'état-major de la 5^e armée avec ses bureaux et le train de Trotsky.

Léon Davidovitch mobilisa tout le personnel du train, secrétaires, télégraphistes, infirmières et la garde qui se trouvait à la disposition du chef d'état-major de la flottille, le camarade Lepenko (l'un des soldats les plus doués de la révolution, dont la biographie pourrait constituer l'un des brillants chapitres de cet ouvrage), en un mot tout ce qui pouvait tenir un fusil. Les bureaux de l'état-major se vidèrent, l'« arrière » n'existait plus. Tout le monde fut lancé au-devant des blancs, qui fondaient en rangs serrés sur la station. De Chikhrana aux premières maisons de Svajsk, tout le chemin était troué d'obus,

(4) Chef d'état-major de la 5^e armée pendant les premiers mois de sa création.

semé de cadavres de chevaux, d'armes abandonnées et de cartouches vides, et plus l'on se rapprochait de Svajsk plus le paysage ressemblait à un immense cimetière.

Après avoir dépassé la carcasse géante du train blindé, fumante, sentant le brûlé et le métal fondu, l'offensive des blancs s'arrête, piétine devant les ultimes retranchements, recule et repart à nouveau à l'assaut des dernières réserves mobilisées pour défendre Svajsk. L'affrontement dura quelques heures et fit de nombreux morts.

Les blancs crurent avoir devant eux des troupes fraîches bien organisées, dont leurs services de renseignements n'avaient pas appris l'arrivée. Épuisés par un raid de quarante-huit heures, les soldats blancs exagérèrent les forces de l'adversaire, sans se douter qu'ils n'étaient arrêtés que par une poignée de combattants de fortune, derrière lesquels il n'y avait rien, sauf Trotsky et Slavine (4), assis tous deux au-dessus d'une carte, dans une pièce enfumée de l'état-major qui suintait l'insomnie, au milieu de Svajsk désert, abandonné, où le sifflement des balles emplissait les rues.

Cette nuit, comme toutes les autres, le train de Léon Davidovitch resta sur les rails sans locomotive, et aucun détachement de la 5^e armée, qui avait progressé loin en avant et se préparait à donner l'assaut à Kazan, ne fut alerté cette nuit, aucun ne fut retiré du front pour protéger Svajsk laissé presque sans défense. L'armée et la flottille n'apprirent l'attaque nocturne que lorsque tout fut achevé, et que les blancs se furent enfuis, sûrs qu'ils avaient devant eux une division presque entière.

Le lendemain, on jugea et on fusilla vingt-sept déserteurs qui s'étaient réfugiés sur les bateaux à la minute décisive. Parmi eux il y avait quelques communistes. Cette exécution des vingt-sept fit ensuite couler beaucoup d'encre, surtout, bien sûr, à l'arrière où l'on ne savait pas à quel fin cheveu tenait la route de Moscou

et l'offensive que nous avons lancée sur Kazan avec nos dernières forces.

D'abord toute l'armée murmurait que les communistes avaient montré qu'ils étaient des lâches, que la loi ne s'appliquait pas pour eux, qu'ils pouvaient désertir impunément, alors qu'on fusillait comme un chien un simple soldat rouge pour le même motif.

Sans le courage exceptionnel de Trotsky, du commandant d'armée et des autres membres du CMR, le prestige des communistes qui travaillaient dans l'armée se serait effondré, et pour longtemps.

(Dans la nuit du 9 au 10 septembre la flottille rouge organise un raid sur Kazan. Après un décrochage sur la Volga, c'est le silence ; plus rien.)

Nous parvînmes jusqu'aux quais sans le moindre coup de feu. L'aurore se levait. Dans les ténèbres roses et grisâtres, des fantômes voûtés, noirs, calcinés, apparurent. Des grues, les poutres des bâtiments incendiés, les poteaux télégraphiques déchiquetés, tous ces objets paraissaient avoir infiniment souffert, avoir perdu toute sensibilité, pareils à des arbres aux branches nues et tordues. Royaume mort, éclairé par les roses gelées de l'aurore boréale. Canons abandonnés aux gueules dressées, semblables dans les ténèbres à des silhouettes renversées, figées dans un désespoir silencieux, la tête levée vers le ciel, arquées sur des mains froides et humides de rosée.

Le brouillard, les hommes tremblent de froid et de tension nerveuse ; l'air sent l'huile des machines et le goudron des câbles. Le col bleu d'un pointeur, près d'un canon, tourne sur son support et regarde la rive déserte et sans voix qui repose dans le silence.

C'est la victoire. ■

(4) Officier letton, nommé commandant de la 5^e armée.

L'écho de la révolution d'Octobre dans le monde

Destins croisés

Russie révolutionnaire et Italie dans la tourmente des lendemains d'Octobre 1917

(Seconde partie)

par Frank La Brasca

Dans le numéro 76 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (pp. 95-105), nous avons donné un premier aperçu des effets des deux révolutions russes sur l'état d'esprit de la classe ouvrière italienne.

Nous complétons ici cet aperçu en publiant la traduction effectuée par notre camarade Emmanuel Brandely, lecteur régulier et ami de notre revue, de larges extraits du premier chapitre de la somme qu'a consacrée l'historien italien Paolo Spriano (1925-1988) à l'histoire du Parti communiste italien.

Cet ouvrage comprend en effet cinq tomes et, bien que le premier ait été publié il y a maintenant plus d'un demi-siècle (1967) (1), il fait toujours autorité en dépit de la parution en Italie et ailleurs d'autres ouvrages consacrés à l'histoire de ce parti (2).

Cette faveur est sans doute en partie méritée car il est incontestable qu'il s'agit d'un travail historiquement sérieux et fondé sur la consultation et l'utilisation de documents d'archives.

Cependant, il serait illusoire de penser et surtout peu scientifique de donner à penser que les analyses de Spriano sont exemptes de tout a priori idéologique et tout à fait dénuées de propos auto-apologétiques vis-à-vis de la « doxa » officielle que le Parti communiste italien qui a aujourd'hui, on le sait, disparu du paysage politique italien, encore au plus haut de sa parabole électorale en 1975, c'est-à-dire

au moment où paraît le dernier tome de l'ouvrage, entendait imposer sur sa propre histoire.

Pour bien se convaincre de la légitimité de cette vigilance nécessaire et salutaire, il convient de présenter brièvement le parcours personnel et les engagements politiques et intellectuels de l'auteur.

Né à Turin, Paolo Spriano s'engagea très jeune dans la Résistance non point dans les rangs du Parti communiste, mais dans ceux d'un petit groupe de la gauche sociale libérale répondant au nom de « Giustizia e Libertà » (« GL ») s'inspirant des idées du penseur Piero Gobetti (1901-1926) qui avait été fondé à Paris en août 1929 par des exilés antifascistes et dont deux des dirigeants les plus célèbres furent les frères Carlo et Nello Rosselli, assassinés en France par des cagouleurs pour le compte des services secrets fascistes en 1937.

La participation de Spriano à l'action politique et militaire de ce courant ne fut cependant pas purement symbolique puisque, malgré son jeune âge, il accéda au grade de colonel.

Au cours de ses années de formation dans le « Partito d'Azione » (« P d'A »), formation politique créée clandestinement à Rome en 1942 en référence au groupe d'activistes homonyme dirigé par le patriote Giuseppe Mazzini pendant le Risorgimento du siècle précédent et à laquelle adhèrent les membres de « GL » à partir de 1943, il est également à noter que Spriano fut très proche du grand historien Franco Venturi (1914-1994), spécialiste à la fois de la philosophie des Lumières et du populisme russe, issu d'une famille d'intellectuels antifascistes et membre lui aussi du « P d'A ».

Ce n'est qu'après la guerre qu'il com-

mença à collaborer au quotidien du PCI *L'Unità*, puis finit par adhérer au parti.

Non historien de formation, il commença par exercer les fonctions de journaliste et de publiciste au service des publications nombreuses et diversifiées dépendant du parti et de la grande maison d'édition turinoise qui en était proche, celle de Giulio Einaudi.

Son premier ouvrage, écrit en collaboration avec le dirigeant du PCI Luca Pavolini, fut publié en 1957 par les éditions officielles du parti (« Editori Riuniti ») et est consacré à une étude sur le salariat en Italie (3). Suivirent un certain nombre d'ouvrages traitant de l'histoire des milieux ouvriers et socialistes de Turin, parmi lesquels il faut remarquer celui sur le très important épisode de l'occupation des usines de 1920, qui a été traduit en français (4).

(1) Le cinquième et dernier tome consacré au rôle du PCI dans la résistance au nazi-fascisme et à la fondation par son principal dirigeant Palmiro Togliatti d'un parti de type nouveau par rapport à ce qu'avait été le PC d'I d'avant-guerre, a paru en 1975. Aldo Agosti, *Storia del Partito comunista italiano 1921-1991*, Roma-Bari, Laterza, 1999.

(2) Parmi les ouvrages les plus récents parus en Italie, on peut signaler les suivants :

Marcello Flores, Nicola Gallerano, Sul PCI. *Un'interpretazione storica*, Il Mulino, 1992.

Aldo Agosti, *Storia del Partito comunista italiano 1921-1991*, Roma-Bari, Laterza, 1999.

Albertina Vittoria, *Storia del PCI 1921-1991*, Roma, Carocci, 2006.

Il convient de citer à part deux ouvrages, dont le premier (Giorgio Amendola, *Storia del Partito Comunista Italiano 1921-1943*, Roma, Editori Riuniti, 1978) est le fait d'un dirigeant historique du PCI, G. Amendola (1907-1980), considéré comme le leader de la tendance la plus réformiste de ce parti et peut être interprété, si l'on considère sa date de publication et le fait qu'il figure au catalogue de la maison d'édition officielle du PCI, comme une réponse à l'histoire de Spriano.

Le second, dû à l'historien prolifique encore vivant Giorgio Galli (1928), même s'il est bien antérieur à celui de Spriano (la première édition date en effet de 1958, puis fut reprise en 1976), dans la mesure où il prend le contre-pied de la version historiographique « nationale et populaire » que la direction du PCI imposa à partir de la Libération et où elle fait une large place au rôle important joué par la tendance de la gauche internationaliste dans les développements politiques et idéologiques, a pourtant fait l'objet de

rééditions toutes récentes en 1997 (Milano, Kaos Edizioni) et 2011 (Milano, Edizioni Pantarei). Ce dernier état de l'ouvrage a été procuré par le groupe politique militant « Lotta Comunista », qui se veut à la fois léniniste et internationaliste et dont dépendent les éditions « Pantarei ». On peut comprendre cet intérêt manifesté pour un ouvrage déjà ancien et de plus écrit par un historien qui se déclare par ailleurs « non marxiste » si l'on prend en considération un passage de la préface que Galli consacre lui-même à ce dernier avatar de son ouvrage. Pour justifier l'opportunité de republier, en 2011, c'est-à-dire vingt ans après la disparition du PCI de la scène politique italienne et internationale et celle concomitante de l'URSS et du bloc qu'elle avait constitué, deux événements bien sûr imprévisibles et hautement improbables à l'époque où Spriano consignait le dernier volume de sa monumentale histoire (1975), il affirme en effet : « Je crois qu'on ne peut plus contester aujourd'hui la thèse de fond [de cet ouvrage], selon laquelle le PCI a re-parcouru l'histoire révisionniste des partis du socialisme démocratique de la Deuxième Internationale », « Prefazione », in Id., *Storia del Partito comunista italiano*, Milano, Pantarei, 2011, p. 11). On comprend aisément pourquoi cette « thèse » ne pouvait en aucun cas être celle qui inspira le projet historiographique de Spriano.

(3) P. Spriano, *Il salariato in Italia con Luca Pavolini*, Roma, Editori riuniti, 1957.

(4) P. Spriano, *L'occupazione delle fabbriche. Settembre 1920*, Torino, Einaudi, 1964 (trad. fr. : P. Spriano, *L'occupation des usines* : Italie, septembre 1920, traduction de Jean-Claude Mouret, Claix, La Pensée sauvage [Collection : L'Envers de l'histoire], 1978).

On sait qu'il manifesta au sein du parti ses réticences quant à l'intervention soviétique en Hongrie de 1956, mais sans toutefois rejoindre les intellectuels qui entrèrent alors ouvertement en conflit avec la direction.

Son élection au comité central lors du XIII^e Congrès national du PCI (Milan, 13-17 mars 1972) (5), témoigne du fait que son « opposition » au groupe dirigeant demeura fidèle à l'infléchissement imposé au parti par Togliatti ne dépassa jamais les quelques traces d'embarras qu'on peut déceler dans les passages de son histoire où la confrontation des thèses officielles de la direction est démentie par les documents d'archive que l'historien un tant soit peu scrupuleux ne peut s'exempter d'invoquer.

D'après le témoignage d'un dirigeant du PCI, appartenant alors à la jeune génération et appelé à de hautes destinées puisqu'il occupera la fonction de président du Conseil de 1998 à 2000 dans le cadre d'une coalition entre son parti (les « Démocrates de gauche » [« Democratici di Sinistra » – « DS (6) »], la seconde formation née de la dissolution de l'ex-PCI) et le centre-droit, approuvant l'intervention de l'Otan contre la Serbie lors de la guerre du Kosovo, puis de ministre des Affaires étrangères (2006-2008) sous la présidence du Conseil de Romano Prodi (7), dans les semaines qui précéderent sa disparition prématurée, Spriano travaillait sur des documents d'archives que lui aurait transmis Mikhaïl Gorbatchev et concernant les démarches tentées par les autorités soviétiques pour obtenir la libération de Gramsci des geôles fascistes(8).

Il suffit à titre d'exemple de voir la partialité avec laquelle Spriano présente les trois protagonistes qu'il évoque dans ce premier chapitre pour se convaincre du degré de son allégeance à l'histoire officielle et alors acceptée de son parti, même si l'on peut reconnaître sans difficulté que ses scrupules d'historien l'em-

pêchent de tomber dans les grossières falsifications et les calomnies odieuses que la direction réservera longtemps (même après le XX^e Congrès du PCUS) aux militants et dirigeants qui, contre vents et marées, s'efforcèrent de rester fidèles au prodigieux élan révolutionnaire et civilisationnel que représenta Octobre 1917.

Il reste donc, qu'en dépit des limites que nous avons soulignées, cet ouvrage reste bien sûr toujours intéressant et utile à consulter et que l'initiative d'en proposer la traduction d'un passage, dans le cadre de ces livraisons de notre revue consacrées aux révolutions russes de 1917 et à leurs innombrables effets, peut évidemment se justifier. ■

(5) On peut remarquer au passage que c'est à ce même congrès qu'Enrico Berlinguer fut élu secrétaire général du parti.

(6) Les métamorphoses de l'ex-PCI ne s'arrêtèrent pas ici puisqu'en 2007 les DS donnèrent naissance à l'actuel « Partito Democratico » (« PD ») qui, après avoir été aux affaires avec Matteo Renzi (2014-2016) et Paolo Gentiloni (2016-2018), vient de perdre les élections du 4 mars dernier.

(7) Il n'est pas non plus inutile de rappeler qu'il a occupé par deux fois les fonctions de vice-président de l'Internationale socialiste, d'abord sous la présidence d'André Mauroy (1996-1998), puis sous celles successives du Portugais Antonio Guterres et du Grec George Papandreou (2003-2012). Enfin, comme pour démontrer, s'il en était besoin, qu'en dépit d'un âge un peu avancé (il fêtera le 20 avril 2018 son 69^e anniversaire) et d'une carrière déjà si bien remplie, il est loin d'être à bout de ses ressources transformistes, M. D'Alema a quitté le « PD » pour le « Movimento Democratico Progressista » (« MDP ») issu d'une très récente scission (25 février 2017) dudit « PD » et auquel les récents résultats électoraux ne semblent pas a priori promettre un très grand avenir.

(8) M. D'Alema, « I fogli sulla macchina da scrivere », in Auteurs Divers, *L'ultima ricerca di Paolo Spriano*. Dagli archivi del l'URSS i documenti segreti per salvare Antonio Gramsci, Roma, *L'Unità*, p. 3.

Document

Paolo Spriano, *Storia del Partito Comunista Italiano. I. Da Bordiga a Gramsci*, Torino, Einaudi [Biblioteca di cultura storica : 95/1], 1967, pp. 3-19.

Traduction d'Emmanuel Brandely

Chapitre premier

Bordiga, Gramsci et Serrati de la guerre à l'après-guerre

Le 18 novembre 1917, quelques jours après la prise du pouvoir en Russie par les bolcheviks, une vingtaine de délégués des plus importantes sections socialistes de la péninsule, représentants de cette fraction qui s'appelle maximaliste, ou plutôt « intransigeante-révolutionnaire » en référence à la revendication du programme maximum et de la méthode révolutionnaire propre à le réaliser, se retrouvent à Florence lors d'une réunion clandestine.

Le programme « maximum », cela veut dire la socialisation des moyens de production et d'échange, la révolution, cela signifie abattre par la violence le régime de la bourgeoisie. La référence aux bolcheviks est également présente dans la seconde acception courante du terme « maximaliste » qui veut dire majoritaire, selon l'habitude en vigueur à l'époque chez nous de traduire le nom que l'on donne au parti de Lénine.

Se retrouvent ici, pour la première fois, dans la maison de l'avocat socialiste Mario Trozzi, après avoir échappé aux recherches de la police qui a ordre d'empêcher la réunion, deux jeunes qui seront les initiateurs, un peu plus de trois ans plus tard, du Parti communiste d'Italie. L'un, Antonio Gramsci, âgé alors de 26 ans, vient de Turin. L'autre, Amadeo Bordiga, de deux ans son aîné, arrive de Naples. Dans cette maison de la rue des Mille arrivent aussi par petits groupes d'autres militants que nous retrouverons dans les rangs communistes : Bruno Fortichiari et Rita Maierotti, Nicola Bombacci, Ferdinando Garosi, Giovanni Germanetto. Sont également présents, pour la direction du PSI, son vieux secrétaire, Costantino Lazzari, et Giacinto Menotti Serrati, directeur de l'« Avanti ! », qui sera après-guerre l'adversaire de Bordiga et de Gramsci.

Les délégués savent peu de choses de ce qui s'est passé à Petrograd en ces fameux dix jours qui ébranlèrent le monde. Des mois passeront avant que l'on ait une perception exacte de la portée de la révolution d'Octobre. Nous sommes au lendemain de la déroute de Caporetto, la censure militaire sur les journaux est très stricte. La prise du palais d'Hiver est décrite dans les dépêches comme une émeute d'ivrognes. À Florence, la question de « faire comme en Russie », d'une insurrection populaire qui mette fin à la guerre et porte au pouvoir les classes laborieuses, n'est peut-être pas à l'ordre du jour. Et pourtant, il est significatif que les deux jeunes, d'après le témoignage d'un participant à la réunion, envisagent déjà cette extrémité.

« Bordiga – écrit Germanetto – *analysa la situation en Italie. Il constata la défaite sur le front, la désorganisation de l'État italien et conclut de la façon suivante* : **Il faut agir.** Le prolétariat des usines est épuisé. Mais il est armé. Nous devons agir. **Gramsci était du même avis. Serrati, Lazzari et la majorité des présents se prononcèrent pour le maintien de la vieille tactique : ni soutenir ni saboter la guerre** » (1).

Le rendez-vous révolutionnaire est renvoyé à la fin du conflit, mais, comme l'a écrit Bordiga lui-même, « à partir de ce moment, le groupe des plus décidés, qui s'était formé au cours de cette réunion, s'organisa de mieux en mieux et ainsi s'esquissa la plate-forme propre à la gauche italienne qui n'était pas de la même eau que celle de la vieille fraction intransigeante mais représentait bien davantage » (2).

Quand la Première Guerre mondiale avait éclaté, les socialistes italiens s'étaient

(1) Giovanni Germanetto, *Souvenirs d'un perruquier*, 1^{re} édition Paris, 1931, p. 113. Le témoignage concernant Bordiga disparaît dans les éditions suivantes du livre. Gramsci rappela également qu'à cette réunion « *Bordiga posa le problème de la conquête du pouvoir* ». Cf. « *Lo Stato operaio* », a. II, n. 7, 13 mars 1924, résumé d'une intervention du 15 novembre 1922.

(2) Pour le témoignage de Bordiga, cf. *Storia della sinistra comunista*, vol. I, Milano, 1964, pp. 115-116.

nettement distingués du comportement qui avait caractérisé les principales sections de la II^e Internationale, la française et l'allemande en premier lieu. Les socialistes des pays en guerre avaient, dans leur écrasante majorité, voté les crédits de guerre, ils avaient épousé la cause de la guerre entre nations, ils avaient manqué à l'engagement solennel qu'ils avaient pris au congrès de Bâle de 1912, au cours duquel une motion votée alors par plus de cinq cents délégués (lesquels représentaient un million d'adhérents), avait déclaré qu'il aurait été criminel que les travailleurs de différents pays tirent les uns sur les autres pour accroître les profits des capitalistes.

La II^e Internationale – née comme centre organisé en 1889 – avait elle-même signé son acte de décès en août 1914 précisément parce que son seul véritable ciment (non pas organisationnel mais idéologique), depuis le congrès de Stuttgart (1907) jusqu'à celui de Bâle, avait été la lutte contre la guerre et qu'elle n'était parvenue ni à la conjurer ni à demeurer extérieure à elle. Seuls les Serbes, les Russes et de petites minorités ailleurs, s'étaient opposés aux crédits de guerre. Les Italiens constituaient cependant eux aussi une exception. Les fameuses deux âmes de notre socialisme (la réformiste, qui avait prévalu durant toute la décennie giolittienne, et celle qui, au cours des ans, s'est appelée tour à tour révolutionnaire, intransigeante, maximaliste, communiste), avaient toutefois quelque chose en commun qui, tout en constituant leur limite, en était aussi leur titre de gloire. Incapables l'une comme l'autre de mettre sur pied une quelconque initiative révolutionnaire (sur les places publiques, au printemps 1915, les socialistes avaient été surclassés par les nationalistes), résignées devant leur impuissance à empêcher l'intervention, elles étaient cependant animées d'une sincère passion humanitaire et antimilitariste. Elles avaient fait de leur refus de se compromettre avec les formations gouvernementales une question de principe, elles possédaient un bagage de propagande et d'agitation contre la guerre qui avait été expérimenté avec succès auprès des masses au temps de l'entreprise de Libye. Le « patriotisme de parti » lui-même, si vivant dans les deux

factions, les préservèrent de la confusion et du krach que connut la II^e Internationale. Si bien que les Italiens se firent très vite, en 1914 et 1915, les promoteurs de ces contacts et de ces rencontres entre les minorités socialistes de chaque pays (et entre les partis qui étaient restés « purs ») disposées à mettre au point une action commune en faveur de la paix, qui débouchèrent sur les deux conférences internationales qui se tinrent à Zimmerwald en septembre 1915 et à Kienthal, toujours en Suisse, en avril 1916 (3). C'est de là que naissait l'impulsion à une nouvelle organisation mondiale du prolétariat.

Lénine avait lancé le mot d'ordre de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Le socialisme italien avait choisi au contraire la formule « *ni soutenir ni saboter* » comme symbole de son isolement volontaire, de son attitude de mise à l'écart volontaire dans l'attente de la fin de la guerre [].

Et de Lénine, il est aussi question en Italie. En avril l'« Avanti ! » le défend de l'accusation largement répandue d'être un agent allemand. Aux yeux des socialistes, Lénine est le symbole du caractère prolétarien de la révolution qui a déjà renversé l'autocratie tsariste haïe.

« *Est-il permis – trouvons-nous écrit sur l'« Avanti ! » du 23 mars [1917] – de penser qu'est arrivé le moment où il appartient aux peuples gouvernés, trompés et massacrés, de prendre en main le sort de la paix et de la guerre, dénouant sans l'aide de la diplomatie tous les problèmes entremêlés de nationalité, de puissance, d'équilibre, pour lesquels ils combattent depuis trois ans ? Est-il permis de souhaiter la révolution prolétarienne et socialiste dans les Empires centraux, qui apporterait une aide précieuse à la révolution russe et nous libérerait enfin de l'angoissant cauchemar de la guerre ? » (4)*

(3) Cf. Protocollo della conferenza socialista italo-svizzera di Lugano (24 settembre 1914), a cura di Aldo Romano, « *Rivista storica del Socialismo* », a. VI, n° 18, janvier-avril 1963 et Zimmerwald, essais et documents sur cette conférence, a cura di L. A. Slepkov et Ja. G. Temkine, « *Rinascita* », a. XXII, n° 46, 20 novembre 1965.

(4) « *Est-il permis de dire ?* », « Avanti ! », 23 mars 1917.

[] le fait de souhaiter la défaite sur le front, la ruine de sa « propre bourgeoisie », devient un des traits singularisant une nouvelle gauche, même s'il lui manque l'autre trait distinctif des bolcheviks, la conscience de devoir diriger les masses pour transformer la défaite du pays en guerre civile [].

L'exemple le plus révélateur est celui de Turin qui aboutit, en août, à un vrai soulèvement populaire et où, de mois en mois, des dirigeants issus directement de la masse ouvrière, comme les « durs » Giovanni Boero, Francesco Barberis, Luigi Gilodi, Pietro Rabezana, Maria Giudice, Elvira Zocca, acteurs modestes et efficaces, répandent l'idée non seulement de manifester contre les « requins » (les profiteurs de guerre), mais aussi de la possibilité d'écourter la guerre par la grève générale (5). Mais c'est aussi le cas à Milan où, le 1^{er} mai, éclatent des mouvements populaires dans lesquels les femmes travailleuses jouent un rôle décisif et provoquent la cessation d'activité de plusieurs usines. La tendance intransigeante y est dirigée par Luigi Repossi, Bruno Fortichiari et Abigail Zanetta, et conquiert la majorité de la section socialiste locale, malgré la vive réaction de Turati [].

Le processus de formation d'une fraction d'extrême gauche, qui semble contrôler en 1917 une centaine de sections dans la péninsule, est marqué, toujours au printemps, par une importante déclaration de principe faite par la section de Naples :

« Les socialistes de chaque pays doivent consacrer leurs efforts à faire cesser la guerre, en encourageant le prolétariat à prendre conscience de sa force et à provoquer par son intransigeante action de classe la fin immédiate des hostilités, en tentant de diriger la crise vers la réalisation des buts révolutionnaires du socialisme. La section se prononce pour que le parti sache en toutes circonstances, au lieu de se perdre en ambiguïtés et incertitudes, accomplir son devoir en assumant, avec ses organes et ses militants, la tâche de discipliner et diriger le mouvement des masses, en se mettant à l'avant-garde du prolétariat, sur le terrain de la lutte de masse contre le capitalisme et le militarisme bourgeois » (6).

La liaison entre les différents groupes d'extrême gauche, qui a également le caractère d'un accord de pré-congrès (en vue de futures assises qui ne peuvent se tenir durant cette période), aboutit donc à la naissance d'une fraction, intransigeante-révolutionnaire, qui a lieu à Florence avec la participation de représentants de nombreuses sections (« une cinquantaine d'extrémistes », d'après la source préfectorale), du 24 au 27 juillet 1917. La fraction lance immédiatement un manifeste dans lequel elle soutient que le PSI doit désavouer toutes ses incertitudes et ses initiatives de collaboration de classe, répudier le concept et le sentiment de « *patrie bourgeoise* », adopter une tactique « *strictement et sincèrement révolutionnaire* », en se joignant à d'éventuels mouvements insurrectionnels populaires avec la conscience que « *la violence est l'accoucheuse de toutes les sociétés grosses d'une vie future* » (7).

Mais l'aspect le plus intéressant de ce processus d'organisation prérévolutionnaire semi-clandestin est la participation de groupes de jeunes dans lesquels on trouve souvent côte à côte socialistes et anarchistes. C'est parmi les jeunes que la révolution russe a l'écho le plus important.

« *De la tranchée à la rue – lit-on sur la feuille des jeunes socialistes, « Avanguardia » – tel est le mot d'ordre. La vérité est en marche : elle descend inexorablement et victorieusement de la Russie à l'Allemagne. Les jeunes socialistes italiens l'attendent* » (8).

(5) Francesco Barberis, par exemple, déclarait en mai 1917 : « *Il est nécessaire que le prolétariat ait la force de se diriger par lui-même et d'agir énergiquement pour abrégier la guerre, ne serait-ce que d'un jour.* » Cf. Paolo Spriano, *Torino operaia nella grande guerra*, Torino, Einaudi, 1960, pp. 260 et suiv.

(6) Partito Comunista Internazionale, *Storia della sinistra comunista*, Milano, edizioni « il programma comunista » del partito comunista internazionale, 1964, p. 304.

(7) *Storia della sinistra comunista*, op. cit., p. 316.

(8) Per la rivoluzione in Germania [« Pour la révolution en Allemagne »], « *Avanguardia* », n° 487, 15 avril 1917.

Le 24 mai, Nicola Cilla envoie clandestinement, comme secrétaire de la FGSI, à la direction du parti et au groupe parlementaire socialiste, un « Mémoire » dans lequel il demande au parti d'imposer à la CGL une ligne qui soit nettement de classe, de profiter de toutes les occasions favorables (procès politiques, crises parlementaires, événements internationaux, etc.) pour proclamer la grève générale et organiser des réunions publiques sur le mot d'ordre de « paix immédiate et non de victoire » (9).

1917 est aussi l'année au cours de laquelle la pression des événements et le cours dramatique de la guerre révèlent à quel point la vieille majorité de gauche, constituée dans le PSI entre 1912 et 1915 présente de telles différenciations en son sein qu'elles rendent non seulement problématique le mot d'ordre de Lazzari de « *ni soutenir ni saboter* », mais même inconciliables les nouveaux ferments qui ont mûri chez les nouveaux défaits avec la nature traditionnelle du parti. Même l'internationalisme est compris de manière différente. Qu'a fait, au cours de ces années, Oddino Morgari avec ses initiatives de contacts internationaux, sinon courir après la chimère de rassembler les membres épars et déchirés de la vieille Internationale ? Encore plus emblématique est la réaction du secrétaire du parti, Lazzari, aux sollicitations qui lui viennent des « durs » et impatientes camarades de Turin, ou des jeunes lors de leur congrès (septembre 1917), de passer à d'autres formes d'opposition à la guerre. Lazzari leur oppose que les socialistes ne peuvent pas être contre la patrie, que la tendance favorable au sabotage n'est pas socialiste.

« *Nier le sentiment de patrie* – déclare-t-il aux jeunes qui le laissent à grand peine poursuivre –, *c'est lutter contre une réalité propre à la vie, parce qu'il est inutile de contester la préférence que nous avons tous pour le lieu où nous sommes nés, pour la langue que nous parlons, etc. Nier la patrie, c'est aller aussi à rebours de l'histoire, parce que même nos plus grands précurseurs, comme Carlo Pisacane, se sont sacrifiés pour sa défense* » (10).

S'il s'agit là des positions du « centre » socialiste, la droite, dans cette conjoncture, développe une tendance encore plus

marquée à affirmer une position patriotique de solidarité avec la nation en guerre qui se fera, on le sait, retentissante après Caporetto avec les déclarations de Turati et d'autres réformistes à la Chambre. Ce que pensait Turati a été nettement révélé par sa correspondance avec Camillo Corradini. Les avertissements qu'il adresse à son ami giolittien suffisent à donner un tableau vivant des déchirements intérieurs dans les rangs socialistes que l'après-guerre mènera jusqu'aux conséquences extrêmes par le fait même qu'il imposera les choix les plus radicaux et opposés.

« *Il s'agit de savoir* – écrit Turati – *si le gouvernement est vraiment décidé à s'allier avec les éléments extrémistes et léninistes du Parti socialiste et des masses ouvrières contre nous qui tenons tête et sommes les modérateurs. Je te pose très clairement, à toi et au député Orlando, la question. Nous sommes – vous le savez mieux que nous – dans une période qui devient, à cause de l'épuisement causé par la guerre, chaque jour plus difficile. Dans les masses socialistes la tendance favorable au sabotage, que nous pouvions jusque-là contenir avec assez de réussite, acquiert vigueur et détermination. Contre elle – si vous ne voulez pas vous résigner à devoir recourir à des années de guerre civile – vous n'avez pas d'autre rempart que la tendance conciliatrice et modérée, plus ou moins représentée par notre groupe parlementaire* » (11).

Document vraiment très lucide et révélateur. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que la ligne de partage entre modérés et agitateurs soit toujours aussi marquée, et que l'action soit toujours conforme aux paroles [].

(9) *Storia della sinistra comunista*, op. cit., pp. 106-107.

(10) *Avanguardia*, n° 507, 7 octobre 1917. La lettre que Lazzari a envoyée aux durs turinois le 24 août 1917 développe les mêmes arguments : « *La doctrine internationaliste n'a aucunement besoin de sacrifier le sentiment naturel de préférence et d'amour pour son propre pays.* » (Cf. *Torino operaia nella grande guerra*, pp. 222-223).

(11) La lettre est datée du 14 août 1917. Elle a été publiée avec d'autres par Gabriele de Rosa (Filippo Turati e il gruppo dirigente giolittiano, « *Rivista storica del Socialismo* », n° 1-2, janvier-juin 1958, p. 113).

Mais les questions d'orientation, l'attitude devant la crise générale ouverte avec la révolution russe, apparaissent assez nettement et ce ne sera pas par hasard si nous retrouverons dans les rangs communistes presque tous les « intransigeants » que nous avons cités comme des meneurs de l'agitation de la fin de la guerre.

La réunion secrète de la fraction que nous avons évoquées au début de notre développement met précisément à l'ordre du jour une inflexion dans le sens d'un durcissement du « ne pas soutenir », prépare une plate-forme de congrès pour l'extrême gauche et se déchaîne contre la tendance du groupe parlementaire à « accorder une trêve à la guerre bourgeoise » (12).

Mais de quel pouvoir peuvent bien disposer, pour appliquer leurs décisions, ces quelques congressistes traqués par la police ? Il est encore très limité, et les mois à venir en fourniront la démonstration éclatante. L'intérêt de cette réunion est surtout symbolique et elle aurait peut-être échappé à la vigilance de l'historien, n'était-ce le fait que s'y rencontrèrent pour la première fois les deux personnalités destinées à donner à cette nouvelle gauche le caractère et la vigueur d'un nouveau parti. Revenons donc à Amadeo Bordiga et à Antonio Gramsci.

Bordiga est né à Resina en juin 1889. Fils d'un professeur piémontais d'économie agricole, enseignant à l'école supérieure d'agriculture de Portici et auteur d'études sur le Mezzogiorno, il a grandi dans le milieu intellectuel socialiste napolitain riche en ferments de révolte contre la même orientation réformiste et démocrate-socialiste de la section locale. Dès son plus jeune âge il se distingue par une grande passion pour l'action [].



Amadeo Bordiga
(1889-1970) D.R.

Le jeune Bordiga avait bien sûr lu et étudié les classiques du marxisme, mais avec une nette tendance à privilégier dans la théorie cet ensemble de règles immuables qui doivent présider au mouvement d'émancipation pro-

létarien qui doivent être appliquées avec la plus ferme résolution révolutionnaire sans complications intellectuelles ni trop d'hésitations dans l'action.

Bordiga, écrivain prolixe et ratiocineur ne se montrera jamais enclin à la discussion culturelle. Il avait fait son apprentissage socialiste en 1912 dans un cercle autonome napolitain baptisé Karl Marx (13), qu'il avait d'ailleurs fondé, et s'était déjà illustré la même année lors du congrès de la Fédération des jeunes socialistes à Bologne en portant la contradiction à un turinois, Angelo Tasca, et en ridiculisant le « culturalisme » de nombreux camarades. « *Le devoir d'étudier – s'était-il exclamé – c'est une proclamation de congrès de professeurs, pas d'un congrès de socialistes.* »

Dès lors, lorsqu'il défendait la nécessité de « créer un mouvement de barrage antibourgeois » (14), on retrouve en lui cette obsession de la pureté, cet accent si fortement jacobin – qu'on a opportunément qualifié de robespierriste – qui ne faisait pas seulement écho au tempérament de l'homme mais était une réaction naturelle à l'atmosphère du socialisme napolitain enclin à l'opportunisme consensuel, à la corruption clientéliste auquel le jeune militant enthousiaste s'était heurté et confronté (15). Élever

(12) *Storia della sinistra comunista, op. cit.*, p. 210.

(13) Nous disposons à ce propos du témoignage du préfet de Naples de l'époque. Selon l'un de ses rapports au ministère de l'Intérieur, daté du 27 mars 1913, « certains membres de la section socialiste napolitaine, avec à leur tête le fameux Bordiga » se détachèrent de la fédération locale du parti et fondèrent le cercle révolutionnaire Karl Marx au début de 1912. Les premiers adhérents étaient au nombre de quinze (Archivio Centrale dello Stato, Min. Interno, Dir. Gen. PS, A. g. e r., 1903, sg., G1, Associazioni).

(14) Cf. sur le débat Tasca-Bordiga, P. Spriano, *Torino operaia nella grande guerra, op. cit.*, pp. 36-37, ainsi que Gaetano Arfé, *Il movimento giovanile socialista*, Milano, 1966, pp. 118-147.

(15) Cf. sur le milieu napolitain et la formation de Bordiga : Rafaele Colapietra, *Napoli tra dopoguerra e fascismo*, Milano, 1962 ; Aldo Romano, *Antonio Gramsci tra la guerra e la rivoluzione*, « *Rivista storica del Socialismo* », n° 4, octobre-décembre 1958.

autour du parti prolétarien un mur de principes moraux, de règles d'action, de principes idéologiques qui le préservent et l'immunisent des influences, oscillations, doutes et trahisons, est un souci typiquement bordiguiste, que nous retrouverons constamment.

Ce jeune homme, physiquement très robuste, ne manquait ni d'esprit d'initiative ni d'intelligence. Gramsci écrira que son caractère était « inflexible jusqu'à l'absurde » et qu'« Amadeo en vaut au moins trois pour la capacité de travail » (16). L'hommage de ses camarades, partisans ou adversaires de courants, à la personnalité vigoureuse de Bordiga, à son caractère ouvert et cordial, à son ascendant naturel, sera fréquent.

Ingénieur diplômé, assistant en mécanique agricole à Portici, le jeune socialiste napolitain était intervenu de manière récurrente dans les colonnes de l'« Avanti », entre août 1914 et janvier 1915, dans la discussion sur l'attitude du parti face à la guerre, exprimant la position indiscutablement la plus proche de celle exprimée par Lénine, d'abord quant à la nature du conflit (« *Si nous allons vers la barbarie militaire, c'est parce que la société bourgeoise-démocratique a préparé cette solution à ses propres contradictions* » (17), mais aussi parce qu'il a osé prêcher le devoir pour le parti d'« affaiblir, en persistant sans scrupules dans son action propre, la nation à laquelle il appartient », de se proclamer ouvertement le parti de la discorde civile.

Bordiga s'affirme comme un leader parmi les intransigeants durant toute la période tourmentée qui s'étend de l'éclatement de la guerre mondiale à l'intervention italienne, réagissant énergiquement à toute tendance sentimentale et démocratique, à chaque « *préjugé national et aux scrupules patriotiques* », comme il l'écrivait encore dans l'« Avanti ! » le 23 mai 1915 – la veille de l'entrée en guerre – en appelant de ses vœux « *la nouvelle Internationale des travailleurs* ».

Si la « base » première de Bordiga et de ses amis napolitains [] est faite de cheminots, de postiers, d'employés, qu'ils organisent syndicalement, c'est, nous le verrons, sur la parole écrite, sur la pénétration nationale dans le parti et parmi les

jeunes que le « bordiguisme » fondera son développement. Dès février 1917, lors de la conférence socialiste de Rome, Bordiga a pu compter les ralliements croissants à sa critique des faiblesses conciliatrices de la direction : 14 000 voix contre 17 000 à la motion de soutien à la ligne « centriste » soutenue par Lazzari [].

Le cas de Gramsci est très différent, tant du point de vue des origines que de la formation culturelle ou encore de l'apprentissage politique [...].



Antonio Gramsci (1891-1937) D.R.

Gramsci était arrivé à Turin en 1911, en provenance de Sardaigne (il était né à Alès en janvier 1891), fils d'un modeste employé, après une adolescence profondément marquée par la gêne matérielle, une santé fragile et un corps difforme. Très sensible à l'amitié, généreux mais aussi renfermé et avec une tendance à s'isoler, d'une timidité si profonde qu'elle le poussera à ne jamais apparaître au premier plan, bien qu'il soit destiné à devenir un dirigeant exceptionnel, ce jeune garçon sarde était l'exacte antithèse du type du « chef » socialiste traditionnel, du tribun qui haranguait les foules, du personnage très populaire.

Sa voix était si basse qu'elle était peu faite pour les assemblées politiques. Il préférait écouter que parler, et parler en particulier au camarade ou à l'ouvrier plutôt qu'intervenir à la tribune ; il veillait à éveiller et convaincre plutôt qu'à procla-

(16) D'après une lettre à Mauro Scoccimarro et à Palmiro Togliatti du 1^{er} mars 1924, publiée dans Palmiro Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del PCI nel 1923-1924*, Roma, Editori riuniti, 1962, p. 228.

(17) Amadeo Bordiga, « *Al nostro posto* », « Avanti ! », 14 août 1914.

mer et à commander. Il n'avait pas non plus le tempérament de l'apôtre : l'ironie, le sarcasme, le goût de la précision logique et du travail bien fait, s'accompagnaient chez lui des élans d'une passion et d'une volonté qui n'étaient pas entravées par le « pessimisme de l'intelligence » propre à sa nature. Il était tenace bien que ses amis lui reprochassent une certaine inertie, le plus souvent provoquée toutefois par de graves crises nerveuses.

On peut dater à environ 1910, alors qu'il étudiait au lycée de Cagliari (18), son premier contact avec le mouvement socialiste, soit par la lecture d'un périodique culturel « révolutionnaire » comme « Il Viandante » [« Le Passant »] de Tomaso Monicelli, soit par un contact avec la Bourse du travail de la ville. Mais ce n'est pas tant une lecture ou une fréquentation qui expliquent ce premier engagement qu'un mouvement de solidarité humaine, une attention aux conditions de vie du peuple que nous retrouverons dans toute la personnalité du socialiste Gramsci et qui s'exprimera en une adhésion totale, avec le passage de la société sarde arriérée à l'atmosphère de la Turin ouvrière, des grandes batailles syndicales de 1912-1913 lancées par les ouvriers de l'automobile.

Il faut cependant attendre quelques années pour que l'intérêt devienne militantisme. C'est de l'automne 1914 que date sa collaboration, intermittente, à l'hebdomadaire turinois du parti « Il Grido del Popolo » [« Le cri du peuple »] (son adhésion à la section socialiste locale remontant, elle, à 1913) (19). L'entrée en matière est singulière. Dans un article du 31 octobre 1914, Gramsci prend position dans le débat sur l'attitude des socialistes italiens, plaidant – dans le sillage de Mussolini, directeur de l'« Avanti ! » ! – en faveur du passage de la neutralité absolue à la neutralité active et opérante. Puis il garde le silence plus d'une année, tourmenté par les doutes. L'article alimentera dans l'après-guerre la légende d'un Gramsci interventionniste et, dans le feu des polémiques internes, on ira jusqu'à dire qu'il s'était porté volontaire et avait fait la guerre dans les rangs des ardit, ce que fit effectivement son frère Mario. (C'est là une preuve supplémentaire de combien Gramsci était mal connu

en dehors du cercle étroit des amis turinois.) Cet article – dans lequel on ne pouvait soupçonner jusqu'où irait son inspirateur – témoignait, plus simplement, de l'ascendant qu'avait exercé sur Gramsci, comme sur tant de jeunes socialistes, la personnalité de Mussolini, sa polémique anti-réformiste, ses accents soréliens. Une première rencontre directe avec Mussolini n'aura cependant pas de suite.

C'est en 1915-1916, non sans pauses de repos et silence, qui s'expliquent, outre que par les études intenses, par les rechutes dans les maladies et la dépression physique et psychique (on en trouve un souvenir angoissé dans les lettres de la maturité), qu'Antonio Gramsci s'implique dans l'activité du parti et clarifie de manière rigoureuse sa réaction initiale contre l'attentisme officiel et le culte de l'isolement béat [].

La révolte populaire d'août 1917, avec les barricades, la lutte pour la conquête de la rue – où tomberont plus de cinquante ouvriers – constitue un moment de rapide maturation dans la biographie politique de l'étudiant sarde solitaire et marque sa vraie rencontre passionnée avec le mouvement réel des travailleurs sous le signe duquel se déroulera toute la décennie suivante de sa vie de militant révolutionnaire.

L'insurrection à peine éteinte par une violente répression, la voix de Gramsci, provisoirement secrétaire de la section et directeur du « Grido del Popolo », résonne de nerveuses vibrations, en polémique ouverte avec les pères de la « Critica

(18) Sur toute la période « sarde », sur l'enfance, l'adolescence, la première formation idéologique du personnage, cf. la riche information fournie par Giuseppe Fiori, *Vita di Antonio Gramsci*, Bari, Laterza, 1966.

(19) Le témoignage le plus précis à ce sujet est celui de Battista Santhià : « *Pendant, ou juste après la longue grève des métallos de 1913, Gramsci demande à s'inscrire au Parti socialiste ; Tasca contresigne la demande. À cause de la longue procédure d'admission au parti la carte d'adhérent n'a été délivrée à Gramsci qu'à la fin de 1913* », témoignage cité dans Alfonso Leonetti, « *Lettere di Palmiro Togliatti e note sul movimento operaio* », « *Il Ponte* », a. XXII, n° 8-9, 30 septembre 1966, p. 1075.

sociale », avec leur façon d'opposer l'évolution graduelle de la société aux dangers du socialisme « des barricades ». Claudio Treves avait justement regretté « l'erreur » de l'insurrection turinoise. Gramsci, aux prises avec la censure, lui répliqua ainsi :

« Nous nous sentons solidaires de cette immense et neuve prolifération de forces juvéniles et nous ne renierons pas ce que les philistins appellent des erreurs, et nous nous réjouissons du vigoureux élan vital qui en émane. Le prolétariat n'a pas besoin de prédicateurs de vérités venues d'ailleurs, de froids alchimistes du verbe : il a besoin de compréhension, d'intelligence et d'une sympathie pleine d'amour » (20).

Bordiga se révélait dans les colonnes de l'« Avanti ! » face au choix idéologique et pratique que posait la guerre ; le sort a réservé à Gramsci la responsabilité d'exprimer le premier commentaire de « l'Avanti ! » (désormais ultra censuré) sur le grand événement nouveau que constitue la révolution d'Octobre. Il intitule son article « La révolution contre le *Capital* ». Les bolcheviks s'opposent au *Capital* de Marx – argumente Gramsci – en ce qu'ils ont dépassé dans l'action l'interprétation mécanique, déterministe, du marxisme de tradition social-démocrate (qu'ailleurs il définira la théorie de l'inertie du prolétariat), contestant par leur action victorieuse la croyance selon laquelle il existe « la nécessité fatale que se formât en Russie une bourgeoisie, que fût inaugurée une ère de capitalisme, instaurée une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat puisse ne serait-ce même qu'à songer à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa propre révolution » (21).

Confiance dans l'histoire écrite par les hommes, confiance dans les faits, plus forts que les idéologies. Le jeune qui se rend à Florence quelques semaines plus tard pour rencontrer Bordiga sent déjà peser sur lui, lors de cette réunion, l'accusation de nourrir des tendances bergsoniennes (22), son exaltation de la spontanéité, sa façon de mettre l'accent sur la volonté, sont alors suspectes, tout comme elles le seront plus tard lorsqu'elles seront exprimées d'une façon plus élaborée sur le plan doctrinal. Et pourtant, le « volontariste » est un des rares, en 1917, parmi

les socialistes italiens, à ne pas pronostiquer à la révolution russe le sort tragique de la Commune de Paris.

Par une étrange ironie, l'homme qui fait connaître au-delà du milieu local les deux voix les plus neuves du socialisme intransigeant, Giacinto Menotti Serrati, deviendra la cible principale de leurs attaques croisées en 1920-1922, l'objet d'une polémique souvent médiocre sur un plan personnel. Serrati appartient à la génération précédente, mais son socialisme n'est pas le socialisme pédant des professeurs. C'est un self made man, dont la formation rappelle dans une certaine mesure celle de Mussolini qu'il a remplacé en 1914 à la tête de l'« Avanti ! », sans en faire regretter l'esprit combattif. Mais tandis que le transfuge semble être passé par hasard par le socialisme, Serrati est l'homme de l'unité, il s'approprie intimement le patrimoine idéologique du parti, [] la force de sa tradition, son esprit partisan.

Peut-être ce « patriotisme » est-il d'autant plus vif qu'il est nourri par un long exil. Né à Oneglia en 1872, militant depuis le plus jeune âge, plusieurs fois arrêté et emprisonné par Crispi, G. M. Serrati avait émigré pour échapper à une condamnation, d'abord à Marseille où il avait été docker sur le port, puis à Madagascar, comme ouvrier, ensuite à New York, en 1902, où il dirige le journal destiné aux émigrés socialistes italiens « Il Proletario », et, enfin, en Suisse. À Lausanne, il fut élu secrétaire de la section locale du PSI ; passé dans le canton du Tessin, il avait assumé la direction de « L'Avvenire del Lavoratore », de la tendance la plus dure, jusqu'à son retour au pays en 1912.

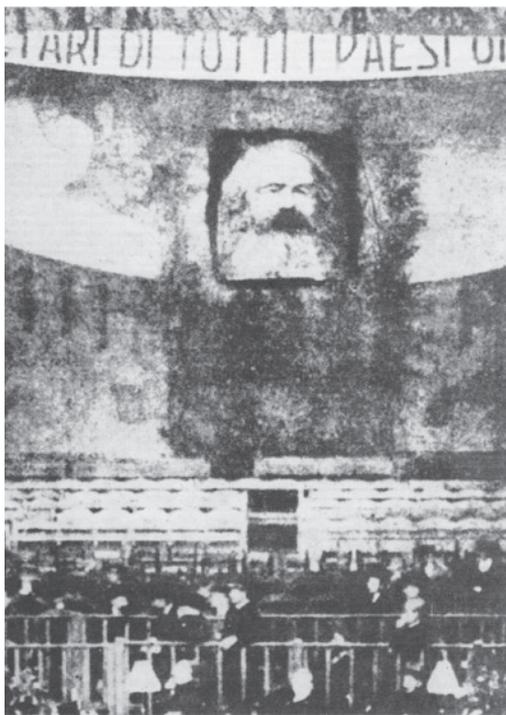
(20) « Analogie e metafore », article non signé, *Il Grido del Popolo*, n° 688, 15 octobre 1917.

(21) Antonio Gramsci, « La rivoluzione contro il Capitale », « Avanti ! », 24 novembre 1917. Pour une analyse toute différente de cet article suivi d'une traduction, cf. notre article dans le n° 76 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 101-104 (note de F. La Brasca).

(22) Gramsci lui-même fera une allusion à cela dans la note de prison intitulée « La favola del castoro » [« La fable du castor »], dans *Passato e Presente*, Torino, Einaudi, 1951, p. 59.

Serrati, directeur de l'« *Avanti!* », devint vite l'un des plus prestigieux dirigeants, peut-être le plus populaire durant la guerre, en Italie et parmi les socialistes internationalistes. C'est lui qui, infligeant un véritable camouflet à la censure, réussit à publier le manifeste de la conférence de Zimmerwald, qui fait connaître et aimer aux lecteurs des hommes comme Karl Liebknecht et Franz Mehring, Lénine et Trotsky, Romain Rolland, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin ; à Kienthal il est le seul de la délégation italienne à appuyer la proposition de Lénine d'abandonner la II^e Internationale et d'en construire une III^e. C'est un polémiste [] brillant, pointilleux, sans être caustique. Ses idées ne sont pas originales. Son marxisme n'a rien de léniniste, si ce n'est la sympathie romantique qu'il porte au révolutionnaire et l'idée de la nécessité de la révolution, Turati reste son premier inspirateur et son maître vénéré (même si le directeur de l'« *Avanti!* » n'est pas avare de reproches sur ses déclarations patriotiques) [].

Au XV^e Congrès national du PSI, qui se tient à Rome dans des conditions



Le congrès de fondation du PC d'Italie à Livourne qui scissionne du XVII^e Congrès du PSI le 21 janvier 1921. D.R.

précaires (même le secrétaire du parti, Lazzari, est en prison) à la fin de la guerre, en septembre 1918, le maximalisme est triomphant, et le groupe parlementaire, accusé de collaboration de classe, est la cible principale de ses foudres polémiques.

Tous les yeux sont cependant tournés au-delà des frontières : vers les grandes batailles qui décideront du sort des Empires centraux, vers la Russie où, après la paix de Brest-Litovsk, s'est constituée une République soviétique socialiste. Le PSI veut se distinguer des partis socialistes des pays alliés. Au congrès de Rome de septembre 1918, de longs applaudissements accueillent le message de Lénine aux « *socialistes intransigeants de tous les pays* » et la direction issue du congrès appelle à des réunions internationales auxquelles participent « *tous les socialistes qui s'engagent à rompre toute trêve avec les classes dirigeantes* ».

Le congrès, à la veille de la fin de la guerre, respire déjà l'air de l'attente révolutionnaire. Tous se proclament révolutionnaires, à l'exception, et encore pas aussi nette que cela, de la minorité réformiste ; a débuté, à vrai dire, une séquence au cours de laquelle le processus de délimitation de la « nouvelle gauche » se confond – même s'il ne s'y dissout pas tout à fait – dans un maximalisme générique qui réunit pour le moment des hommes comme Repossi ou Gennari, entrés dans la nouvelle direction, avec des hommes bien moins radicaux comme Vella, Lazzari et Serrati. Ainsi, la fraction intransigeante-révolutionnaire rassemble sur sa motion plus de 70 % des suffrages (le parti compte environ 20 000 adhérents). La plate-forme politique, ou mieux l'ensemble des espérances, des attentes, des enthousiasmes, qui se font jour, est concentré dans ce passage :

« *Tout tenter pour empêcher la tentative d'étouffement de la révolution russe et de toute action éventuellement susceptible de pousser (dans un autre État) à la conquête révolutionnaire du pouvoir sur le programme de la paix immédiate et de l'expropriation du capital. Ainsi, dans le cadre national, le Parti sera prêt à profiter de chaque motif de faiblesse des classes*

dirigeantes pour réveiller, renforcer et guider les forces prolétariennes » (23).

Le nom de Lénine sort de la légende pour devenir une référence politique constante, même si son action est peu connue et son œuvre théorique encore moins. Dans « Il Grido del Popolo », que son jeune directeur a transformé, pour le dire avec les mots de Piero Gobetti, en « une revue de pensée et de culture » (24), l'étude et l'exaltation de l'expérience russe, l'analyse des institutions révolutionnaires qui s'y sont affirmées, deviennent un leit-motiv. Le bolchevisme – affirme Gramsci – est un phénomène d'immense portée historique, il n'est pas l'œuvre d'utopistes mais d'avant-gardes conscientes et de masses qui s'engagent sur le bon che-

min, le seule chemin qui soit juste (25). [] Gramsci commente le congrès de Rome dans les termes suivants :

« Le triomphe de notre fraction ne doit pas nous illusionner et nous conduire à ralentir notre œuvre de culture et d'éducation. Au contraire, il nous place devant de plus importantes responsabilités » (26). ■

(23) Cf. *Il PSI nei suoi congressi*, volume III, Milano, 1963, pp. 41-43.

(24) Piero Gobetti, *Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale*, dans Id., *Scritti politici*, Torino, Einaudi, 1960, p. 283.

(25) « *L'opera di Lenin* », article non signé, « *Il Grido del Popolo* », n° 738, 14 septembre 1918.

(26) « *Dopo il congresso* », article non signé, « *Il Grido del Popolo* », n°738, 14 septembre 1918.



« L'Ordine Nuovo », organe de la fraction turinoise, dirigée par Gramsci, du 22 janvier 1921, annonçant la fondation du PC d'Italie. D.R.

Un chapitre de l'émancipation de l'humanité

Les conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1923 ; révolution sociale ou Assemblée constituante ?

par Philippe Bourrinet

« **P**enser l'émancipation », à un siècle de la vague révolutionnaire mondiale qui débute en 1917, c'est s'interroger sur le terme même d'émancipation. Qui est le sujet de cette émancipation et qui émancipe qui ? – dans un combat qui est tout sauf une joute idéologique entre quatre murs.

Cette émancipation trouve sa source dans la classe travailleuse (manuels et intellectuels). Elle ne peut être assimilée à une « lutte du peuple », dont la « Cause » serait nationale et patriotique.

« Penser l'émancipation » en 2018, c'est revenir sur les grandes insurrections révolutionnaires prolétariennes, en Russie et en Allemagne, et en tirer les leçons en ce début de deuxième millénaire. La révolution en Allemagne de 1918 à 1921 en est un jalon incontournable, puisqu'elle posa la question des formes d'organisation de toute lutte de classe révolutionnaire : conseils ouvriers, unions ouvrières, organisations révolutionnaires d'entreprise, comités d'usine ou comités d'action. Elle a posé, comme la révolution russe, mais à un degré plus faible, faute d'une réelle prise du pouvoir, la question de la mise en commun des moyens de production, et donc de l'abolition du système capitaliste fondé sur le profit.

Comme en Russie en 1905, après la défaite face au Japon, puis en février 1917, les conseils qui surgissent en Allemagne sont le produit de la guerre, plus exactement de défaites militaires. Des défaites qui créent un vide du pouvoir. Un article de Liebknecht publié après le 9 novembre 1918 résume parfaitement cette situation d'effondrement interne, où vont s'engouffrer les masses ouvrières et de prolétaires sous l'uniforme :

« *La victoire des masses d'ouvriers et de soldats est due moins à leur force offensive qu'à l'effondrement interne du système antérieur ; la forme politique de la révolution n'a pas été seulement le résultat de l'action du prolétariat, mais celui de la fuite des classes dominantes, désireuses de se soustraire à toute responsabilité ; fuite des classes dominantes qui, avec un soupir de soulagement, laissaient le soin au prolétariat de liquider leur banqueroute, espérant de la sorte échapper à la révolution sociale... (1) »*

Ces conseils sont des assemblées d'ouvriers, mais aussi de soldats qui veulent – comme en Russie – mettre fin à la guerre. Ils sont l'expression d'un ras-le-bol généralisé d'ouvriers affamés et épuisés par la

(1) Liebknecht, « Das was ist », *Die Rote Fahne*, 21 novembre 1918. Cité par Gilbert Badia, *Le spartakisme*, L'Arche, Paris, 1967, p. 187.

militarisation de la vie quotidienne, qui se traduit par des grèves à répétition dans les grands secteurs d'industrie, de plus en plus d'esprit révolutionnaire : grèves d'avril 1917 (300 000 ouvriers et ouvrières à Berlin) et janvier 1918 (un million de grévistes dans le Reich). Lors de ces grèves, le pouvoir impérial et la social-démocratie sont unanimes : « *Quiconque se met en grève alors que nos armées affrontent l'ennemi est un chien* » (général Groener) (2). Le 31 janvier 1918, Ebert, chef du SPD, déclare aux grévistes d'une usine berlinoise qu'ils ont « *le devoir de soutenir leurs frères et leurs pères au front et de leur fournir les meilleures armes* » (3). Il se fait interrompre par les cris de « *briseur de grève* » et doit vite faire marche arrière. Le SPD dut attendre le 4 octobre 1918 avant d'être associé

à l'effort de guerre. Nommé chancelier du Reich, le prince Max de Bade compose un gouvernement de coalition comprenant des démocrates bourgeois et des sociaux-démocrates, Friedrich Ebert, Gustav Bauer et Philipp Scheidemann.

C'est néanmoins la révolte des marins de Kiel (4 novembre 1918), sur la Baltique, qui va entraîner la chute du régime impérial. Presque sans un coup de feu, les marins s'emparent du pouvoir et reçoivent l'appui des ouvriers de Kiel qui forment avec eux des conseils d'ouvriers et de soldats. Gustav Noske, qui se qualifiera plus tard de « *chien sanglant* » (*Bluthund*) de la contre-révolution, est envoyé par Max de Bade, le nouveau chancelier, pour prendre la direction du mouvement et l'étouffer rapidement, avant que l'armée ne canonne et ne réduise en cendres Kiel.

C'est déjà trop tard, car en quelques jours le pays voit surgir des conseils d'ouvriers et de soldats. Il y en aura 10 000. Les villes allemandes se couvrent de drapeaux rouges et des marées humaines

parcourent les rues en chantant *L'Internationale*. C'était une sorte d'esprit quarante-huitard où « *tout le monde nageait dans la confiance mutuelle* », « *des festivals de l'amitié* », bref « *une fraternisation universelle des classes* » (4).



Gustav Noske, le chien sanguinaire, et le haut état-major allemand. D.R.

Parfois, c'était une auto-exaltation, où la radicalité de la phrase dissimulait mal une absence de projet révolutionnaire réel. Dans une ville comme Hamburg, *Die Rote Fahne*, l'organe des conseils mis en place par Paul Frölich, proclamait : « *C'est le début de la révolution allemande, de la révolution mondiale !... Vive le bolchevisme mondial !* » (5). Mais à Hambourg le pouvoir du Sénat aristocratique ne fut jamais remis en cause. Les plus « radicaux », comme Laufenberg et Wolffheim – théoriciens en 1919-1920 du

« national-bolchevisme » – poussaient à la modération, évitèrent tout appel à la lutte armée, approuvèrent l'idée d'une Assemblée nationale, puis se déclarèrent brusquement « *antiparlementaristes* » (6).

Une grande confusion politique dominait dès le départ les conseils d'ouvriers

(2) Cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Éditions de minuit, Paris, 1971, p. 103. Les syndicats sont au diapason. Dans le *Vorwärts* du 27 avril 1917, un appel est lancé pour mettre fin aux grèves : « *Les grèves doivent être évitées... Seule une augmentation de la capacité de résistance de l'Allemagne peut nous conduire à une paix rapide* » (Broué, *ibid.*).

(3) Broué, *id.*

(4) Broué, *id.*

(5) [Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner et Jakob Walcher] *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* [1929], Verlag Neue Kritik, Francfort, 1970, p. 192. Une partie de ce livre a été traduite par Science marxiste (Lotta comunista), Montreuil-sous-Bois, 2013.

(6) Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, 2011, p. 180.

et de soldats, même chez leurs éléments les plus radicaux. Dans ses Mémoires, un marin radical du navire *Helgoland* donne une idée du niveau de conscience des ouvriers et prolétaires sous l'uniforme :

[On en entend de belles : « *Signer la paix immédiatement. Renvoyer les soldats et les marins chez eux. Nommer Scheidemann chancelier et Liebknecht ministre de la Guerre* »] (7).

1. Dualité des pouvoirs. Un rapport de forces de plus en plus inégal

En apparence, il y avait un double pouvoir : les conseils d'ouvriers et de soldats d'un côté, le nouveau gouvernement, de l'autre : celui du chancelier Ebert, qui dirige une coalition où dominent les partis socialistes, le SPD et le « Parti indépendant », l'USPD, scission récente du parti (1917). Le programme est clairement contre-révolutionnaire. Ebert déclara dans un aparté avec le prince Max de Bade que la « révolution sociale » évoquait pour lui l'enfer des damnés : « *Je n'en veux pas, oui, je la hais comme le péché* » (8).

Pour prendre la tête des conseils, les socialistes majoritaires savent jouer sur la fibre de l'unité, particulièrement sensible dans les masses ouvrières, qui caressent le vain espoir d'une « *fraternisation universelle des classes* ». Très tôt, Karl Liebknecht – qui, le 9 novembre, a refusé d'entrer comme otage dans le gouvernement socialiste – met en garde dès le lendemain les 1 500 délégués des conseils d'ouvriers et de soldats réunis au cirque Busch de Berlin : « *La contre-révolution est déjà en marche, elle est déjà en action, elle est au milieu de nous !* » (9). Certains des délégués soldats, presque tous désignés par la social-démocratie, menacent Liebknecht de leurs armes... Les conseils de soldats, manipulés par le SPD, occupent le parterre avec leurs armes, tandis que les conseils ouvriers se partagent modestement les poulaillers.

Très vite, la majorité des conseils tombe aux mains de la social-démocratie qui impose ses hommes d'appareil (SPD et

syndicats), le plus souvent sans élections. Par exemple, à Cologne, les dirigeants locaux du SPD et de l'USPD forment, le 8 novembre, un conseil ouvrier dans un meeting, et par simple acclamation. *Idem*, à Kassel, où le conseil et son exécutif (comité d'action) sont constitués à la suite de discussions en coulisse entre les deux partis social-démocrates et les syndicats. Parfois sont institués des conseils incluant des partis bourgeois – comme le *Zentrum* catholique – dans la Ruhr. Lorsque les conseils sont élus, ils le sont sur la base de circonscriptions électorales, où prédominent les notables. C'est le cas de Dresde, où le SPD prend presque tout le gâteau. Cela entraîne la sortie rapide (le 16 novembre) des IKD (communistes internationalistes), dirigés par Otto Rühle, qui pensent que tout le mouvement réel se trouve désormais dans la rue et dans les usines.

La pyramide des conseils devient une véritable pyramide inversée. Les syndicats reconnus par l'État, grâce au SPD au pouvoir, voient leur influence augmenter de la base vers le sommet, en dissolvant dans des conseils régionaux les conseils locaux aux mains des plus radicaux.



Circus Busch (Berlin) D.R.

Néanmoins, dans d'importants centres régionaux, la reprise en main n'est pas aisée. Le Conseil de Brême interdit toute réunion ou manifestation en faveur du rétablissement du Sénat. Des conseils créent leur propre force armée,

comme à Francfort, Düsseldorf, Hambourg. À Braunschweig (Brunswick), le 9 novembre, est proclamée la République socialiste, qui se dote d'une garde rouge de 1 000 membres. Même chose à Brême, où la République des conseils se consti-

(7) Cité par Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Messidor, Paris, 1987, p. 80.

(8) Prince Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*, Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, 1928, p. 600.

(9) Jakov Drabkin, *Die Novemberrevolution 1918 in Deutschland*, Dietz, Berlin 1968, p. 166.



Liebknecht devant le ministère de l'Intérieur le 6 décembre 1918. D.R.

tue quelques jours plus tard, le 15 novembre. Dans les centres industriels, se constituent des embryons de gardes rouges, de Halle à Berlin. Dans cette dernière ville, la tentative spartakiste de créer une garde rouge, appelée Union des soldats rouges (*Rote Soldatenbund*) échoue : celle-ci se contente de manifester en novembre et décembre. Liebknecht, qui s'occupe de la « question militaire », compte sur le préfet de police Eichhorn, USPD de gauche, qui dispose d'une troupe, et sur la Division populaire de la marine (*Volksmarineteilung*). Ces derniers sont très radicaux mais touchent une solde. Lors des combats de janvier 1919, après avoir subi de lourdes pertes en décembre face aux troupes du général Lequis, les marins se sont déclarés « neutres » pour continuer à toucher leur solde.

Le royaume de Bavière est un cas à part. Les marins du port austro-hongrois de Pula (Istrie), eux aussi en révolte, étaient parvenus très rapidement à Munich, où leur présence résolue neutralise toute volonté de résistance de l'armée bavaroise. Le 8 novembre, l'Indépendant pacifiste Kurt Eisner, nommé ministre-président, proclame – avec l'appui des conseils – la République et la fondation de l'État libre et populaire de Bavière (*Freier Volksstaat*) qui maintient en place la propriété privée. Il recherche



Kurt Eisner en 1919. D.R.



1919 Max Levien. D.R.

une « *synthèse* » (très « socialiste ») : Parlement et conseils, comme organes d'un pouvoir unifié. Mais les spartakistes (devenus communistes) se prononcent pour le boycottage des élections, ainsi que le Conseil ouvrier révolutionnaire, dont un des animateurs est Erich Mühsam. Le 10 janvier 1919, Eisner fait arrêter douze membres du Parti communiste et du Conseil révolutionnaire, dont Max Levien (KPD) et Mühsam (anarchiste). Une manifestation spontanée les fait libérer. Le SPD devient majoritaire au *Landtag* et Eisner est assassiné le 23 février 1919 par un extrémiste de droite, alors qu'il présente sa démission. Une autre page s'ouvre en avril 1919, très confuse, celle de la république des conseils de Bavière, qui sera elle aussi rapidement écrasée quelques semaines plus tard, le 1^{er} mai.

Comme le note un livre consacré jadis à « *la gauche communiste en Allemagne* », l'étude d'une période révolutionnaire n'est pas la fabrication d'une nouvelle « *mythologie* », où partis et conseils seraient toujours « *révolutionnaires* » : « ... les conseillistes [actuels] parlent encore aujourd'hui du Conseil comme s'il devait toujours s'agir de conseil révolutionnaire, alors que c'est l'exception dans la révolution allemande » (10).

C'est cette faiblesse même de la révolution, où au départ la radicalité est l'exception, qui permet au nouveau pouvoir social-démocrate de tenir un langage populiste. Tout le pouvoir doit aller au « *peuple tout entier* », bref à la nation, et non être remis à des conseils ouvriers. Le 13 novembre, le rédacteur en chef du

(10) Jean Barrot (Gilles Dauvé) & Didier Authier, *La Gauche communiste en Allemagne 1918-1921*, coll. Critique de la politique (dirigée par Miguel Abensour), Payot, Paris, 1976.

Vorwärts, organe du SPD, explique les

choses sans ambages. La « victoire » de novembre ne sera pas celle de la « dictature du prolétariat » ; le pouvoir prendra la forme d'une « démocratie populaire » :

[Nous avons vaincu, mais nous n'avons pas vaincu pour nous seuls, nous avons vaincu pour le peuple entier ! Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas : « Tout le pouvoir aux soviets », mais « Tout le pouvoir au peuple tout entier » (11).]

2. L'enterrement des conseils par l'Assemblée constituante. La défaite de janvier 1919 et l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht



Gouvernement du conseil des commissaires du peuple fin décembre : 1918 Landsberg, Scheidemann, Noske, Ebert, Wissell. D.R.

Le « pouvoir des Arbeiterräte » (équivalent de soviets) devait donc vite céder la place à une Assemblée nationale constituante, qualifiée de « démocratique ». Tous les partis de droite et du centre – dont la devise était naguère « avec Dieu, pour le Roi et la Patrie » – se proclament du jour au lendemain « populaires », voire « républicains » et « démocratiques » (Parti populaire national-allemand, Parti populaire allemand, Parti populaire chrétien-démocrate, Parti démocrate allemand) et exigent des élections au suffrage universel (12). Dès le 10 novembre, Ebert clarifie les choses : il y aura dans les plus brefs délais élection d'une Constituante qui mettra fin au « gouvernement des commissaires du peuple ». Et dans un aparté avec le général Groener, Ebert certifie, le même jour, que ce sera la fin du bolchevisme (13).

Contre l'élection d'une Assemblée constituante, qui sera avalisée par un exécutif des conseils que Rosa Luxemburg qualifie de « sarcoophage de la révolution » (14), toutes les tendances révolutionnaires tombent d'accord. S'il doit y avoir un Parlement, ce sera celui des SEULS conseils, la véritable



Rosa Luxemburg et Clara Zetkin. D.R.

démocratie prolétarienne contre l'illusionniste démocratie bourgeoise :

« La question mise à l'ordre du jour par l'histoire est : démocratie bourgeoise ou démocratie socialiste. Car la dictature du prolétariat est la démocratie au sens socialiste du terme... Sans la volonté consciente et sans l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le Parlement des prolétaires des villes et des campagnes. La convocation

d'une telle assemblée de représentants des travailleurs, à la place de l'Assemblée nationale des révolutions bourgeoises, constitue par elle-même un acte de la lutte des classes, une rupture avec le passé historique de la société bourgeoise, un ins-

(11) Friedrich Stampfer, « Die Reichsregierung und die Arbeiter- und Soldatenräte », *Vorwärts*, Berlin, 13 novembre 1918. Cité par Pierre Broué, *op. cit.*, p. 169.

(12) Friedrich Stampfer, « Die Reichsregierung und die Arbeiter- und Soldatenräte », *Vorwärts*, Berlin, 13 novembre 1918. Cité par Pierre Broué, *op. cit.*, p. 169.

(13) Broué, *ibid.*, pp. 169-170.

(14) « Le corps des officiers attend du gouvernement qu'il combatte le bolchevisme et se tient à la disposition du gouvernement pour cela. » Ebert répondit favorablement à ce vœu d'Hindenburg et demanda au général Groener de « transmettre au Maréchal les remerciements du gouvernement » [Cité par Harman, *op. cit.*, p. 81].

trument puissant d'agitation des masses prolétariennes, une déclaration de guerre sans ambages au capitalisme. Pas de faux-fuyants, pas d'équivoque – les dés doivent être jetés. Le crétinisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme » (15).

Les Indépendants de gauche qui jouent un jeu typiquement « centriste », coincés entre leur base prolétarienne, sensible au radicalisme spartakiste, et leur direction propulsée au gouvernement (16), ne peuvent cautionner le suicide des conseils. L'un des chefs des délégués révolutionnaires (*Revolutionäre Obleute*), Richard Müller, président des conseils d'ouvriers et soldats de Berlin, qui avait joué un rôle considérable dans les grèves illégales menées de 1916 à 1918 dans la métallurgie berlinoise, se déclare prêt à risquer sa vie pour défendre les conseils. Il précise dans son rapport d'activité présenté au cirque Busch, le 18 novembre :

« Nous devons assurer notre pouvoir, si besoin est par la violence. Quiconque est partisan de l'Assemblée nationale nous impose le combat. Je le dis nettement : j'ai risqué ma vie pour la révolution et je suis prêt à recommencer. L'Assemblée nationale est le chemin vers le règne de la bourgeoisie, le chemin vers le combat ; le chemin vers l'Assemblée nationale passera sur mon cadavre » (17).

L'Assemblée constituante, avant de s'installer le 6 février 1919 dans

le grand théâtre de Weimar, ne passa pas sur le « cadavre » de Richard Müller – celui-ci fut ironiquement surnommé « *Leichen-Müller* » (« Müller le cadavre ») par ses ennemis politiques – mais sur celui de milliers de travailleurs, et en particulier des chefs spartakistes, comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht en janvier 1919, et Leo Jogiches deux mois plus tard.



Leo Jogiches D.R

Le « suicide » des conseils programmé dès le 10 novembre sera exécuté en deux temps par la force et par la manipulation.

Il fallait d'abord que le gouvernement dispose de milices, d'autant plus que l'Indépendant de gauche, proche de Karl Liebknecht, avait constitué une force de sécurité ouvrière au sein de la Kommandantur de police, les deux tiers étant volontaires, l'autre tiers des policiers ralliés aux conseils (18).

Dès le 17 novembre, le social-démocrate Otto Wells, commandant de la ville de Berlin constitua (avec le gouverneur militaire Fischer) un corps de soldats républicains, financé par les « dons » de grands industriels. Ils s'affrontèrent bientôt militairement à la gauche révolutionnaire. Pas assez sûrs cependant (car d'origine ouvrière). Ebert, avec l'aide de



Affiche du Spartakusbund (KPD)

(15) Rosa Luxemburg, « *Um den Vollzugsrat* », *Die Rote Fahne*, n° 26, Berlin, 11 décembre 1918.

(16) Souligné par nous, in Rosa Luxemburg, « *Nationalversammlung* », *Die Rote Fahne*, n° 5, Berlin, 20 novembre 1918. Ce texte célèbre, cité par Broué, *op. cit.*, a été amputé de ses deux dernières phrases portant sur le « crétinisme parlementaire ».

(17) Hugo Haase, Wilhelm Dittmann Emil Barth sont les trois commissaires du peuple « indépendants », à parité avec Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann et Otto Landsberg.

(18) Ralf Hoffrogge, *Richard Müller – Der Mann hinter der November Revolution*, Berlin, Dietz Verlag, 2008. Édition anglaise (complétée), Brill, Leiden, 2014.

Noske, son « officier de liaison » avec l'état-major, constitua en décembre les *Freikorps* (corps francs), grassement payés, vite appelés les « Gardes Noske », corps de soldats des troupes d'assaut et d'officiers monarchistes. Le *Vorwärts*, comme toute la presse bourgeoise, publie des annonces payantes pour recruter les « volontaires », souvent issus des troupes d'assaut, véritables mercenaires à la solde du régime.

Pour que les forces contre-révolutionnaires puissent trouver une légitimité, il fallait que les délégués des conseils remettent tous leurs pouvoirs au gouvernement et à l'Assemblée constituante. Le Congrès panallemand des conseils (dominé par les permanents du SPD et des syndicats), réuni à Berlin du 16 au 20 décembre, donna tous pouvoirs au « Conseil des commissaires du peuple ». Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ne peuvent faire entendre leur voix. Les opposants USPD de gauche exigent seulement que les conseils aient « leur place » dans la Constitution qui doit être adoptée en 1919.

La voie est alors ouverte à la liquidation légale de la révolution, et d'abord à Berlin. Ebert use autant de la provocation que la force. Le 23 décembre, le gouvernement bloque la solde des marins de la *Volksmarinedivision*. Ceux-ci séquestrent le dirigeant SPD Otto Wells. Ils sont attaqués par les troupes du général Lequis qui les attaquent au canon. Les radicaux encerclent les troupes de Lequis qui doivent capituler. Les ouvriers occupent le *Vorwärts* ; pendant quelques jours celui-ci sera le *Roter Vorwärts*. Sous la pression de la rue et des délégués révolutionnaires, indépendants de gauche, les « commissaires du peuple » USPD démissionnent le 29 décembre, aussitôt remplacés par trois commissaires SPD, dont Noske. Celui-ci, ce même 29 décembre, la veille du congrès de fondation du KPD,

rassemble les corps francs pour l'assaut final (19). La presse bourgeoise, qui ne fut jamais interdite, et le *Vorwärts* se déchaînent contre les « terroristes » spartakistes ; des placards sont collés partout : « *Tuez Liebknecht !* » (*Tötet Liebknecht !*).

La provocation du SPD a lieu le 4 janvier 1919. Le préfet de police indépendant Eichhorn est destitué, tandis qu'Ebert et Noske inspectent six corps de volontaires d'extrême droite. Le lendemain c'est une foule de 700 000 personnes qui répond à l'appel à manifester des Indépendants, des délégués révolutionnaires et du KPD. Dans l'enthousiasme, après que le *Vorwärts* ait été occupé par des ouvriers armés, un Comité révolutionnaire conjoint tripartite de 52 membres en appelle à



Emil Eichhorn en 1919.
D.R.

une grève générale pour le 7 janvier, « *au pouvoir du prolétariat révolutionnaire* », puis à la « *déposition du gouvernement Ebert-Scheidemann* ». La direction spartakiste, qui n'avait pas été consultée sur cette initiative prise par Karl Liebknecht



Corps francs lors de l'écrasement de l'insurrection spartakiste. D.R.

(mais aussi Wilhelm Pieck) ainsi que l'USPD Georg Ledebour, était contre une insurrection. Les Indépendants de gauche, chassés du gouvernement, passaient ainsi sans transition du pacifisme pur jus pendant la guerre au putschisme...

Pendant que l'USPD, une fois de plus, tentait de négocier avec le gouvernement, le Comité tripartite faisait preuve de la pire incompétence, sans aucun plan de prise réelle de pouvoir et sans forces réelles. La *Volksmarinedivision* reste

(19) Chris Harman, *La révolution allemande 1918-1923*, La Fabrique, Paris, 2015 (préface de Sebastian Bugden).

neutre ; le 9 janvier, une réunion conjointe de grosses usines berlinoises demande la constitution d'un gouvernement de coalition SPD-USPD-KPD.

Le résultat de cette indécision est connu. Avec l'aide auxiliaire de deux régiments social-démocrates, les corps francs triomphent aisément et fusillent à tout-va. Le *Vorwärts*, repris par les corps francs, en appelle à l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Lorsque ceux-ci sont assassinés le 15 janvier, le *Vorwärts* prétendit que le premier avait fait une « tentative de fuite » et que la seconde avait été « lynchée par la foule ». Il ne fait aucun doute que l'assassinat fut ordonné téléphoniquement par Gustav Noske. À la question de Pabst : « Que faire des chefs spartakistes ? », celui-ci répondit : « À vous de prendre la responsabilité de ce qu'il faut faire » (20).

En février 1919, le total des travailleurs tués par la contre-révolution dépassait déjà largement celui des morts de la Révolution russe en 1917.

3. Disparition des conseils. Formation d'unions ouvrières et d'organisations de chômeurs

La disparition officielle des conseils ne signifiait pas qu'ils étaient définitivement enterrés. La défaite de janvier (mais aussi celle de mars) 1919 à Berlin avait décapité le mouvement révolutionnaire de ses militants les plus en vue (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches). Mais en même temps se multipliaient les grèves économiques et politiques, des mines de la Haute-Silésie à la Ruhr, en passant par Berlin et l'Allemagne centrale, où même la défaite de mars 1919 ne put endiguer le mouvement. Les ouvriers étaient réduits à des salaires de famine, les salaires réels ayant souvent baissé de 40 % par rapport à 1914. Le chômage était devenu massif : 40 000 chômeurs à Munich, 50 000 à Berlin. Au début de 1919, il y avait plus de 3 millions de chômeurs. Les émeutes de la faim étaient courantes (Francfort, Bochum, Dortmund, Breslau). Celle de Hambourg en juin 1919 valut une seconde occupation de la ville par la Reichswehr (21).

Dès le départ, le SPD avait essayé d'encadrer le mécontentement en privilégiant l'action des vieux syndicats, par un accord conclu le 15 novembre 1918 entre le patro-

nat et l'ADGB dirigée par Carl Legien (accords Stinnes-Legien) (22). Ceux-ci devenaient les « représentants désignés des ouvriers ». Cet accord était complété par une ordonnance du 23 décembre 1918 sur les comités d'entreprise (*Tarifvertragsverordnung*), visant à encadrer l'ensemble des ouvriers (*Arbeiterschaft*) ; ces comités qui seraient rattachés aux syndicats veilleraient à une bonne collaboration de classe :

« Les comités (d'ouvriers et d'employés) veilleront, de concert avec les patrons, à l'observation des accords concernant les salaires en vigueur... Ces comités auront également pour tâche de favoriser la **bonne entente** entre les ouvriers ou employés et entre les ouvriers ou employés et le patron » (23).

Dans la région de la Ruhr, où le capital (Stinnes, Krupp, etc.) pratiquait le lock-out, on fit espérer aux mineurs et aux sidérurgistes la possibilité de nationalisations – qui furent baptisées « socialisation », et surtout d'une cogestion ouvrière (*Mitbestimmung*). Les grèves se multiplièrent de février à avril 1919. Une fois de plus ce fut la répression menée par la Reichswehr et « officialisée » par un ouvrier social-démocrate : Carl Severing, qui déclara : « En tant que représentant des ouvriers, je veux parler aux ouvriers ; en tant qu'ouvrier, je veux agir pour les ouvriers » (24). Le résultat fut quasi immédiat : les mineurs et sidérurgistes quittèrent en masses les syndicats pour former des unions ouvrières.

(20) Le général Groener déclara devant un tribunal : « Ebert a ordonné à Noske de lancer les troupes contre les spartakistes. Le corps de volontaires se rassembla le 29 décembre et tout était prêt pour l'ouverture des hostilités » [Cité par Paul Frölich, *Rosa Luxemburg. Gedanke und Tat*, E.N.I., Paris 1939].

(21) Klaus Gietinger, *Eine Leiche im Landwehrkanal. Die Ermordung der Rosa Luxemburgs*, Edition Nautilus Verlag Lutz Schulenburg, Hamburg, 2009.

(22) Uwe Schulte-Varendorff, *Die Hungerunruhen in Hamburg im Juni 1919 – eine zweite Revolution ?*, Hamburg University Press, 2010.

(23) L'ADGB, une fois l'ordre rétabli, atteignit 8 millions d'adhérents en 1920 ; ce chiffre tomba à 3 millions en 1932.

(24) « Les conseils d'entreprise en Allemagne », BIT, Genève, Études et Documents série B, n° 6, 29 janvier 1921, pp. 1 à 33.

Le divorce entre la masse des travailleurs et les « syndicats libres » social-démocrates (*Freie Gewerkschaften*) était total. Il fallait se soumettre ou se démettre. Pour avoir ou même conserver son travail, il valait mieux, comme dans les conseils, voter pour les syndicats SPD.

Dès la fin de 1918, mais surtout à partir du printemps 1919, un mot d'ordre devient populaire, repris par le KPD, les anarcho-syndicalistes et les Indépendants de gauche : « *Sortez des syndicats !* » (*Heraus aus den Gewerkschaften !*) (25). Des militants communistes radicaux attaquent, à Brême et Hambourg, Berlin, Essen, etc., les bureaux de ces syndicats, saisissent leurs fonds et les distribuent aux chômeurs, ainsi qu'aux militants en fuite ou emprisonnés (26).

La première union, celle des mineurs, s'était constituée dans la Ruhr le 30 mars 1919. Elle était composée de syndicalistes-révolutionnaires et de communistes. Détruite par la répression et les corps francs, elle se reconstitua en juin sous le nom d'Union de Gelsenkirchen. Bientôt se généralisèrent les unions anarcho-syndicalistes (FAUD) et surtout les unions marxistes se réclamant, comme l'AAUD, de la « *dictature du prolétariat* », une dictature qui émanerait des « *conseils révolutionnaires d'entreprise* » (*revolutionäre B.O.*), sorte de groupes d'usine du parti révolutionnaire. Avant que le KPD ne choisisse de former des « *cellules communistes* » dans les syndicats officiels, un grand nombre d'ouvriers s'était rallié aux Unions ouvrières. Celles-ci constituaient une organisation unitaire de masse, tant de lutte économique que de lutte politique jusqu'à la prise du pouvoir par les conseils ouvriers.

Lorsque l'AAUD fut fondée officiellement en février 1920, et malgré la répression, elle finit par compter plus de 120 000 adhérents. Il n'est pas inutile de préciser que ces unions, comme aux usines Leuna (Allemagne centrale), disposaient bien souvent de caches d'armes. C'est cette union, la plus radicale, qui se rallia en avril 1919 au KAPD, minorité du KPD exclue en octobre 1919. Ce parti fort de 40 000 membres – qui avait littéralement siphonné le KPD à Berlin – naquit des combats de la Ruhr en mars 1920.

4. Les derniers soubresauts révolutionnaires : la Ruhr 1920. Armée rouge et conseils ouvriers

Tandis que ressurgissait une lutte économique de plus en plus radicale dans son organisation, la classe dominante ne restait pas passive. Dès juin 1919, le général Lüttwitz, qui avait participé à la répression de l'insurrection de janvier, suggère à Noske la mise en place d'une dictature militaire. Toujours de concert avec Noske, il travaille à réprimer les grèves des chemins de fer de janvier 1920 et à interdire la presse du KPD, mais aussi de l'USPD. Aussi le coup d'État du 13 mars 1920, dénommé putsch de Kapp-Lüttwitz, n'est pas une surprise, sauf pour Noske qui s'enfuit et demande au général von Seeckt, chef de la Reichswehr, d'arrêter les putschistes. Bien entendu, toute l'armée et l'appareil d'État dans son ensemble soutiennent le putsch.

Mais la réaction du prolétariat est immédiate. La grève générale, qui touche 12 millions de travailleurs, s'étend sur toute l'Allemagne : Ruhr, Saxe, Hambourg et Brême, Bavière, Thuringe, Poméranie et Prusse orientale. Dans cette province, le gouverneur SPD August Winnig prend fait et cause pour les putschistes.

Là où le SPD ne prend pas localement position pour le putsch, la grève est soutenue, voire parfois encouragée, surtout par les chefs des syndicats, comme Carl Legien, qui en appelle à la défense de la « *République* » et à la formation d'un « *gouvernement ouvrier* ». Le KPD, sauf sa gauche qu'il a exclue en octobre 1919 (congrès de Heidelberg) et son chef Paul Levi (emprisonné), se déclare « neutre », déclarant qu'il ne « *lèvera pas le petit doigt* » pour agir (27). S'il agit, comme

(25) Discours du 8 avril 1919, cité par Heinrich August Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1918 bis 1924*, Berlin/Bonn, 1984.

(26) *Kommunistische Räte-Korrespondenz*, n° 11, Berlin, juillet 1919. Dans cet organe du KPD, Paul Frölich écrit : « *Plus nous entrons dans de grandes luttes et plus cet appel : "Sortons des syndicats !" peut devenir un mot d'ordre des masses.* »

(27) Cf. le témoignage du communiste de conseils, ancien membre du KAPD, Paul Mattick, *La révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934)*, L'Échappée, Montreuil, 2013.

à Chemnitz (avec Brandler), c'est pour se rallier à l'idée d'une « *opposition loyale* » en cas de formation d'un « *gouvernement ouvrier* » SPD-USPD.

La réaction du prolétariat allemand peut être comparée à celle du prolétariat espagnol lors du pronunciamiento de juillet 1936. En trois endroits, le prolétariat prend plus ou moins spontanément le pouvoir pour engager la lutte sur un terrain social, formant des conseils ouvriers (surtout dans la Ruhr) ou des comités d'action (lorsqu'il s'agit d'une alliance partis-syndicats). En Allemagne centrale, de façon assez confuse, après des combats armés à Gotha, Gera, Halle, dans le Vogtland (avec Max Hoelz), ou pacifiquement, comme à Chemnitz (sous la direction de Brandler), le prolétariat « *prend le pouvoir* ». On devrait préciser : « *Plus ou moins* ». Il en est de même à Kiel et dans la région de Schwerin, mais pas à Hambourg et Brême. À Hambourg, la « gauche » représentée par Laufenberg et Wolffheim réagit comme le KPD : « *La grève générale est une absurdité générale.* » Cette position est défendue par Otto Rühle à Dresde, mais aussi par la direction de la FAU anarcho-syndicaliste qui se déclare, par pacifisme, contre la lutte armée. La base de la FAU ne suivra pas sa direction.

C'est en fait dans la Ruhr, et pas toujours de façon homogène, que le mouvement va le plus loin vers une prise totale du pouvoir, après l'entrée dans la grève générale de 300 000 mineurs. Dès que les corps francs se manifestent, ainsi que les gardes locales composées d'adhérents SPD (cas de Dortmund, où elles tirent sur les ouvriers), surgissent des bureaux de recrutement qui donnent naissance à une véritable armée rouge, forte de 50 000 à 80 000 hommes. Les conditions



Le junker Kapp qui devait diriger un gouvernement réactionnaire après le coup d'État dirigé par le général Lüttwitz. D.R.



Paul Levi en 1920. D.R.

pour se battre sont six mois au front minimum pendant la guerre et appartenance à un « *parti ouvrier* » ou à un syndicat ou une union ouvrière (AAU et FAU). Dans certains endroits, la dictature du prolétariat est proclamée et le ravitaillement, comme l'armement, restent placés sous l'autorité des conseils. Les corps francs sont chassés de la Ruhr et les milices gouvernementales SPD désarmées.

Mais si, le 17 mars, Kapp doit s'enfuir en Suède, le SPD ne reste pas inactif et se réinstalle au pouvoir, sans Gustav Noske, mais avec Gustav Bauer – puis Hermann Müller – comme chancelier. Il charge le chef de la Reichswehr Von Seeckt de constituer des tribunaux d'exception contre les insurgés ouvriers. Des corps francs d'étudiants sont constitués. L'un d'eux massacra le 24 mars à Bad Thal (Thuringe) des ouvriers faits prisonniers, en justifiant ainsi son action : « *Nous avons besoin de cadavres pour nos cours d'anatomie* » (28).

Mais il fallait désarmer les 80 000 ouvriers de la Ruhr. Ce fut le sens des négociations de Bielefeld, menées une fois de plus par Severing, tandis que les troupes du général Watter stationnaient à Münster. Les accords de Bielefeld, signés le 24 mars par les Indépendants et deux membres du KPD, se traduisaient par le désarmement d'une partie de l'Armée rouge, tandis que le Front de l'Ouest refusait l'accord. Arguant de ce refus, le gouvernement SPD fait marcher les troupes du général Watter le 4 avril. Ce fut une nouvelle boucherie : fusillades

(28) Udo Winkel, « *Paul Levi et sa signification pour le mouvement ouvrier allemand* », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 62, mai 1998, pp. 32-34.

de masse, y compris des infirmières de la Croix-Rouge, toutes et tous étant jetés dans des fosses communes.

Cette défaite autant militaire que politique fut décisive, beaucoup plus que celle de janvier 1919 (29). Mais c'est dans ces conditions que se créait au même moment le KAPD, scission du KPD, dont les militants, appuyés par les membres de l'AAU, avaient joué un rôle majeur dans les combats de la Ruhr. Ce parti en appelait à la poursuite, jusqu'à la victoire, de la « révolution mondiale ».

5. Mars 1921-Octobre 1923. Du putschisme au putschisme. De l'exaltation de la révolution mondiale à l'exaltation du sentiment national

Au moment où la révolte des marins et ouvriers de Kronstadt éclatait, le Komintern développait une théorie typiquement putschiste appelée « forçage du cours révolutionnaire », dont l'instrument était Bela Kun, le chef vaincu de la République des conseils hongrois, qui arrive clandestinement en Allemagne. Or, à ce moment même, certain que le prolétariat allemand ne bougerait pas, le ministre de l'intérieur SPD Carl Severing décidait de passer à l'offensive, de faire occuper l'Allemagne centrale où les ouvriers avaient conservé leurs armes.

Le KPD unifié (VKPD) passe brusquement d'une politique de « lettre ouverte » aux syndicats, pour former un « gouvernement ouvrier » à un front unique insurrectionnel. Face à la passivité du prolétariat allemand, Hugo Eberlein – délégué du KPD au Premier congrès du Komintern – propose même de faux attentats contre le VKPD pour susciter « l'indignation des masses ». Il fallait néanmoins trouver des « alliés ». Le Komintern demanda au KAPD, parti sympathisant, de s'associer au KPD dans cette aventure. Le KAPD lance des proclamations enflammées au prolétariat allemand, malgré la réticence de sa base : « Avec des fusils et couteaux, avec les poings et les dents, mettez-vous à l'œuvre, le sort en est jeté. ». Sa direction affirme : « Les masses du PC (KPD) agissent en suivant nos mots d'ordre. Elles y ont contraint leurs chefs » (30).

Ni l'action des deux partis, ni celle, « autonome », d'électrons libres du KAPD – comme les « troupes » de Max Hoelz et Karl Plättner – ne peuvent arrêter la catastrophe. Le prolétariat de Berlin, d'Allemagne centrale reste passif. Les usines Leuna, dont l'autorité était l'Union ouvrière, forte de 2 000 membres (10 % des ouvriers), sont bombardées par les « Verts » de la Schupo (gendarmerie), qui dispose de véhicules blindés.

Dans sa déclaration qu'il ne put lire à la fin des sessions du III^e Congrès du Komintern (juillet 1921), le KAPD résumait parfaitement sa position, qui fut aussi celle de Rosa Luxemburg en janvier 1919 (31) :

« Le Parti communiste ne peut pas déclencher les luttes économiques, il ne peut pas non plus refuser le combat, autrement il saboterait la préparation de la victoire. Il ne peut obtenir à la longue la direction de ces luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but des méthodes de lutte » (32).

Dans la brochure rédigée au même moment par Herman Gorter contre le VKPD, le KAPD condamnait aussi bien la politique attentiste de Paul Levi que le putschisme du Parti communiste (KPD), « contrepartie obligée de son opportunisme parlementaire et syndical » (33).

La défaite fut cruelle : le KAPD, après sa sortie forcée du Komintern en

(29) *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* [1929], *op. cit.*, p. 487. À l'issue d'un procès en juillet 1920, les meurtriers sortirent libres. Commentaire édifiant de la presse bourgeoise (*Deutsche Zeitung*) : « Nos braves garçons ont été relaxés. Il y a encore des juges en Allemagne... »

(30) Chris Harman, *op. cit.*, pp. 127-159.

(31) Ph. Bourrinet, *The Dutch and German Communist Left (1900-68)*, Brill, Leiden, 2016, pp. 234-240.

(32) « La masse doit apprendre elle-même à combattre, à agir dans la lutte... Agir ! Agir ! Avec courage, avec résolution, avec constance – tel est le devoir des délégués révolutionnaires et des dirigeants socialistes honnêtes. Désarmer la contre-révolution, armer les masses, occuper toutes les positions de pouvoir. Agir vite ! » [article non signé de R. L. : « Was machen die Führer ? », *Die Rote Fahne*, n° 7, 7 janvier 1919].

(33) Rapport du KAPD sur le 3^e Congrès du Komintern, in Authier-Barrot, *op. cit.*, p. 335.

septembre 1921, connaît une hémorragie militante, puis, en mars 1922, la scission. Le KPD connaît un processus similaire, avec le départ de Paul Levi, le chef du parti, et voit ses effectifs s'effondrer, malgré le soutien indéfectible de Moscou.

Le PC allemand revient alors à une politique de « *front unique* » à la base avec les syndicats social-démocrates et l'appel à la formation d'un « *gouvernement ouvrier* » incluant tous les « *partis prolétariens* ».

L'occupation de la Ruhr par l'Armée française en janvier 1923, l'accélération du désastre économique, l'hyper-inflation créent une situation de chaos, qui peut sembler « *prérévolutionnaire* », avec le développement d'un mouvement des conseils d'entreprise qui s'apparente à celui des « *hommes de confiance* » révolutionnaires de 1918. Le succès de ce mouvement ainsi que la création de « *milices ouvrières* » de parti (« *centuries prolétariennes* »), pour lutter contre la police et les corps francs dans la Ruhr, redonnent confiance à la base du PC. Mais, comme le note Pierre Broué, 1923 est surtout marqué par « *la progression des nationalistes d'extrême droite* » – qui s'adressent aux « *millions de petits-bourgeois déclassés* », aux ouvriers sensibles à la propagande nationaliste et antisémite – et qui développent leurs milices armées (S.A. du parti nazi), grâce aux subventions des grands industriels de la Ruhr, et avec la complicité de la Reichswehr (34).

Or le KPD fait de la démagogie populiste auprès de ces couches petites-bourgeoises ruinées et caresse dans le sens du poil leur sentiment nationaliste exacerbé, et même leur antisémitisme (35). Karl Radek, l'ancien *Linksradikale* de Brême, put tenir un discours – devant l'exécutif du Komintern – en mémoire du nazi Leo Schlageter, fusillé par l'armée française d'occupation, en juin 1923 :

« *C'est seulement si la Cause allemande est celle du peuple allemand, c'est seulement si la Cause allemande consiste en une lutte pour les droits du peuple allemand qu'elle recrutera les amis actifs du peuple allemand. En faisant de la Cause du peuple*

la Cause de la Nation, faites de celle-ci la Cause du peuple. C'est cela que doit affirmer le Parti communiste d'Allemagne, c'est cela que doit affirmer le Komintern sur la tombe de Schlageter » (36).

Cet appel au sentiment nationaliste pouvait parfaitement coexister avec une mobilisation « *antifasciste* », comme cette « *journée antifasciste* » du 29 juillet, qui fut un échec significatif. Le KPD essaie alors une politique de front populaire avant la lettre. Le 10 octobre, le gouvernement social-démocrate saxon intègre plusieurs ministres communistes, dont Fritz Heckert (futur chef stalinien, toujours enterré dans un mur du Kremlin), et surtout Brandler, qui devient chef de la chancellerie d'État.

Même chose, le 13 octobre, dans le gouvernement de Thuringe, où entrent trois « *ministres communistes* », dont Karl Korsch à la Justice.

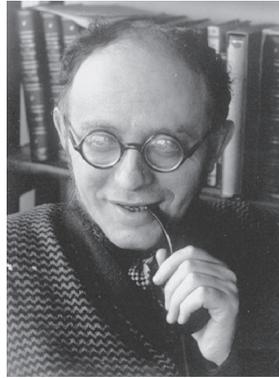
Ces apparents « *succès* » ouvrirent la voie de la défaite. Les gouvernements « *ouvriers* » sont dissous par la Reichswehr sans résistance. Et c'est sans résistance que tout le mouvement capitule. L'insurrection de Hambourg du 23 octobre – dans un seul quartier ! – est un fiasco : « *Une partie seulement des communistes se sont battus, et ils se sont battus seuls, les grandes masses demeurant, sinon indifférentes, du moins passives* » (37).

(34) Herman Gorter, *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD, KAPD*, Berlin, 1921, pp. 11-12.

(35) Broué, *op. cit.*, pp. 686-688.

(36) Ruth Fischer, leader de la tendance de gauche du KPD, proclame dans une réunion publique tenue dans un préau d'école à Berlin le 25 juillet 1923 : « *Celui qui appelle à la lutte contre le capital juif est déjà, messieurs, un lutteur de classe, même s'il ne le sait pas. Vous êtes contre le capital juif et voulez abattre les boursicotiers. Très bien. Foulez aux pieds les capitalistes juifs, pendez-les à la lanterne, piétinez-les !* » [Die Aktion n° 27/28, Berlin, 31 juillet 1923].

(37) Ph. Bourrinet, *Internationalisme contre « national-bolchevisme »*. Le deuxième congrès du KAPD (1^{er}-4 août 1920), "moto proprio", Paris, sept. 2015, pp. 192-196 (nous avons traduit intégralement ce discours en français).



Karl Radek D.R.

C'est un autre octobre, celui de 1929, qui consomma la défaite des travailleurs allemands. Après un tournant dit de « *classe contre classe* » (ou « *troisième période* »), où la social-démocratie était qualifiée de « *social-fascisme* », le KPD revenait à sa politique d'exaltation de la « *nation prolétarienne* » allemande. En août 1930, son comité central, voulant concurrencer le nazisme sur son propre terrain, lançait une adresse : « *Pour une libération nationale et sociale du peuple allemand* » (38). Le KPD établissait, en novembre 1932, un front unique à la base avec des travailleurs nazis lors de la grève des transports berlinois.

La contre-révolution est au pouvoir dès le 9 novembre 1919, elle « suicide » les conseils ouvriers, puis impose par le fer et par le feu la loi de l'Assemblée

constituante de Weimar. Ce fut une vraie saignée du prolétariat allemand opérée sous la responsabilité directe de la social-démocratie. En 1923, à la fin de la « révolution allemande », le nombre de victimes ouvrières était déjà comparable à celui de la Commune de Paris.

La défaite ouvrait ainsi la voie à Hitler en janvier 1933. Le rêve d'une émancipation mondiale des travailleurs – où l'Allemagne jouerait un rôle clé – se transformait en cauchemar sanglant d'une « *libération nationale et sociale du peuple allemand* ». C'était ouvrir la voie royale vers la guerre mondiale. ■

Le 12 septembre 2017,

(38) Broué, *op. cit.*, p. 773.

Annexe

Programme du KPD (Spartakusbund), décembre 1918 (extrait)

Mesures immédiates pour assurer le triomphe de la révolution

1. Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes.

2. Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats.

3. Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ouvrière. Constitution d'une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires.

4. Suppression du pouvoir de commandement des officiers et des sous-officiers ; substitution d'une discipline librement consentie par les soldats à l'obéissance passive à la prussienne. Élection de tous les supérieurs par les hommes de troupe avec droit permanent de les révoquer, abolition de la juridiction militaire.

5. Éviction des officiers et des capitulaires de tous les conseils de soldats.

6. Remplacement de tous les organes politiques et de toutes les autorités de l'ancien régime par des hommes de confiance délégués par les conseils d'ouvriers et de soldats.

7. Mise en place d'un tribunal révolutionnaire devant lequel comparaitront les principaux responsables de la guerre et de sa prolongation : les Hohenzollern, Ludendorff, Hindenburg, Tirpitz et leurs complices, ainsi que tous les conjurés de la contre-révolution.

8. Réquisition immédiate de tous les stocks de vivres en vue d'assurer le ravitaillement de la population.

Mesures politiques et sociales

1. Abolition de tous les États particuliers : création d'une République allemande socialiste unifiée.

2. Élimination de tous les parlements et de tous les conseils municipaux, leurs fonctions étant dévolues aux conseils d'ouvriers et de soldats et aux comités que ceux-ci désigneraient.

3. Élection de conseils d'ouvriers dans toute l'Allemagne par les soins de la classe ouvrière adulte des deux sexes, à la ville et à la campagne, par entreprise ; élection de conseils de soldats par les hommes de troupe à l'exclusion des officiers et des capitulars ; les ouvriers et les soldats ont le droit à tout instant de révoquer leurs représentants.

4. Élection de délégués des conseils d'ouvriers et de soldats dans tout le Reich en vue de constituer le Conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats qui élira à son tour un Comité exécutif ; celui-ci sera l'organisme suprême du pouvoir législatif et exécutif.

5. Le Conseil central se réunira au minimum une fois tous les trois mois avec chaque fois réélection des délégués. Le Conseil aura pour mission d'exercer un contrôle permanent sur l'activité du Comité exécutif et d'établir un contact vivant entre la masse des conseils d'ouvriers et de soldats de tout le Reich, et l'organisme gouvernemental suprême qui les représente. Les conseils d'ouvriers et de soldats locaux ont le droit à tout instant de révoquer et de remplacer leurs délégués au Conseil central au cas où ceux-ci n'agiraient pas conformément au mandat qui leur a été donné. Le Comité exécutif a le droit de nommer les commissaires du peuple, ainsi que les autorités centrales du Reich et les fonctionnaires ; il peut également les révoquer.

6. Suppression de toutes les différences de caste, de tous les ordres et de tous les titres ; hommes et femmes ont les mêmes droits et la même position sociale.

7. Mesures sociales importantes : réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage et pour tenir compte de la faiblesse physique de la classe ouvrière, conséquence de la guerre mondiale ; fixation de la journée de travail à six heures au maximum.

8. Le système de ravitaillement, de logement, les services de santé et l'éducation nationale seront réorganisés de fond en comble dans le sens et dans l'esprit de la révolution prolétarienne.

Mesures économique immédiates

1. Confiscation de tous les biens dynastiques et de tous les revenus dynastiques au profit de la communauté.

2. Annulation des dettes de l'État et de toutes autres dettes publiques, ainsi que de tous les emprunts de guerre à l'exclusion des souscriptions au-dessous d'un certain taux, qui sera fixé par le Conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats.

3. Expropriation de toutes exploitations agricoles grandes et moyennes, constitution de coopératives agricoles socialistes dépendant d'une direction centrale à l'échelle du Reich ; les petites exploitations paysannes demeureront la propriété de leurs détenteurs actuels jusqu'à ce que ceux-ci adhèrent librement aux coopératives socialistes.

4. La République des Conseils procédera à l'expropriation de toutes les banques, mines, usines sidérurgiques ainsi que de toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales.

5. Confiscation de toutes les fortunes au-dessus d'un niveau qui sera fixé par le Conseil central.

6. Prise en main de l'ensemble des transports publics par la République des Conseils.

7. Élections dans toutes les usines de conseils d'entreprise qui, en accord avec les conseils ouvriers, auront à régler toutes les affaires intérieures de l'entreprise, les conditions de travail, à contrôler la production, et, finalement, à prendre en main la direction de l'usine.

8. Mise en place d'une Commission centrale de grève qui, en collaboration permanente avec les conseils d'entreprise, aura pour tâche de coordonner le mouvement de grève qui s'amorce dans l'ensemble du Reich et d'en assurer l'orientation socialiste en lui garantissant l'appui sans défaillance du pouvoir politique des conseils d'ouvriers et de soldats. ■

France, mai 1918 : une tentative de grève générale contre la guerre

par Loïc Le Bars

Le 20 mai 1918, le congrès de la minorité de la CGT, réuni à Saint-Etienne à l'initiative du Comité de défense syndicaliste (CDS), appelle à généraliser la grève « jusqu'à la paix » qui a démarré deux jours auparavant dans les usines de guerre du bassin de la Loire. Mais cette unique tentative de grève générale de toute la guerre va très vite échouer et se solder par l'arrestation de ses principaux instigateurs. Il est vrai qu'elle survient dans un contexte aussi peu favorable que possible, car l'armée allemande a mis à profit la paix qu'elle a imposée à la Russie soviétique pour essayer d'en finir à l'ouest avant l'arrivée sur le front des troupes américaines. Une première offensive, déclenchée le 21 mars, n'a pas permis d'emporter la décision et s'est interrompue à la fin du mois d'avril, de même que les bombardements sur Paris. Mais chacun sait qu'il ne s'agit là que d'un répit et qu'une nouvelle attaque de grande envergure est imminente. Elle va d'ailleurs avoir lieu quelques jours après l'appel à la grève.

L'émoi suscité par ces offensives allemandes a provoqué une résurgence d'un « discours défensiste, voire nationaliste » (1) au sein même des minorités pacifistes de la CGT et du PS. Ainsi, Albert Bourderon, l'un des deux délégués français à Zimmerwald, assure que, « s'il le faut », il ira, à 60 ans, « un fusil à la main se battre pour la défense de Paris » (2).

Clemenceau met à profit ce contexte dramatique pour intensifier la répression contre les militant(e)s pacifistes qui, en refusant de se rallier à cette union sacrée renaissante, sont accusés de « défaitisme » et même d'« intelligence avec l'ennemi ». Les arrestations, les perquisitions se multiplient « à l'ombre des grandes affaires » : procès du Bonnet rouge, inculpation de Louis Malvy, ancien ministre de l'Intérieur, et de Joseph Caillaux.

Appeler à la grève générale dans de telles conditions est déjà en soi une véritable gageure. Elle l'est d'autant plus que la Fédération des métaux, fer de lance de la minorité cégétiste, désavoue les dirigeants du CDS qui, de surcroît, ont tardé à prendre cette initiative et ne sont pas parvenus à coordonner les grèves survenues en mai dans les usines de guerre.

Le plan d'action du CDS

La conférence nationale de la CGT de Clermont-Ferrand avait entériné en décembre 1917 le rapprochement qui s'était esquissé depuis quelque temps entre la majorité fédérale et les diri-

(1) Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris 1914-1919*, Paris, Les Belles Lettres, 1995, p. 216.

(2) *Ibid.*

geants de la Fédération des métaux. Merrheim et ses camarades étaient difficilement parvenus à convaincre les autres délégués minoritaires, en particulier ceux du CDS, de voter la résolution élaborée en commun par les représentants des deux tendances. Ce compromis prévoyait la tenue d'un congrès confédéral en 1918 même si la guerre devait continuer, ce à quoi Jouhaux s'était toujours opposé, et l'engagement que la CGT allait



Alphonse Merrheim (1871-1925), secrétaire de la Fédération des métaux, a participé à la conférence de Zimmerwald. D.R.

« agir de toutes ses forces pour obtenir du gouvernement français l'énoncé précis et public de ses conditions de paix ». Celle-ci devrait être « générale, juste et durable » conformément aux « formules (...) du président Wilson et de la Révolution russe » (3). La résolution réaffirmait en conclusion « le droit pour la classe ouvrière de tous les pays, et pour celle de la France en particulier, de participer à une conférence internationale et de la susciter au besoin ». Seuls deux minoritaires représentant des syndicats d'instituteurs, Fernand Loriot et François



Raymond Péricat (1873-1958), secrétaire du Comité de défense syndicaliste (C.D.S) D.R.

Mayoux, constatant que la résolution ne faisait aucune référence à Zimmerwald, s'étaient abstenus.

Cependant, Raymond Péricat, secrétaire du CDS, redoute que cette résolution reste lettre morte et que le congrès soit renvoyé aux calendes grecques. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a obtenu de Merrheim l'engagement qu'en cas de refus de la majorité d'honorer ses promesses, la minorité prendra l'initiative de le convoquer. Les grèves du printemps et de l'automne 1917 ont permis au comité d'accroître son influence, et la montée en puissance tout au long de l'année de l'aspiration pacifiste dans la classe ouvrière persuade Péricat qu'une action de grande envergure contre la guerre est enfin possible, surtout après la révolution d'Octobre qu'il a accueillie avec enthousiasme. D'autres militants sont arrivés à la même conclusion. C'est en particulier le cas des dirigeants de l'union départementale de la Loire qui s'est toujours située dans la minorité. Parmi eux, Clovis Andrieu joue un rôle déterminant. Ancien responsable du Syndicat parisien des charpentiers en fer et « affecté spécial » dans une usine métallurgique de Firminy en 1915, il avait été porté l'année suivante à la tête du Syndicat des métaux de cette ville qui, dès lors, était devenu « le pôle de développement de l'action syndicaliste et pacifiste du département » (4). Il a aussi été à l'origine de la création du Comité intercorporatif des usines de guerre et du bâtiment de la Loire qui allait prendre en charge la préparation de la grève de mai 1918. Tout en intensifiant son « agitation » en faveur de la paix, il avait mené avec succès l'action revendicative qui avait abouti, en juin 1917, à une augmentation de plus de 10 % des salaires de la métallurgie forézienne. Les autorités locales avaient voulu se débarrasser de ce dangereux « excitateur » en lui ordonnant fin novembre de rejoindre son régiment basé au Puy, ce qui avait immédiatement provoqué une grève massive des usines de guerre de Firminy puis de tout le bassin de Saint-Etienne ! Devant la gravité de la situation, Clemenceau avait pris l'affaire en main. Il s'était entretenu avec Merrheim et Andrieu qui, bénéficiant d'une permission, avait pu se rendre à Paris, et avait imposé sa réintégration dans son usine où il avait été accueilli triomphalement le 14 décembre.

(3) *Rapports des Comités et des commissions présentés au 13^e Congrès de la CGT, Paris, Imprimerie nouvelle (Association ouvrière), 1918, p. 35.*

(4) Notice Clovis Andrieu du *Maitron*.

Cette « capitulation » du Tigre a été évidemment saluée comme il se doit par la minorité. Andrieu et ses camarades sont dès lors persuadés que « *la Loire peut donner l'impulsion pour un mouvement insurrectionnel* » (5) dans toute la France. Ils se rendent à Paris en janvier 1918 pour rencontrer Péricat et les autres responsables du CDS. Ensemble, ils élaborent un plan d'action qui doit aboutir à une « *grève des bras, des munitions et des transports pour arriver à la grève des canons et des fusils, grève générale pour la paix, pour obliger les gouvernants à engager des pourparlers de paix* » (6). Cela est d'autant plus nécessaire qu'« *il se peut que les grèves d'Allemagne et d'Autriche, le mouvement révolutionnaire russe prennent un caractère plus grave et ce serait une faute – un crime (...) de ne pas répondre par une action réciproque à l'appel des peuples* ». Ce plan prévoit la tenue de réunions préparatoires locales puis départementales ou régionales. Une conférence nationale ou le congrès confédéral rendra public l'appel à la grève à partir du 1^{er} mai, appel qui devra lier les revendications portant sur les salaires et l'amélioration des conditions de travail à l'exigence « *de la paix immédiate* ».

Les premières réunions se tiennent en janvier dans la Loire, à Firminy, Saint-Etienne et Saint-Chamond, mais aussi à Paris où Sirolle, chef de file des minoritaires des chemins de fer, invite ses camarades à prendre exemple sur les bolcheviks, ces « *militants qui ont mis leurs actes en conformité avec leurs idées* ». À Bourges, où là aussi s'est constitué un Comité intercorporatif du Centre réunissant une quinzaine de syndicats des usines de guerre et des arsenaux du Cher et des départements limitrophes, plusieurs centaines d'affectés spéciaux des « *jeunes classes* » de 1910 à 1917 se réunissent le 16 février pour protester contre leur prochain renvoi au front afin d'assurer la relève des soldats les plus âgés, comme le stipule la loi Mourier votée en 1917, et leur remplacement par des travailleurs étrangers. Le 20, un meeting du Comité intercorporatif rassemble 4 000 ouvriers et ouvrières qui approuvent une déclaration affirmant la nécessité de recourir à la grève pour mettre fin à la guerre.

Andrieu les exhorte « *à faire la paix et la révolution* » comme les Russes. Les manifestations, les débrayages et les réunions pacifistes vont alors se succéder dans une ville où, selon le préfet du Cher, « *le mouvement insurrectionnel (...) s'organise d'une manière méthodique et sourde* » (7). Il en est de même à Firminy où, le 31, une manifestation de femmes empêche le départ de la classe 1913. La « *pression de la base* » (8) est telle qu'Andrieu se voit traiter de lâche pour avoir affirmé dans un meeting que la révolution n'est pas à l'ordre du jour dans l'immédiat.

L'agitation dans les usines de guerre de la région parisienne

L'application de la loi Mourier est aussi à l'origine de l'effervescence qui gagne au même moment les usines de guerre de la région parisienne. Des réunions puis des meetings sont organisés à l'initiative des délégués d'atelier élus à l'automne 1917 en application d'une circulaire d'Albert Thomas. Ces derniers avaient pour mission de préserver la paix sociale et servir « *d'intermédiaires (...) pour faire comprendre à leurs camarades la nécessité et le bien fondé des mesures adoptées [par les directions] dans les ateliers* » (9). Mais, déplore La Réforme sociale du 7 septembre, « *la main de la trop puissante CGT s'est abattue sur le mécanisme en construction pour en fausser les rouages et en faire un organe de lutte et non de rapprochement social* ».

Les délégués sont dans leur immense majorité des syndicalistes qui se considèrent comme « *les mandataires* » de ceux et de celles qui les ont élus pour défendre leurs revendications. Ils se coordonnent

(5) *Ibid.*

(6) Lettre de Péricat citée dans Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*, tome I, Mouton & Co, 1964, p. 209.

(7) Lettre au ministre de l'Intérieur du 11 février.

(8) « *L'histoire de Clovis Andrieu* », Daniel Jaboulay, forez-info.com

(9) Règlement des délégués d'atelier des usines Renault.

au niveau de chaque établissement et par localité, ce que la circulaire ministérielle n'avait évidemment pas prévu. La légitimité et l'autorité que leur donne leur élection inquiètent quelque peu les syndicats qui auraient préféré les désigner eux-mêmes. Aussi, l'ordre du jour adopté lors de l'assemblée réunissant mille d'entre eux à Paris le 3 janvier 1918 s'efforce-t-il en préambule de lever les ambiguïtés « *qui provoquent un trouble profond et général dans l'esprit de leur mandat* » : « *Ils déclarent que leur action doit constamment rester sous la direction et le contrôle des syndicats qui sont les véritables arbitres et les seuls gardiens des intérêts et des droits des travailleurs.* » Mais ils n'en revendiquent pas moins, en tant que représentants « *de 180 000 métallurgistes* », la « *faculté de se réunir et de se concerter (...) afin de soumettre en commun, pour l'ensemble du personnel, des solutions syndicalement étudiées* ». Les délégués approuvent ensuite « *l'attitude observée par la minorité à la Conférence de Clermont-Ferrand* » et exigent « *l'exécution loyale, vigoureuse et rapide* » de la résolution « *votée à l'unanimité* ». « *Avec la révolution russe dont les propositions sont si proches de celles du président Wilson* », ils considèrent que « *les conjonctures présentes permettent d'envisager les possibilités d'une paix sans annexion, sans indemnité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », ce qui nécessite d'abord l'instauration « *d'un armistice général* » et la publication par le gouvernement français de ses buts de guerre. Ils se prononcent d'autre part pour la tenue d'une conférence internationale « *de tous les représentants de la classe des travailleurs* ».

Cet ordre du jour reprend les principaux thèmes, entre autres celui d'une Société des nations ouverte aux représentants des organisations ouvrières, développés à la même époque par Jean Longuet et ses camarades de tendance dans le Parti socialiste. Il est vrai que de très nombreux délégués sont membres de sa Fédération de la Seine et que la plupart d'entre eux se rangent dans cette minorité (10). Jean Longuet et d'autres députés socialistes de la Seine qui lui sont proches interviennent fréquemment dans les réunions organi-

sées par les syndicats et les délégués des principales usines. Ainsi, le 15 avril, Jean Longuet et Marcel Cachin, qui tentent alors de regrouper dans une tendance « *centriste* » les majoritaires adversaires du « *droitier* » Renaudel, prennent la parole devant plus de 1 000 ouvriers et ouvrières de Renault rassemblés pour protester contre l'arrestation de l'un de leurs délégués. En revanche, aucun représentant du CRRI n'est présent. Les délégués des usines de guerre de la région parisienne se considèrent donc comme faisant partie de la minorité de la CGT mais « *n'ont guère à voir* » (11) avec le CDS, même si Péricat est parfois invité à intervenir dans les meetings qu'ils organisent et n'envisagent pas de se concerter avec lui pour envisager une action commune.

Les hésitations du CDS

Les responsables du CDS se retrouvent confrontés à d'autres difficultés. Ils constatent d'abord le peu d'empressement de la majorité de la CGT à mettre en œuvre les décisions prises à Clermont-Ferrand, en particulier celle relative à la convocation du congrès confédéral. Début février, le comité confédéral fait parvenir aux syndicats un questionnaire leur demandant s'ils sont « *d'avis de le tenir* » et s'ils pourront s'y faire représenter. Par cette consultation, « *la CGT connaîtra si le congrès à organiser présentera exactement toutes les forces syndicales groupées dans la CGT* ». Puis, le 7 mars, le comité décide que Jouhaux fera partie de la délégation que la « *Conférence socialiste interalliés* », qui s'est tenue à Londres fin février, a mandatée pour se rendre aux États-Unis et rencontrer les dirigeants de l'AFL. Ces derniers avaient en effet refusé d'assister à cette conférence et fait savoir qu'il était hors de question pour eux de dialoguer avec des représentants des organisations ouvrières des « *puissances ennemies* ». La délégation devra donc convaincre les syndicalistes américains d'accepter le mémorandum qui doit servir de base de discussion à la future

(10) Voir J.-L. Robert, *op. cit.*, p. 236.

(11) J.-L. Robert, *op. cit.* p. 236.

conférence internationale ouvrière. Le congrès confédéral ne pourra bien sûr se tenir qu'après le retour en France de Jouhaux, retour dont il est évidemment impossible de déterminer la date. Pour le CDS, cela équivalait à renvoyer le congrès aux calendes grecques. Dans ces conditions, la minorité doit, comme cela avait été envisagé à Clermont-Ferrand, se substituer à une direction défailante et convoquer elle-même le congrès avant l'échéance du 1^{er} mai.

D'autre part, la signature du traité de Brest-Litovsk met les militants du CRRI et du CDS quelque peu en porte-à-faux. *Le Temps*, comme la plupart des journaux, se déchaîne contre « *la poignée d'anarchistes* » qui « *ont livré la Russie à son ennemi* » pour « *chercher à tout prix à sauver leur pouvoir personnel* » (12). *L'Humanité* fustige elle aussi cette « *paix à la russe* » due à la « *trahison des duumvirs Lénine et Trotsky de leur patrie, de la révolution, des alliés mais aussi de l'opposition socialiste allemande* » (13). Elle va même jusqu'à espérer un « *sursaut révolté* » en Russie contre le pouvoir soviétique. Face à ce déferlement de haine, le CRRI rappelle que ce dernier s'était adressé « *à tous les peuples en guerre et à leurs gouvernements avec la proposition de négocier une paix générale* » et que les pays de l'Entente, en rejetant cette proposition, n'ont laissé d'autre choix aux bolcheviks que d'accepter la mort dans l'âme le diktat des Empires centraux. Les zimmerwaldiens français, tout en renouvelant leur soutien indéfectible au « *mouvement de révolution sociale inaugurée par (leurs) camarades russes* » (14), se défendent de vouloir pour la France « *la paix à tout prix* » comme celle que ces derniers ont été obligés de signer. Même les « *extrémistes* » de l'UD cégétiste de la Loire, dans une lettre ouverte adressée à Renaudel, affirment qu'ils œuvrent « *dans un but d'humanité, pour une paix juste, non, comme on veut l'insinuer tous les jours, pour une paix allemande* » (15). Le CRRI, quant à lui, ne se contente pas de ce rejet implicite du défaitisme ; il le condamne dans un ordre du jour qui s'élève contre « *l'abominable campagne de mensonge et de diffamation* » dont

sont victimes Hélène Brion, secrétaire de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs, et les autres institutrices et instituteurs arrêtés pour « *propagande défaitiste* » : « *Si nous en jugeons par l'usage qui est fait de ce terme, il ne peut signifier autre chose que partisan de la défaite de la France. Le comité ne croit pas qu'il existe des adeptes d'une telle doctrine dans notre pays. Son absurdité seule suffirait à le prouver. Nous protestons contre cette insulte faite au bon sens français par les trafiquants du patriotisme.* »

Ces accusations redoublent quand l'offensive allemande, tant redoutée depuis l'arrêt des combats sur le front Est, est déclenchée le 21 mars dans la Somme. Elle est particulièrement violente et les troupes anglaises et françaises reculent de plus de 60 kilomètres avant de pouvoir arrêter l'armée allemande qui, fin mars, n'est plus qu'à 80 kilomètres de Paris. En quelques jours, un demi-million d'habitants quitte précipitamment la capitale soumise à un bombardement quotidien. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que la plupart des militants syndicaux s'exprimant pendant cette période admettent la primauté de la Défense nationale sur toute autre considération, ou du moins ne la remettent pas en cause publiquement. Certains majoritaires, dans leurs interventions, se réfèrent de nouveau à l'Union sacrée. En conséquence, la quasi-totalité des grèves déclenchées les semaines ou les jours précédant l'offensive allemande cessent très rapidement. C'est le cas notamment à l'usine d'aviation Caudron, implantée à Issy-les-Moulineaux depuis le début de la guerre. Le principal dirigeant du comité de grève écrit à son patron, le 26 mars, que « *tous les ouvriers et ouvrières* » veulent que le conflit cesse immédiatement, « *au nom de la Défense nationale dont la compromission serait une lâcheté* »

(12) *Le Temps*, 4 mars 1918.

(13) , 13 mars 1918.

(14) « *Réponse aux calomnieux* », tract du CRRI, décembre 1917.

(15) Réponse de Renaudel à l'UD de la Loire, *L'Humanité*, 7 mars 1918.

et un acte de trahison » (16). Le travail reprend le lendemain sans que la principale revendication des grévistes, la réintégration de trois délégués licenciés, soit satisfaite. Les bombardements, les alertes aériennes, la désorganisation des transports en commun et la fermeture des lieux publics obligent les responsables syndicaux à annuler les meetings prévus ainsi que de nombreuses réunions. Les autres se tiennent devant des auditoires des plus clairsemés.

Peut-on, dans ces « heures tragiques », continuer à préconiser une grève générale et poursuivre sa préparation ? Le 17 mars, le congrès du Comité intercorporatif du Centre avait réaffirmé que les syndicats minoritaires devaient « engager une campagne sans délai » pour la paix et la « mener au prix de tous les sacrifices matériels indispensables et possibles ». Il avait aussi précisé que, pour lui, une « paix juste » ne pouvait résulter que de « la déchéance des gouvernements par la révolution triomphante ». Le « Congrès interdépartemental du Centre, du Sud-Est et de la Loire » de la minorité, réuni à Saint-Etienne le 25 mars, soit quatre jours après le déclenchement de l'offensive allemande, est du même avis. Les délégués venus de dix départements et représentant 72 syndicats adoptent une motion présentée par Andrieu demandant au comité confédéral « s'il est résolu à tenir le congrès national au plus tard le 21 avril » et exigent une réponse dans les quinze jours. En cas de refus, le congrès interdépartemental « charge le CDS de l'organiser pour le 26 avril afin que les délégués puissent rapporter les décisions dudit congrès pour leur mise en application immédiate », autrement dit préparer la grève générale à partir du 1er mai. Cette motion recueille 35 voix contre 18 se portant sur celle défendue par Merrheim qui demande au comité confédéral de fixer avant le 15 avril « la date du congrès confédéral au 1er mai » et d'« inviter tous les travailleurs français à chômer ce jour-là ». Mais elle n'évoque pas la possibilité pour la minorité de convoquer ce congrès de sa propre initiative.

Si l'on en croit le Comité intercorporatif de la Loire, « dès le lendemain, une sourde lutte » est menée « contre l'appli-

cation des décisions de ce congrès interdépartemental » (17). Dans un premier temps, le comité confédéral, « harcelé par la minorité », s'engage à répondre aux syndicats et aux fédérations qui le pressent de déterminer la date du congrès. Mais la majorité s'interroge ouvertement sur l'opportunité de convoquer celui-ci alors que l'offensive allemande s'intensifie et rappelle qu'en tout état de cause il ne pourra se tenir qu'après le retour de la délégation socialiste des États-Unis. Merrheim s'efforce de convaincre Péricat de faire preuve de patience et de renoncer au congrès programmé le 26 avril à Saint-Etienne, auquel la Fédération des métaux n'a de toute manière aucune intention d'assister. Une telle initiative provoquerait l'éclatement de la CGT alors que l'unité est plus que jamais nécessaire face à Clemenceau déterminé à en finir avec « l'agitation pacifiste ». La répression frappe tout particulièrement les instituteurs et plus encore les institutrices syndicalistes : condamnations à des peines de prison puis révocations de l'enseignement d'Hélène Brion et de Lucie Collard, déplacements d'office de Fernand Loriot et d'Henriette Izambard ainsi que de deux professeurs du Rhône,

Calzan et Cuminal.

La FNSI dénonce l'acharnement dont le gouvernement fait preuve contre ses militants-e-s et lance un appel à la solidarité du mouvement ouvrier. La direction de la CGT y répond en invitant ses organisations à exprimer leur soutien « malgré les divergences



Hélène Brion (1882-1962), institutrice, féministe, syndicaliste CGT et pacifiste. D.R.

d'opinion qui peuvent exister ».

Mais cette répression est sélective car, si les syndicalistes enseignants sont dure-

(16) Cité par J.-L. Robert, *op. cit.*, p. 214.

(17) Lettre de l'union départementale de la Loire, *Le Populaire*, 21 mai 1918.

ment frappés, il n'en est pas de même pour ceux de la Fédération des métaux qui, pourtant, jouent un rôle déterminant dans la minorité. Clemenceau n'ignore pas les dissensions qui ne cessent de s'approfondir entre les « extrémistes » du CDS et les dirigeants de cette fédération, et il entend bien en tirer profit. Il se montre conciliant envers Merrheim. Il s'entretient avec lui à plusieurs reprises et lui « propose même une mission, qu'il refuse, auprès de Lénine et de Trotsky pour tenter d'empêcher la paix séparée » (18). Le ministre de l'Intérieur recommande à la presse de ne pas évoquer ces entrevues... Clemenceau sait que la Fédération des métaux est hostile au déclenchement d'une grève générale, et il estime que, sans cette participation, celle que préparent le CDS et les minoritaires de la Loire n'aura qu'une ampleur limitée. Il laisse donc se développer l'agitation en faveur de la grève du 1er mai et autorise les réunions et les meetings des organisations qui la préparent. Le Tigre, pour affaiblir la minorité pacifiste, recourt aux méthodes qu'il avait déjà utilisées quand il était chef du gouvernement à la fin des années 1900 : corruption, infiltration d'informateurs et d'agents provocateurs, rumeurs propagées pour discréditer certains militants déjà controversés ou faire croire à l'existence de « complots défaitistes » financés par l'étranger, comme, en mars 1918, celui prétendument fomenté par des syndicalistes de la Loire.

On peut comprendre que, dans ces conditions, Péricat puisse hésiter à mettre en œuvre le mandat qui lui a été confié à Saint-Etienne. Comme le constate Georges Dumoulin, affecté spécial à une mine de la Loire depuis janvier 1917 après deux ans et demi passés au front, « ici, on ne subordonne rien à l'offensive, à Paris on en tient largement compte. Prudence en haut, besoin d'agir en bas » (19). Le 6 avril, le CDS décide, « pour marquer une fois de plus » sa bonne volonté, de convoquer le Congrès de Saint-Etienne, qui ne sera que celui de la minorité précise-t-il, non le 26 avril mais le 19 mai. La réaction d'Andrieu ne se fait pas attendre : « Nous étions tombés d'accord pour que le congrès ait lieu avant le 1er mai. (...) Or je suis surpris de lire dans *Le journal du peuple* que le CDS

organise le congrès pour la mi-mai. Mon conseil syndical m'a chargé (...) de protester contre ce retard fâcheux. Nos précautions sont prises pour que le 1er mai les travailleurs descendent dans la rue au moins pour 48 heures » (20). Mais, à Paris, l'Union des syndicats de la Seine fait savoir le 18 avril qu'« elle n'imposera pas le chômage traditionnel le 1er mai », tout en assurant qu'elle « apportera son concours » (21) aux syndicats qui appelleront à cesser le travail. Le lendemain, le comité confédéral discute à son tour du 1er mai. Péricat se prononce d'abord pour la grève, puis, tenant compte des objections de ceux qui ne veulent pas nuire à la Défense nationale, il propose que le personnel des usines de guerre ne soit pas appelé à suivre le mouvement. Cette concession ne parvient pas à convaincre ses interlocuteurs et le comité décide de « reprendre à son compte les résolutions de l'Union des syndicats de la Seine ». Il explique dans un « Manifeste aux travailleurs de France » pourquoi « la situation angoissante » dans laquelle se trouve le pays interdit à la confédération de les convier « au chômage traditionnel » du 1er mai. Il les invite cependant à se réunir pour exprimer leur exigence d'une « paix des peuples, sans annexion ni indemnité » pour laquelle une « manifestation générale » sera organisée dès que les circonstances le permettront. Enfin, sous la pression de la Fédération des métaux, le comité prend l'engagement de tenir le congrès confédéral si possible fin mai.

Le 20 avril, le CDS se réunit à son tour et décide de tenir un meeting à Paris le 1er mai. Il invite d'autre part « toutes les organisations qui sont pour le contrôle des syndicats sur les organisations centrales, (...) qui veulent que les syndiqués tracent eux-mêmes les directives de l'action ouvrière » à participer au congrès

(18) Notice biographique du Maitron.

(19) Lettre de Dumoulin à Pierre Monatte, 22 avril 1918, in *Syndicalisme révolutionnaire et communisme* ; les archives de Pierre Monatte présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland, Paris, François Maspero, 1968, p. 257.

(20) Lettre d'Andrieu à Péricat du 13 avril 1918, Daniel Jaboulay, forez-info.com.

(21) *Le Populaire*, 20 avril 1918.

minoritaire de Saint-Etienne les 19 et 20 mai. Quelques jours plus tard, la commission exécutive de la Fédération des métaux condamne l'initiative du CDS qui, en convoquant toutes les organisations syndicales à son congrès, se substitue aux instances de la CGT et met en péril son unité (22). La rupture entre le CDS et la fédération est ainsi consommée. Le 2 mai, Merrheim assiste pour la dernière fois à une réunion du CRRI. La minorité zimmerwaldienne s'est définitivement disloquée.

Finalement, plusieurs syndicats parisiens, dont ceux des terrassiers, des menuisiers et des maçons, appellent à chômer le 1^{er} mai. Le meeting du CDS réunit 4 000 participants. Hubert, du Syndicat des terrassiers, constate « *que le bureau confédéral et l'Union des syndicats ont saboté le 1^{er} mai* », « *puissamment favorisés* » par « *la censure gouvernementale* » qui « *a supprimé toutes les convocations adressées (...) aux travailleurs organisés* » (23). D'autres meetings ont lieu en province. La grève est massive dans la Loire, notamment à Saint-Etienne où la police disperse violemment une manifestation ouvrière. À Bourges, 20 000 manifestants envahissent le centre-ville aux cris de « *À bas la guerre, vive la paix !* ». Dix-sept personnes sont arrêtées, dont treize affectés spéciaux que le général commandant la région veut renvoyer au front. À Firminy, onze grévistes sont licenciés et six poursuivis pour avoir tenu des « *propos défaitistes* ». Ces arrestations et ces licenciements accroissent encore la tension dans des villes déjà au bord de l'explosion, si l'on en croit les autorités locales. Les responsables syndicaux parviennent cependant à persuader les ouvriers d'attendre le Congrès de Saint-Etienne pour se lancer dans l'action.

Les grèves de mai dans la Seine...

En revanche, la grève démarre dès le 13 mai dans les usines de guerre de la région parisienne à l'initiative des délégués d'atelier qui avaient tenu, fin avril, de nombreuses assemblées générales massives et déterminées. Ce sont ceux de Renault qui lancent le mouvement en votant le 11 le principe de la grève. Le 12, 600 délégués de la Seine, réunis à leur initiative, décident

à l'unanimité de commencer la grève le lendemain alors que, depuis le 29 avril, l'armée allemande a mis fin à son offensive et que la capitale n'est plus bombardée. Plus de la moitié des 200 000 salariés des usines de guerre répondent à leur appel. Les grévistes protestent contre la relève des jeunes classes et leur éventuel remplacement par des ouvriers américains ou japonais. Ils exigent aussi que les buts de guerre du gouvernement soient rendus publics. Mais, au-delà de ces revendications, ils veulent surtout exprimer leur lassitude d'une guerre qui n'a que trop duré. Les « *cartes de grève* » donnant droit aux repas distribués par les municipalités socialistes portent la mention « *Guerre à la guerre* ». C'est un mouvement d'« *indignation du prolétariat provoqué par les horreurs de la guerre* » (24) et déclenché sans l'aval des syndicats qui n'envisageaient absolument pas, étant donné les circonstances, de recourir à la grève, et sans concertation préalable avec le CDS. Mais les responsables de l'Union des mécaniciens se réunissent dès le soir du 13 avec les délégués de Renault, en présence de Merrheim, qui entend reprendre les choses en main, et constituent « *une commission de grève* ». Le même jour, les syndicats du bâtiment parisien appellent leurs adhérents à cesser le travail. En province, des débrayages ont lieu dans plusieurs usines de guerre. Mais les articles faisant allusion aux grèves sont systématiquement censurés alors qu'une grande partie de la presse s'en prend violemment aux « *embusqués* » des usines de guerre qui mettent en péril la Défense nationale. Les grévistes dénoncent les « *racontars* » qui veulent les faire passer pour des « *lâches, des défaitistes* » (25). Une délégation de l'UD de la Loire se rend à Paris pour informer les responsables syndicaux des métaux de la grève prévue pour le 19 dans leur région et tenter de les convaincre de tenir jusque-là (26).

(22) *Ibid.*, 27 avril.

(23) *Ibid.*, 2 mai.

(24) Intervention d'un gréviste des usines Clément-Bayard le 14 mai citée par J.-L. Robert, *op. cit.*, p. 226.

(25) *Ibid.*, p. 221.

(26) Intervention de Merrheim au congrès de la Fédération des métaux, *Le Populaire*, 13 juillet 1918.

Mais Merrheim, bien décidé à mettre fin à la grève le plus rapidement possible, prend contact avec les députés socialistes de la Seine, puis avec le groupe socialiste de la Chambre, afin d'obtenir une rencontre avec Clemenceau. Leurs démarches aboutissent et, le 16 mai, celui-ci reçoit les dirigeants de la Fédération des métaux qu'accompagnent Jouhaux et plusieurs parlementaires socialistes. Le président du Conseil se dit disposé à définir les buts de guerre du gouvernement en répondant à une interpellation du groupe socialiste et promet que seuls les grévistes ayant exprimé des « *déclarations condamnables* » seront sanctionnés. Le ministre de l'Armement, Louis Loucheur, leur affirme, quant à lui, qu'il n'est aucunement question de remplacer les ouvriers rappelés au front par des travailleurs étrangers (27). La Fédération des métaux prend acte et estime que Clemenceau a répondu aux attentes des grévistes. Aussi appelle-t-elle à la reprise du travail le 18 mai. Les délégués se réunissent le 17. Merrheim et les responsables du Syndicat des métaux de la Seine les adjurent de mettre fin à une « *grève impopulaire* » qui risque d'affaiblir l'organisation syndicale. Mais beaucoup de délégués ne sont pas convaincus de la sincérité de Clemenceau, qui s'est bien gardé de mettre ses promesses par écrit. La discussion est longue et orageuse. Finalement, il est convenu d'appeler le lendemain matin les ouvriers à se prononcer, usine par usine, sur la continuation de la grève et de se réunir de nouveau l'après-midi. Mais l'appel des syndicats à la reprise a provoqué le désarroi dans les ateliers et, le lendemain, la grève cesse dès le matin dans de nombreuses usines. Les délégués se résignent donc à voter, par 96 voix contre 10, une résolution qui, estimant que « *le caractère démonstratif de la manifestation peut être considéré comme réalisé* », reprend « *les propositions* » des organisations syndicales « consistant à la reprise normale du travail » (28) dès l'après-midi.

... et dans la Loire

Le même jour, la grève démarre à Firminy, sous l'impulsion d'Andrieu, pour exiger la libération des militants arrêtés le 1^{er} mai. Mais il s'agit aussi de faire pression sur les délégués du Congrès



Clovis Andrieu (1876-1936), secrétaire du syndicat des métaux de la Loire, animateur des mouvements pacifistes en mai 1918. D.R.

minoritaire et de les convaincre de la détermination de la base. Quand celui-ci s'ouvre le lendemain à Saint-Etienne, la grève s'est étendue à tout le bassin de la Loire et est massivement suivie. La nouvelle suscite l'enthousiasme des quelque 250 délégués mandatés par plus de 200 syndicats regroupant sans doute une

bonne moitié des effectifs confédéraux. Les minoritaires se réunissent alors que le comité confédéral vient enfin de décider que le congrès confédéral aura lieu du 15 au 19 juillet, le Syndicat des marins britanniques, farouchement jusqu'aboutiste, ayant empêché Jouhaux de se rendre en Angleterre où il devait s'embarquer pour les États-Unis avec la délégation socialiste. Pour eux, il ne fait aucun doute que cette décision est due à la pression qu'ils n'ont cessé d'exercer sur la majorité depuis Clermont-Ferrand. Tout danger de scission semble donc écarté, ce qui décide Dumoulin à accepter la présidence d'un congrès dont il réprovoque la tenue. La résolution adoptée par les délégués confirme donc que les minoritaires entendent préserver l'unité ouvrière et qu'ils resteront dans la CGT pour combattre Jouhaux et ceux qui le soutiennent ou s'appêtent à le faire. Reste le problème de l'appel à la grève générale. Pour Dumoulin, comme il le dira au congrès confédéral, « *on ne doit pas faire la grève quand il y a offensive allemande* ». Et pourtant, précisera-t-il, « *je ne suis pas Défense nationale* ». Mais, à Saint-Etienne, il considère qu'il ne lui « *appartient pas de prêcher la recule* » (29). Paradoxalement, l'un des

(27) Propos cité dans J.-L. Robert, *op. cit.*, p. 233.

(28) *Le Populaire*, 20 mai 1918.

(29) Lettre de Dumoulin à Pierre Monatte, 22 avril 1918, *Syndicalisme révolutionnaire...*, *op.cit.*

rares orateurs à exprimer des doutes sur l'écho que pourrait rencontrer un appel à la grève en dehors de la Loire n'est autre que Péricat : à Paris, la grève a cessé, et il est très peu probable qu'elle reprenne ; d'autre part, le pays est maintenu dans l'ignorance de ce qui se passe dans la région stéphanoise. Mais, dans l'ambiance survoltée du congrès, ses avertissements ne sont pas pris en considération par les plus déterminés, et beaucoup de ceux qui partagent ses appréhensions se laissent emporter par l'enthousiasme général. Ils ne sont que quatre à voter contre l'appel à la grève générale « jusqu'à l'armistice », mais soixante s'abstiennent. Une « commission centrale de grève » de douze membres est élue et il est prévu que les délégués, de retour dans leur région, mettent en place des commissions locales.

Dans les jours qui suivent, la grève s'étend à Saint-Chamond, à Roanne et dans les centres métallurgiques et les mines de la Nièvre et de l'Isère. Des débrayages ont lieu à Lyon et dans quelques ports. Mais, à Paris, les ouvriers du bâtiment, isolés, reprennent le travail, et à Bourges un délégué de la Fédération des métaux parvient, non sans mal, à convaincre les grévistes de reprendre le travail. Dans la Loire, où le gouvernement a envoyé plusieurs escadrons de cavalerie, la tension monte de jour en jour. Les incidents se multiplient, parfois attisés, selon les syndicalistes, par des « éléments douteux » et des « agents provocateurs ». À Firminy, des manifestants veulent s'opposer aux départs des rappelés. Il en est de même à Saint-Etienne où le représentant de la Fédération des métaux, accouru pour tenter de persuader les grévistes de reprendre le travail, est bousculé, hué et même séquestré pendant quelques heures dans la Bourse du travail. La censure se montre particulièrement vigilante et la presse est dans l'impossibilité de donner la moindre information sur ce qui se passe dans la Loire. Andrieu et ses camarades doivent se rendre à l'évidence : la grève ne s'étend pas comme ils l'avaient espéré et commence même à refluer. Dès lors, Clemenceau peut passer à l'offensive. Dans la nuit du 25 au 26, Andrieu et quarante-deux autres responsables de l'union départementale sont arrêtés et poursui-

vis pour « *complicité d'intelligence avec l'ennemi* » et « *incitation de militaires à la désobéissance et à la désertion* ». Des centaines d'affectés spéciaux sont envoyés à Châlons-sur-Marne pour être reversés dans des unités combattantes. À Paris, Péricat et les autres dirigeants du CDS subissent le même sort que leurs camarades de la Loire.

Le 26, le comité confédéral se réunit pour finaliser la convocation du congrès prévu en juillet et tenter de donner à ces conflits « *commencés en dehors des syndicats et des fédérations, une solution honorable et pour réclamer que la situation ne soit pas aggravée par des mesures de sanctions* » (30). Le CDS s'est comporté comme « *un organe se substituant, par son action, aux organisations régulières et à la CGT* ». Il est tombé dans le piège tendu « *par un homme au gouvernement qui cherchait une revanche* ». Ce qui ne doit pas empêcher la confédération de défendre les militants emprisonnés. Le même jour, une manifestation à Saint-Etienne est durement réprimée. Le 28, alors que l'armée allemande a repris son offensive et que Paris est de nouveau soumis aux bombardements, la grève a cessé presque partout, même dans la Loire.

Jouhaux et Merrheim, à la tête d'une délégation de la CGT, rencontrent, le 8 juin, les députés socialistes et des autres groupes de gauche. Ils s'efforcent de démontrer que la responsabilité « *du malaise général et profond* » à l'origine des grèves incombe à un patronat revanchard, qui n'a jamais voulu reconnaître les syndicats dans les entreprises et a « *disqualifié* » les délégués d'atelier, et surtout aux gouvernements, en particulier à celui de Clemenceau, qui se sont toujours obstinément refusés à répondre aux interrogations de la classe ouvrière sur leurs buts de guerre et ont tout fait pour empêcher la tenue de la conférence de l'Internationale. Il faut donc « *rapporter les sanctions (...) et revenir sur les arrestations* » de militants qui, « *comme les organisations, ont été débordés par*

(30) CGT. 19^e Congrès national corporatif, compte rendu des travaux, Paris, Imprimerie nouvelle (Association ouvrière), 1919, p. 42.

la masse » (31). Ils tiennent le même discours quand, le 12 juin, ils sont reçus par le président du Conseil. Un manifeste intitulé, « *La CGT devant la situation ouvrière. La leçon des faits* », reprend ces arguments et tente de justifier l'attitude de la confédération pendant « *les récents mouvements ouvriers* » (32). La censure empêche sa publication dans la presse.

Le 6 juin, la réunion du CRRI, qui avait fait circuler en mai un tract en soutien au mouvement gréviste, adopte un ordre du jour défendant inconditionnellement les intentions et l'action des « *camarades arrêtés et poursuivis* » (33) et justifiant « *les mouvements prolétariens contre la guerre qui se produisent dans le monde entier, [et qui] sont naturels, légitimes et nécessaires* ». Ceux-ci correspondent à la pensée de l'Internationale d'avant-guerre lorsqu'elle déclarait à plusieurs reprises : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique pour agiter les couches populaires les plus profondes afin de précipiter la chute de la domination capitaliste* ». Le lendemain, c'est au tour du CDS de se réunir et de protester contre les arrestations. Il procède aussi à la désignation de son nouveau secrétariat.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'échec de la tentative de grève générale du printemps 1918. D'abord, la faiblesse et l'éparpillement de ceux qui ont essayé de l'organiser. La principale composante de la minorité de la CGT, la Fédération des métaux, a, sous l'impulsion de Merrheim, approfondi au fil des mois son rapprochement avec la direction confédérale. Son refus d'envisager une grève générale quand l'armée allemande passe à l'offensive ou s'apprête à le faire a considérablement accéléré ce processus. Quand, malgré ses avertissements, les grèves éclatent, elle met tout en œuvre, de concert avec Jouhaux, pour les faire cesser le plus rapidement possible. Pour un mouvement qui touche essentiellement la métallurgie, c'est là un obstacle bien difficile à surmonter.

Le CDS et les minoritaires du bassin de la Loire et des départements limitrophes ont donc été les seuls à prendre en charge la préparation de la grève. Certes, les militants du groupe de La Vie ouvrière, principaux animateurs du CRRI, sont restés en contact avec Péricat et ses camarades. Mais ils n'ont pas été associés à la préparation d'un mouvement qu'ils jugeaient pour le moins inapproprié aux circonstances. Il faut dire aussi qu'au printemps 1918 le CRRI se préoccupe essentiellement de son intervention dans le Parti socialiste où les minorités gagnent du terrain, intervention dont les syndicalistes anarchistes du CDS se désintéressent. Les zimmerwaldiens sont donc sinon divisés du moins répartis dans deux groupes qui n'éprouvent pas le besoin de définir une orientation et une intervention communes. Les délégués d'atelier qui vont animer les grèves de la région parisienne se revendiquent eux aussi de la minorité cégétiste, mais sont souvent membres du PS et proches de Jean Longuet. Ils préparent leur action indépendamment du CDS sans tenir compte de son calendrier centré sur la tenue du congrès de Saint-Etienne. Leur grève démarre donc le 13 mai, au moment même où les militants de la Loire parviennent à convaincre les ouvriers et les ouvrières des usines de guerre d'attendre le 19 pour commencer la leur !

D'autre part, les grèves ne touchent que la métallurgie et, dans une moindre mesure, le bâtiment et les mines. Persuadés qu'elles allaient très rapidement faire tâche d'huile, les militants du CDS ne se sont pas vraiment donné les moyens d'intervenir avant leur déclenchement dans d'autres secteurs, comme les transports. Certes, les usines de guerre emploient à elles seules 1,7 million de salariés en 1918, contre 50 000 en juillet 1914 ! Et ce n'est pas seulement leur nombre qui fait des métallurgistes le fer de lance du mouvement gréviste. Des militants aguerris venus de Paris ou du Nord ont été envoyés en tant qu'affectés spéciaux dans le bassin

(31) *Ibid.*, pp. 43-46.

(32) *Ibid.*, pp. 42-43.

(33) Tract « Aux socialistes, aux syndicalistes, à tous les révolutionnaires », juin 1918.

de la Loire et d'autres centres industriels et ont grandement contribué à donner au mouvement ouvrier de ces régions leur dynamisme et leur orientation révolutionnaire. Il faut aussi souligner le rôle déterminant tenu par les délégués d'atelier dans le déclenchement et l'encadrement du mouvement gréviste. Il n'en est pas moins vrai que cette « étroitesse de sa base sociologique » (34) a représenté un réel handicap pour un mouvement qui s'est heurté à un gouvernement faisant preuve d'une indéniable habileté et parvenant à éviter le déferlement de la « vague révolutionnaire naissante » (35). Sachant que l'usage prématuré de la répression pouvait provoquer des réactions imprévisibles, il s'est montré patient et n'a rien fait pour entraver la préparation puis le déclenchement d'une grève dont le reste de la France ne peut pas prendre connaissance. Il n'a plus alors qu'à attendre l'inévitable reflux d'un mouvement ainsi isolé pour le décapiter en mettant sous les verrous les « meneurs » et les responsables du CDS accusés « d'intelligence avec l'ennemi ». La reprise du travail est d'autant plus rapide que l'armée allemande lance au même moment sa deuxième offensive. La première avait déjà contraint le CDS à ajourner le congrès minoritaire et la grève dont celui-ci devait lancer le signal. Pouvaient-on en effet appeler à la grève quand l'armée allemande s'approchait de Paris ? « Grève jusqu'à la paix » ? Certes, mais quelle paix ? La « paix à tout prix », « la paix allemande », comme celle que le traité de Brest-Litovsk avait imposée à la Russie bolchevique et à laquelle la France ne pourrait échapper en cas de défaite ? Une paix aux antipodes de la « paix des peuples », de la « paix juste » que les pacifistes appellent de leurs vœux ? À cette question, même Pierre Monatte, qui deviendra pourtant le principal animateur de la minorité cégétiste après la guerre,

répond de la même manière que Merrheim et Dumoulin : « *Le mouvement a éclaté à l'une de ces mauvaises heures. Il y avait menace d'offensive allemande ; il ne pouvait pas y avoir chez nous de grève à un tel moment* » (36). Ils sont peu nombreux en définitive ceux qui, comme Andrieu, sont résolus à employer, quoi qu'il arrive, « tous les moyens » pour « arrêter les usines de guerre et paralyser ainsi la production des outils servant depuis quatre ans à nous entretenir » (37).

Péricat et la plupart des autres militants arrêtés ne sortent de prison qu'au lendemain de l'armistice après avoir bénéficié d'un non-lieu. Mais la détention d'Andrieu ne prend fin qu'en février 1919. Ils ne participent donc pas en juillet au congrès confédéral de Paris qui se déroule suivant le même scénario que celui de la conférence de Clermont-Ferrand : réquisitoires implacables de Merrheim et de Dumoulin contre l'attitude de Jouhaux et de la majorité pendant la guerre, concessions mineures de celle-ci, appels solennels à l'unité, désignation d'une commission chargée d'élaborer un compromis qui recueille 75 % des mandats. Les éléments les plus jusqu'aboutistes de la majorité s'abstiennent tandis que seuls les « ultras » de la minorité votent contre. Celle-ci va donc se recomposer sur la base du soutien à la révolution russe et de la dénonciation du réformisme de la nouvelle direction confédérale. Car, « après la Russie, la révolution gronde partout » (38). ■

(34) J.-J. Becker, *Victoires et frustrations*. 1914-1919, Paris, Le Seuil (Nouvelle histoire de la France contemporaine, t. 12), 1990, p. 129.

(35) *Ibid.*

(36) *Ecole de la Fédération*, n° 1, octobre 1918.

(37) Notice Clovis Andrieu du *Maitron*.

(38) « *Aux travailleurs de France* », tract du CDS daté de novembre 1918.

États-Unis 1918-1920 (1)

Lutte des classes et « peur des rouges »

par Rémy Janneau

« *Passer pour un rouge au cours de l'été 1919 était encore plus dangereux que d'être boche ou pacifiste au cours de l'été 1917* » (John Dos Passos)

Au cours d'une conversation privée, un jour de 1919, Trotsky dit à Lénine : « *Lénine et Wilson, voilà les deux principes apocalyptiques de l'histoire contemporaine.* » Cette formule, qui aurait déridé Vladimir Illitch (2), résumait le « *brusque déplacement de l'axe du monde* » (3) provoqué par une guerre dont l'Europe sortait dévastée, lourdement endettée et secouée par une vague révolutionnaire sans égale depuis 1848. À un jeune État prolétarien porteur des espérances de la classe ouvrière internationale faisait face une puissance devenue tout à la fois l'atelier, l'entrepôt et le banquier du monde, rôles traditionnellement dévolus à la Grande-Bretagne. L'Oncle Sam n'échappait pas pour autant, à ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'après-guerre, crise économique mais aussi crise sociale dont les chiffres traduisent l'ampleur : plus de 4 millions de grévistes, 3 630 grèves (4), 25 émeutes urbaines, pour la seule année 1919.

« Une épidémie de grèves » (5)

Ni la guerre, ni la répression et les violences de toutes sortes exercées dès 1917

tant par les pouvoirs publics que par les milices privées n'avaient interrompu la lutte des classes de ce côté de l'Atlantique. Bien au contraire, les résistances multiformes à la guerre et à la conscription, les revendications ouvrières, l'avaient intensifiée. Au sortir du conflit, alors même que les dirigeants du syndicat révolutionnaire IWW (6), partisans de la grève générale, sont en prison, le pays est balayé, des mines des Appalaches aux aciéries de Pennsylvanie, des docks de New York aux scieries du lointain État de Washington, par une véritable lame de fond sociale. Sidérurgistes de la US Steel, ouvriers de la confection, téléphonistes, acteurs et même

(1) Les événements de l'année 1917 ont été traités dans le numéro 73 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (États-Unis 1917, impact de la guerre, écho de la révolution).

(2) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, conférence prononcée le 28 juillet 1924, Bibliothèque de *L'Humanité*, 1926, Réédition Anthropos, 1971, p. 48.

(3) *Europe et Amérique*, p. 60.

(4) Nombre retenu par Philip Sheldon Foner, historien du mouvement ouvrier, in *History of the labor movement in the United States of America*, tome 8, *Postwar struggles. 1918-1920*, International Publishers, 1988, p. 1.

(5) « *An epidemic of strikes* », *Literrary Digest*, cité par P. S. Foner, *op. cit.*, p. 1.

(6) *International Workers of the World*. Organisation syndicaliste révolutionnaire.

policiers de Boston revendiquent des augmentations de salaire, une amélioration de leurs conditions de travail et la reconnaissance de leurs droits syndicaux (7). « *Tout le monde fait grève... se lamente le journal Outlook, la fièvre de la grève est dans l'air... La maladie qui frappe notre système industriel éclate ici, se calme ailleurs... À peine une grève se termine-t-elle que d'autres commencent* » (8).

La pointe la plus avancée du mouvement est la grève de Seattle, ville où les traditions de lutte sont solidement ancrées. En pleine guerre, la classe ouvrière a riposté par de puissantes manifestations à la répression qui frappait le président local de l'AFL (9), par ailleurs militant socialiste, arrêté et torturé pour obstruction à la conscription. Cette combativité ne se dément pas la guerre terminée. En février 1919, une grève générale paralyse la ville pendant cinq jours. Toutes les activités cessent à l'exception de celles qui répondent aux besoins d'extrême nécessité. L'importance de cette grève, en effet, réside moins dans sa durée que dans son ampleur (100 000 grévistes) et surtout dans son organisation. La classe ouvrière contrôle la conduite de sa grève, assure la gestion de la ville et veille elle-même au maintien de l'ordre.

Initiée par les 35 000 ouvriers des chantiers navals à partir de revendications salariales, la grève est immédiatement relayée par 110 syndicats locaux, affiliés, pour la plupart, à l'AFL, quelques-uns aux IWW. Un comité de grève générale est mis en place. Chaque syndicat y envoie trois délégués élus par la base. Les ouvriers japonais y sont représentés. Même s'ils n'y occupent qu'une position d'observateurs, ce fait est extrêmement important dans la mesure où il transgresse les préventions de l'AFL contre les travailleurs non blancs, immigrés et peu qualifiés.

Ce comité de grève contrôle toutes les activités. Les pompiers restent à leur poste. Les blanchisseuses ne travaillent que pour l'hôpital et les véhicules autorisés à circuler portent l'estampille : « *Exempté par le comité de grève* ». Il assure le ravitaillement, répartit sur la ville trente-cinq postes de distribution du lait, met en place et gère des cantines collectives.

Une milice ouvrière composée de vétérans de la guerre assure le maintien de l'ordre. Alors même que cette milice ne porte pas d'armes, la criminalité chute remarquablement pendant la grève. Le commandant du détachement de *marines* envoyé pour reprendre le contrôle de la ville devra reconnaître qu'en quarante ans d'expérience il n'a jamais vu une ville aussi calme et bien gérée ! Cette discipline collective témoigne des progrès que peut accomplir la conscience d'une classe qui prend son destin en main.

Cette prise de contrôle des affaires de la ville va très au-delà d'une simple lutte revendicative, ce qui n'échappera pas aux représentants les plus lucides de la bourgeoisie qui y verront « *le premier soviet du pays* » (10). Le maire de Seattle soulignera quelques mois plus tard que cette grève était plus dangereuse pour ce qu'elle symbolisait que par la paralysie qu'elle occasionnait : « *La grève générale prétendument débonnaire de Seattle était une tentative de révolution [...] d'autant plus dangereuse qu'elle est non violente. Pour parvenir à ses fins, elle doit [...] arrêter le mouvement vital de la communauté [...] c'est-à-dire mettre le gouvernement hors jeu* » (11).

Cette grève inquiète d'autant plus les autorités qu'elle s'inscrit dans le contexte d'une montée internationale de la révolution. Les dockers de Seattle, mais également leurs camarades de San Francisco, ont fait le lien avec la révolution russe en refusant de charger les armes et le ravitaillement destinés aux forces visant à renverser le gouvernement soviétique.

(7) Selon P. S. Foner, 80 % des grèves sont motivées par le niveau des salaires, la durée de la journée de travail et la reconnaissance des droits syndicaux, *op. cit.*, p. 2.

(8) Cité par P. S. Foner, *op. cit.*, p. 1.

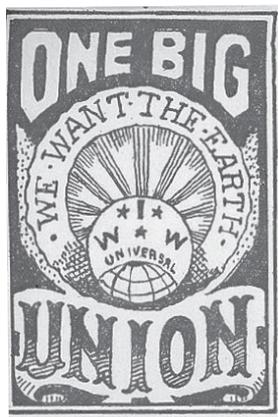
(9) *American Federation of Labor*. Organisation réformiste composée de syndicats de métiers (voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité).

(10) Jacques Portes, *Histoire des États-Unis de 1776 à nos jours*, Armand Colin, 2010, p. 167.

(11) Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Agone, 2002 (première édition : 1980), p. 430.

Grèves, classe ouvrière et syndicats

Les syndicats vont se trouver, parfois à leur corps défendant, au cœur des luttes qui vont marquer l'année 1919. La classe ouvrière américaine s'appuie principalement sur deux organisations : l'*American Federation of Labor*, réformiste mais très largement majoritaire (12), et les



Affiche des IWW. D.R.

International Workers of the World, syndicalistes révolutionnaires (13). Pendant la guerre, les IWW ont organisé de grandes grèves tandis que l'AFL prenait la tête de l'*Alliance for Labor and Democracy* et collaborait au *War Labor Board* (14). C'est avec le « *complet accord* » (15) du syndicat réformiste

que le gouvernement a réprimé les grèves et durement frappé les révolutionnaires.

Cette hostilité de la direction de l'AFL aux grèves de masse parties de la base ne se démentira pas la guerre terminée. À défaut de les empêcher, elle s'efforcera de les canaliser, de les conduire à l'échec et, surtout, d'en interdire la généralisation. En octobre 1919, au plus fort de la crise sociale, elle siégera, à cette fin, aux côtés des représentants du gouvernement et des organisations patronales dans une conférence industrielle visant à y mettre un terme. Encore aurait-il fallu que le patronat accorde quelques concessions, notamment en matière de droit syndical (16), ce qui ne fut pas le cas. Ce « Grenelle » avant la lettre fut un échec total.

Cette opposition entre réformistes et révolutionnaires se complique toutefois d'une autre question qui marquera plus durablement le mouvement ouvrier américain : alors que la division du travail, le taylorisme, le travail à la chaîne, amènent dans les ateliers un nombre croissant de manœuvres peu ou non qualifiés, l'AFL conserve jalousement sa structure par syndicats de métiers, réservés aux

ouvriers qualifiés, généralement blancs. Cette orientation à la fois réformiste et discriminatoire a évidemment des racines sociales : la fédération est dirigée par une bureaucratie touchant des salaires parfois égaux à ceux des directeurs d'entreprise. Samuel Gompers (17), président quasi inamovible de l'AFL pendant près de quarante ans, est l'incarnation caricaturale de cette « *aristocratie ouvrière* » (18) que la bourgeoisie « engraisse, affirmait Trotsky, pour tenir le prolétariat en tutelle » (19).

La bureaucratie syndicale aura toutefois le plus grand mal à exercer cette « *tutelle* » voire à contrôler ses propres cadres. Le déroulement de la plupart des grèves indique, en effet, que les travailleurs, si critiques qu'ils puissent être à l'égard de leurs syndicats, s'efforcent de s'en saisir et de les ramener à leur fonction originelle : la défense de leurs intérêts de classe.

À Seattle, les syndicats qui structurent le mouvement et convoquent le comité

(12) À la fin de la guerre, l'AFL compte plus de 4 millions de syndiqués.

(13) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité.

(14) Fondée par la direction de l'AFL sous la houlette de son président Samuel Gompers, l'*Alliance for Labor and Democracy* se proposait « *d'unifier le sentiment national* », en d'autres termes de mobiliser les travailleurs en faveur de l'effort de guerre. Le *War Labor Board* était une structure tripartite gouvernement-patronat-AFL qui visait à « *pacifier les relations sociales* » pendant la durée du conflit.

(15) Jacques Portes, *op. cit.* ; p. 162.

(16) Episode piquant mais révélateur de la gravité de la crise, le milliardaire John D. Rockefeller, jusqu'alors ennemi résolu des syndicats, se distingua des autres représentants du patronat en défendant, devant une conférence médusée... le droit syndical ! Voir P. S. Foner, *op. cit.*, pp. 6 à 10.

(17) Sur Gompers, voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, même article, note 13.

(18) L'expression « *lieutenants ouvriers de la bourgeoisie* » (*labor lieutenants of the capitalist class*) n'est d'ailleurs pas de Lénine, qui ne fait que la reprendre, mais, selon ses propres termes, des « *disciples américains de Daniel De Léon* », dirigeant du Parti socialiste d'Amérique et des IWW (*La Maladie infantile du communisme*, 10/18, 1963, p. 68).

(19) *Europe et Amérique*, p. 59.

de grève générale sont, nous l'avons vu, très majoritairement affiliés à l'AFL, mais c'est la pression des dirigeants fédéraux de cette organisation qui, au bout de cinq jours, impose la fin de la grève. Cette contradiction entre l'orientation réformiste des dirigeants et les aspirations de leur base se retrouve pratiquement dans tous les mouvements revendicatifs. Les sidérurgistes de Johnstown, massivement syndiqués à l'AFL, avertissent ainsi leur direction : « *Si le comité national [de l'AFL] n'autorise pas la tenue d'un vote cette semaine pour décider la grève générale, nous serons obligés d'appeler à la grève nous-mêmes* » (20), indiquant clairement que s'ils se saisissent de l'outil syndical, ils ne subordonnent pas leurs décisions à celles de ses dirigeants.

Les cadres intermédiaires du syndicat se trouvent d'ailleurs très vite dans une situation intenable. À William Foster, militant révolutionnaire qui occupe des responsabilités à l'AFL et organisateur des ouvriers de l'acier de Chicago (21), ils adressent ce message qui témoigne, pour le moins, de leur situation contradictoire

et de l'ambiguïté de leurs sentiments : « *On ne peut plus attendre de nous que nous rencontrions ces travailleurs enragés qui nous traiteront de traîtres si la grève est repoussée.* » À Pittsburg, de l'aveu de Gompers, les cadres de l'AFL se voient ainsi contraints de soutenir une grève lancée par les IWW. Les pressions conjuguées du dirigeant de l'AFL et du président Wilson lui-même ne pourront empêcher, en septembre 1919, 100 000 sidérurgistes de Pennsylvanie, bientôt rejoints par 250 000 de leurs camarades, de commencer une grève appelée à durer trois mois (22). Daniel Guérin commente ainsi l'attitude de Gompers et de la bureaucratie de l'AFL : « *La bataille fut finalement perdue par suite non seulement du manque de solidarité des dirigeants syndicaux, mais aussi de leur sabotage* » (23).

À New York, les débardeurs et les imprimeurs en grève expriment, à l'égard des dirigeants de l'AFL, une méfiance dont se fait l'écho, en termes très directs, le journal socialiste *The Nation* : « *Dans cette ville, les dirigeants syndicaux nationaux qui travaillent pourtant la main dans la main avec les patrons ont été totalement incapables d'empêcher le soulèvement des travailleurs de l'imprimerie. "L'homme de la base" [...], après avoir perdu toute confiance dans les directions syndicales, a fait preuve d'une autonomie nouvelle [...], d'un désir nouveau de prendre ses affaires en main [...]. L'autorité ne peut plus désormais venir d'en haut. Elle naît automatiquement de la base.* »

Un déchaînement de violences

À ces affrontements de classe se combinent, de juin à novembre 1919, des violences dont les historiens retiennent généralement le caractère « racial » mais derrière lesquelles la grande presse



La une du *Chicago Defender* : « *Chicago balayé par des émeutes* », « *Récits des horreurs commises par les émeutiers* », « *Affrontements armés et batailles de rue plongent la ville dans le tumulte* ». D.R.

(20) Zinn, *op. cit.*, p. 431.

(21) Sur Foster, voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité, note 35.

(22) Du 22 septembre 1919 au 8 janvier 1920.

(23) Daniel Guérin, *Le Mouvement ouvrier aux Etats-Unis, 1867-1967*, Maspero, 1968, pp. 50-51.

dénonce la main des « rouges » (24). Vingt-cinq villes s'embrasent, dont Charleston, Boston, Baltimore, Cleveland, Washington DC, la Nouvelle-Orléans et surtout Chicago. On recensera – officiellement – 120 victimes pour l'ensemble du pays (25). Le racisme, la ségrégation, la formation de ghettos, sont indéniablement à l'origine de ces émeutes qui présentent un caractère inédit : pour la première fois, du nord au sud, les Noirs rendent coup pour coup. À Chicago, où l'on relève une quarantaine de morts et plus de 500 blessés, le facteur déclenchant est la noyade d'un jeune Noir agressé par des Blancs sous le regard complaisant de la police. La couleur de peau des protagonistes et une indéniable bouffée de racisme dans une partie de la population blanche ne sauraient faire oublier cependant l'aspect social de cet « été rouge » (26) lié au chômage (27) et à une misère aggravée par l'inflation (28).



Lynchages à Elaine (Arkansas)
30 septembre -1^{er} octobre 1919.

Une domination de classe fondée sur la barrière de couleur rend indissociables les violences sociales et raciales. Même lorsque le conflit de classe est quasi chimiquement pur, la haine raciale en accroît la férocité. Ainsi, à Elaine dans l'Arkansas, les métayers noirs ayant constitué un syndicat, la *Progressive Farmers and Household Union*, et tenu, dans une église, un meeting pour résister à la surexploitation infligée par les propriétaires blancs, ces derniers, appuyés par la police, font parler la poudre, abattent tous les Noirs qu'ils rencontrent, impliqués ou non dans le conflit, et se livrent à l'une des

vagues de lynchages les plus féroces de l'histoire des États-Unis (29).

À ces affrontements sanglants s'ajoute une série d'attentats dont on ne saura sans doute jamais dans quelle mesure ils constituent des ripostes violentes à la répression ou sont le fruit de provocations policières. Si l'origine en reste le plus souvent indéterminée, on les attribue volontiers aux « rouges », aux « anarchistes », termes génériques désignant tous ceux que l'on suspecte de menacer le « mode de vie américain ». Une bombe

(24) Ainsi, parmi d'autres, cette manchette du *New York Times* du 28 juillet 1919 qui se passe de traduction : « *Reds Try Stir Negroes to Revolt* ».

(25) Bilan sans doute très en-dessous de la réalité (voir note 29).

(26) *Red summer*. L'expression est de l'écrivain James Weldon Johnson (1871-1938), militant de la NAACP (*National Association for Advancement of Colored People*) et auteur de l'hymne national afro-américain *Lift Ev'ry Voice and Sing*. L'adjectif *red* signifie ici *sanglant*.

(27) Les fonds accordés au *Negro Economics Office* chargé plus spécialement d'aider les Noirs à retrouver un emploi furent brutalement supprimés au lendemain de la guerre. « *Les ouvriers noirs furent ceux qui souffrirent le plus du chômage à un moment où s'envolait le coût de la vie* », note Philip S. Foner (*op. cit.*, p. 6).

(28) Sur les causes de cet « été rouge », les éditions Anamosa ont réédité, en 2016, l'ouvrage pionnier de Carl Sandburg, *Les Émeutes raciales de Chicago, juillet 1919*, rédigé au feu des événements et publié l'année même.

(29) Il est impossible de dresser un bilan précis. Si le nombre, très limité, de victimes blanches – 5 morts – est connu, celui des victimes noires est beaucoup plus incertain. Dans les années 1980, Philip S. Foner (*op. cit.*, p. 40) l'établissait à une centaine *au moins*. Des sources plus récentes portent leur nombre à 856 (Grif Stockley, *Blood in their eyes : the Elaine Race Massacres of 1919*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 2001). D'autres sources, consultables sur Internet, le situent aux alentours de 240 (<http://blackmainstreet.net/never-forget-america-forgotten-lynchage-de-masse-237-black-sharecroppers-assassiné-arkansas/> ou encore Walter Francis White, *A Man Called White : The Autobiography of Walter White*, Athens, University of Georgia Press, 1995, p. 49. Walter F. White était un avocat blanc membre de la NAACP). Quelle que soit, en tout état de cause, l'ampleur du massacre, il alourdit singulièrement le bilan total de 120 morts généralement admis pour l'ensemble de « l'été rouge ».

explose ainsi au domicile du ministre de la Justice, Alexander Mitchell Palmer, une autre tue trente-huit personnes à la banque Morgan située dans Wall Street, conduisant, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, les autorités à suspendre l'activité de la Bourse de New York (30) ! La grande presse ne manque pas de dénoncer des « crimes contre la société », des « complots contre l'État », des « tentatives pour établir le communisme ».



Manifestation d'ouvriers du textile. D.R.

Une crise révolutionnaire sans révolution

Encadrée par la période de la guerre qui voit bondir commandes et profits et, à partir de 1921, par une période de stabilisation du capitalisme saluée comme une « ère de prospérité », cette crise sociale apparaît généralement aux historiens comme une simple « crise de reconversion » (31), prolongement d'une « crise économique de réajustement qui ne dure que le temps de la sortie de la guerre » (32), un « difficile "retour à la normale" » (33). Les facteurs déclenchants semblent plaider en faveur d'une telle analyse : une surproduction liée à l'arrêt des commandes publiques, la fin de tout encadrement de l'économie, une inflation galopante (34) et un chô-

mage de masse aggravé par le retour de 4 millions de conscrits sur le marché de l'emploi. Les grèves, certes nombreuses

(30) Au domicile de Mitchell Palmer, la seule victime sera le poseur de bombe. Sur la base de quelques témoignages, une organisation italienne « radicale » sera suspectée mais l'affaire ne sera jamais élucidée. À la suite de l'attentat meurtrier contre la banque Morgan, des « anarchistes » et des

« communistes » seront suspectés sans que l'on dispose, là encore, d'éléments permettant de les inculper. Ces attentats ne sont pas sans rappeler, certes, ceux de Ravachol et de ses camarades, en France, à la fin du XIX^e siècle mais on voit mal en quoi cela permettrait d'imputer aux « anarchistes » italo-américains ceux qui frappent les États-Unis en 1919. Quant aux « communistes », rappelons qu'ils ne se séparent du PS qu'en août-septembre 1919 et que ce type d'attentats n'entre ni dans leurs méthodes ni dans leur doctrine. Ajoutons que

le caractère flou et extensible de ces caractérisations politiques autorisait toutes les provocations.

(31) J. Portes, *op. cit.*, p. 167.

(32) Hélène Harter, *Les États-Unis dans la Grande Guerre*, Tallandier, 2017, p. 400.

(33) Yves-Henri Nouailhat, *Les États-Unis de 1917 à nos jours*, Armand Colin, 2009.

(34) Par rapport à 1914, la moyenne des prix a augmenté de 77 % en 1919, de 105 % en 1920 (source : Pierre Mélandri, *Histoire des États-Unis contemporains*, André Versaille éditeur, 2008, p. 195). Dans le même temps, les salaires ont progressé de 5 % « en raison, précise Claude Fohlen, de la modération des syndicats qui avaient joué sur le patriotisme américain pour soutenir l'effort de guerre » (*Les États-Unis au XX^e siècle*, Aubier, 1988). La manière dont procéda le patronat fut elle-même parfois cause d'une grève immédiate. Ainsi, « quand Anaconda Copper annonça, le 7 février 1919, que tous les salaires seraient réduits de 5,75\$ par jour à 4,75 dollars, la Metal Mine Workers Union (indépendante) et les Industrial Workers of the World répondirent par un appel à la grève », Foner, *op. cit.*, p. 5.

et puissantes, se seraient additionnées et succédées, sans se généraliser (35), sans que le mouvement s'unifie autour d'une perspective centrale mettant en cause le capitalisme.

Cette vision des choses mérite, pour le moins, d'être nuancée. Trente ans plus tard, le sociologue Michel Crozier n'hésitera pas à écrire que « *l'année 1919 fut une année de grandes grèves révolutionnaires* » (36). Appréciation que confirment les études extrêmement fouillées de Philip S. Foner, spécialiste américain du mouvement ouvrier : « *De nombreuses grèves furent marquées par une volonté des travailleurs d'obtenir plus que des augmentations de salaires et une limitation de la journée des travail* » (37). Les « *new unionist* », c'est-à-dire les travailleurs, notamment les immigrés, qui affluaient dans les syndicats, y voyaient, en effet, les leviers d'un profond changement (*instruments for a fundamental change*). Les idées, extrêmement populaires, de « *contrôle ouvrier* », de « *démocratisation de l'industrie* », de « *prise de contrôle de la production par les classes laborieuses* » témoignaient, plus encore que de celle – non négligeable – du travaillisme anglais (38), de l'influence de la révolution d'Octobre (39). On peut relever, au cours de cette année 1919, bon nombre de prises de position et de revendications qui plaident en ce sens. À la revendication d'une nationalisation des mines formulée par la *United Mines Workers* (40), une convention des mineurs « *insurgés* » (*insurgents*) (41) opposa le mot d'ordre : « *Les mines aux travailleurs* » (*the mines to the workers*). Au cours d'un meeting réunissant les grévistes du textile de Lawrence, un leader invite les ouvriers à « *faire tourner les usines pour eux-mêmes, comme les Russes le font en Russie* »...

Il reste que les tentatives de concrétisation de ces aspirations restèrent isolées. À Butte, dans le Montana, les grévistes placèrent les mines de cuivre sous le contrôle d'un « *comité d'ouvriers, de soldats et de marins* », écho des révolutions russe et allemande et surtout de la propagande des IWW. C'est également sous l'influence de cette organisation révolutionnaire qu'à Portland (Oregon) les syndicats for-

mèrent un *conseil* dont le but affiché était le renversement de la classe capitaliste. Si sporadiques qu'elles aient pu être, ces initiatives n'en témoignaient pas moins du potentiel révolutionnaire de cette lame de fond sociale à qui il manqua un parti capable de fusionner le mouvement inconscient des masses avec sa propre action consciente.

(35) La perspective d'une grève générale étendue à tout le pays fut évoquée dès la Conférence ouvrière nationale qui, en janvier 1919, réunit, à Chicago, les représentants de 1 100 syndicats. L'objet de cette grève, prévue à compter de la date symbolique du 4 juillet, aurait été d'obtenir la libération de Tom Mooney, militant socialiste arrêté porteur de dynamite et condamné, en 1916, à vingt-deux années de prison. La direction de l'AFL refusa de participer à cette conférence et Gompers montra une violente hostilité à l'idée d'une grève générale arguant qu'elle « *détruirait tout ce que les travailleurs américains avaient gagné depuis cinquante ans* ». De telles prises de position n'incitaient évidemment pas à une généralisation des grèves à venir ! (Foner, p. 14).

(36) Michel Crozier, *Usines et syndicats d'Amérique*, Les éditions ouvrières, 1951, p. 160.

(37) *Op. cit.*, p. 13.

(38) Poussés par le mouvement des masses et pour le contenir, les travaillistes gauchissent leur discours. Des dirigeants aussi modérés que Snowden ou MacDonald, futur Premier ministre, proposent rien moins que la mise en place de « *conseils ouvriers* ». Les Trade-Unions inscrivent à leur programme des nationalisations.

(39) *Op. cit.*, p. 13.

(40) La perspective de « *nationalisations* », fut un contre-feu dressé, d'un commun accord, par les organisations patronales et l'AFL contre les grèves, en particulier dans les mines et le rail où elles concoctèrent le *Plumb plan*, plan de nationalisation des chemins de fer conçu par Glenn E. Plumb, avocat de Chicago lié à divers syndicats. Admirateur de la révolution bolchevique, Plumb affirmait lui emprunter la notion de nationalisation des industries et des ressources naturelles... sans poser le problème de la nature sociale de l'État. Un tiers des membres du conseil d'administration devait ainsi être nommé par le président des États-Unis. La gestion devait être assurée de manière tripartite par les représentants des syndicats, des usagers et des titulaires d'obligations émises par l'État. Ce plan, au demeurant fort éloigné du bolchevisme, ne fut évidemment jamais appliqué. Voir P. S. Foner, pp. 16 à 19.

(41) L'emploi de ce terme n'est évidemment pas sans signification aux États-Unis.

La perspective change plus encore si l'on se replace dans un contexte international. De la Russie à l'Amérique latine, de la Chine à l'Allemagne, en passant par la France et l'Italie, le monde est ébranlé, entre 1917 et 1923, par des secousses révolutionnaires dont le développement et l'issue diffèrent selon les pays. Victorieuse en Russie, la révolution est écrasée en Hongrie et en Bavière. En Italie, elle fait trembler la bourgeoisie sans la renverser. La France est secouée par une vague de grèves que les directions réformistes (42) parviennent à juguler. La crise américaine n'est qu'une déclinaison de cette crise généralisée du système capitaliste, une crise révolutionnaire sans révolution.

Cette dimension révolutionnaire n'a d'ailleurs pas échappé à la bourgeoisie. Un conseiller du président Wilson, Joseph Tumulty, résume ainsi l'inquiétude qui la saisit face à la « terrible agitation qui secoue le pays » : « Grandit, de jour en jour et sous nos yeux, un mouvement qui, à moins d'être réprimé, s'exprimera nécessairement par des attaques contre ce que nous chérissons le plus » (43). Le 1^{er} mai 1920, l'attorney général Mitchell Palmer annoncera « qu'une révolution reste possible ». Exagération manifeste visant à l'évidence, à un moment où précisément le mouvement reflue, à justifier la répression mais qui n'en traduit pas moins à quel point la bourgeoisie américaine reste hantée par le spectre d'une révolution « rouge ».

Américanisme et « peur des rouges »

Les « chefs d'orchestre » (44), en effet, sont tout désignés : les bolcheviks, qui viennent de créer la III^e Internationale. « Dès le 17 décembre 1918, écrit Philip S. Foner, du Wall Street Journal au San Diego Union, une part considérable de la presse était convaincue de "la menace d'une avalanche bolchevique". Maintenant elle explique l'éruption des grèves de 1919 comme la conséquence d'une agitation révolutionnaire visant à renverser le gouvernement et à établir le bolchevisme aux États-Unis » (45). Les bolcheviks, mais aussi les immigrants italiens réputés « anarchistes », et plus généralement les

« étrangers qui ne comprennent rien au fonctionnement de la démocratie américaine... » (46). En fait, tous les militants ouvriers, quelle que soit leur tendance politique, sont impitoyablement pourchassés dans un climat d'hystérie que l'histoire a retenu sous le nom de *red scare*, la « peur des rouges » (ou, selon les traductions, « la peur rouge », ou encore « la fièvre rouge »).



Dessin de presse représentant un anarchiste européen tentant de faire sauter la statue de la Liberté. D.R.

Cette répression qui marque les années 1919 et 1920 prolonge celle des années de guerre (47). Au cours de l'année précédente, l'intérêt de l'opinion avait été retenu par le procès d'une centaine de militants des IWW, procès-fleuve puisqu'il avait duré cinq mois, ce qui ne s'était jamais vu dans l'histoire des États-Unis. Fait sans précédent, également : les accusés, en particulier Big Bill Haywood (48), n'avaient

(42) La scission entre la CGT (réformiste) et la CGT unitaire dirigée par les communistes n'aura lieu qu'en 1922.

(43) Cité par Zinn, *op. cit.*, pp. 424-425.

(44) André Kaspi, *Les Américains*, tome I, Seuil, 1986, p. 275.

(45) Philip S. Foner, *op. cit.*, pp. 12-13.

(46) André Kaspi, *op. cit.*, p. 275.

(47) Voir *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité.

(48) Sur Big Bill Haywood, voir *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité.

pas hésité à transformer l'enceinte judiciaire en tribune politique, faisant de ce procès celui du capitalisme. John Reed, de retour de Russie, l'avait couvert pour la revue socialiste *The Masses* : « *Je doute, écrivait-il, qu'on ait jamais rien vu de tel dans toute l'histoire. La réunion de cent un bûcherons, ouvriers agricoles, mineurs, journalistes [...] qui pensent que les richesses de la terre appartiennent à celui qui les crée, autrement dit aux carriers, aux abatteurs d'arbres, aux dockers, à tous les gars qui font le dur boulot.* » Tous furent déclarés coupables et condamnés à des peines variant de dix à seize ans de prison. Big Bill Haywood parvint à gagner la Russie soviétique où il fut accueilli par Lénine (49).

En octobre de la même année, sous la pression du président Wilson, le Congrès avait renforcé le dispositif répressif en votant le *Sedition Act* : tout étranger ou tout citoyen récemment naturalisé qui s'opposerait aux décisions du gouvernement, prônerait son renversement par la violence, même sans être passé à l'acte, ou adhérerait à l'idée de supprimer la propriété privée, serait déporté c'est-à-dire expulsé des États-Unis.

Les syndicalistes même réformistes, les socialistes, les anarchistes et bientôt les communistes, étaient bien évidemment visés au premier chef, mais cette chasse à l'homme s'inscrit plus largement dans une vague « *d'américanisme à 100 %* » (50) née avec la guerre, dans un climat d'hostilité à tous ceux qui sont réputés *unamerican*, c'est-à-dire inassimilables parce qu'incompatibles avec le « *mode de vie américain* », avec les « *valeurs* » américaines, en raison, certes, de leurs opinions ou de leur action, mais aussi de leurs origines, de leur langue, de leur couleur de peau voire de leur niveau intellectuel supposé (51). Outre la classe ouvrière proprement dite, l'ennemi, c'est donc celui qui n'est pas WASP (*White Anglo-Saxon Protestant*).

Aux dispositions légales (52) s'ajoutent les exactions des « *vigilants* », milices privées souvent supplétives de la police locale, ou du Ku Klux Klan, organisation dont la terreur a toujours été la raison d'être, puis, au lendemain de la guerre, de l'*American Legion*, organisa-

tion d'anciens combattants violemment anti-« *rouges* ».

Durant le conflit, les « *Germano-Américains* » ont évidemment fait l'objet d'une suspicion toute particulière. Tenus pour des « *étrangers ennemis* », ils étaient passibles de prison, d'expulsion voire de lynchage pur et simple (53). D'une manière plus générale, étaient visés tous les « *Américains à trait d'union* » (« *Italo-Américains* », « *Polono-Américains* », « *Nippo-Américains* », « *Judéo-Américains* »...) et les immigrés venus d'Europe centrale et d'Asie. À leur rencontre, le congrès adoptera un système de quotas (54) limitant de manière drastique l'immigration des Latins, des Slaves, des juifs, arrêtant purement et simplement celle des Africains et des Asiatiques, ces mesures à caractère ouvertement raciste et xénophobe étant également justifiées par une volonté d'endiguer la pénétration d'influences « *bolchevistes* » et « *anarchistes* ».

Les Noirs restent, bien entendu, les cibles privilégiées des suprémacistes blancs. En sommeil jusqu'en 1915, le Ku Klux Klan reprend du service et se livre, dans le Sud, à des violences inouïes (55). Il étend désormais ses activités au Nord, où il traque les *slackers* (littéralement : les *fainéants*), grévistes, syndicalistes, pacifistes et autres saboteurs de l'effort de guerre.

(49) Il mourra à Moscou en 1928.

(50) Thème de campagne des républicains lors de l'élection présidentielle de 1920.

(51) En 1910, le rapport de la commission Dillingham, diligentée par le Congrès, avait conclu à l'infériorité raciale de la « *nouvelle immigration* ».

(52) Voir *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité.

(53) Un jeune Germano-Allemand, Robert Prager, est lynché en avril 1918 à Collinsville (Illinois) sans que les autorités interviennent.

(54) Le *Quota Emergency Act* (1921) puis le *Johnson Reed Act* (1924) feront tomber le nombre d'immigrants de 900 000 en 1920 à 375 000 puis à 150 000. Ces quotas, toutefois, ne concernaient pas les immigrants originaires du continent américain.

(55) En Géorgie, pour le seul mois de mai 1918, on ne compte pas moins de onze lynchages, sous l'œil indifférent voire complice de la police locale. Pour l'ensemble des États-Unis, on en dénombre – officiellement – soixante-dix pour l'année 1919 (voir note 29).

Au sortir du conflit, cette hystérie se concentre contre le mouvement ouvrier, objet, suivant les termes du journal *New Republics*, d'une véritable « *chasse aux sorcières* ». Vingt-trois États décrètent le syndicalisme « *criminel* ». Trente-trois (sur quarante-huit) interdisent le déploiement et même la simple possession de drapeaux rouges ou noirs. Certains comités interdisent les rassemblements. Les matraquages, les emprisonnements arbitraires se multiplient. Les manifestations du 1^{er} mai sont interdites ou violemment chargées à New York, à Detroit, à Boston, où 116 « *émeutiers* » sont arrêtés, à Chicago, à Cleveland, où les locaux du Parti socialiste sont mis à sac... À Seattle, la grève est suivie de perquisitions dans les locaux du Parti socialiste et de l'arrestation de ses dirigeants. Trente-neuf *wooblies* (56) sont jetés en prison. Au cours de la grève des aciéries, la police fédérale intervient directement contre les travailleurs de Gary (Indiana). À Boston, tous les policiers grévistes sont licenciés.

À Centralia (État de Washington), se déchaîne une barbarie qui fait écho au « *squadrisme* » qui sévit au même moment en Italie. Déterminée à en découdre, l'*American Legion* défile dans les rues, armée, tubes de plomb en main, puis saccage les locaux des IWW, coupables d'avoir encadré une grève des scieries. Un échange de coups de feu laisse, de part et d'autre, huit morts sur le terrain. Onze *wooblies* seront condamnés à des peines de dix à seize ans d'emprisonnement. Après avoir eu les dents cassées à coups de crosse, un bûcheron, Wesley Everett, est émasculé, pendu et criblé de balles. L'enquête conclura à un suicide. Les meurtriers ne seront pas même recherchés. John Dos Passos dénoncera ces crimes dans *L'An premier du siècle* (57).

À ces violences locales se superpose une répression d'État. En août 1919, l'atorney général (58) Alexander Mitchell Palmer dénonce « *un complot bolchevique* » et crée une cellule de lutte contre les « *révolutionnaires et les ultraradicaux* » à la tête de laquelle il nomme un jeune homme plein d'avenir : J. Edgar Hoover (59). Tous deux lancent les « *Palmer raids* » dont l'objectif est explicitement la déportation des « *anarchistes* » et des « *gauchistes radicaux* ».

Le 7 novembre 1919, 250 « *anarchistes* » du Syndicat des travailleurs russes, dont Emma Goldmann et Alexander Berkman, sont arrêtés puis expulsés vers la Russie soviétique, « *pour préserver l'Amérique et la race humaine* » (60). Le 2 janvier 1920, dans trente-trois villes simultanément, les locaux des organisations ouvrières sont systématiquement perquisitionnés, plusieurs milliers de militants incarcérés (61) dont de nombreux communistes. La plupart seront finalement relâchés faute de preuves, mais 600 seront, à leur tour, expulsés.

Cette répression d'État peut elle-même aller jusqu'à l'élimination physique. En septembre 1920, l'ouvrier imprimeur anarchiste Andrea Salsedo est détenu six semaines durant, de la manière la plus arbitraire, dans les locaux du FBI. Au terme de cette véritable séquestration, son corps est retrouvé sans vie au pied de l'immeuble. Il aurait volontairement sauté du 14^e étage... Plus connue est, bien sûr, l'affaire Sacco-Vanzetti avec laquelle culmine cette « *fièvre rouge* ».



Sacco (à droite) et Vanzetti (à gauche). D.R.

(56) Militants des IWW.

(57) Titre français du roman *1919*, Gallimard Folio, 1980, pp. 506 à 509 (première édition : 1932). Ce roman est le deuxième d'une trilogie comportant également *42^e Parallèle* et *La Grosse Galette* (*Big money*).

(58) Chef du *Justice Département*. Équivalent d'un ministre de la Justice.

(59) Futur chef du FBI.

(60) ... *To preserve* « *America and the human race* », cité par Foner, p. 26.

(61) Les estimations varient entre 3 000 et 10 000 (4 000 selon Howard Zinn, 5 000 suivant Hélène Harter dans un ouvrage très récent, 10 000 selon P. S. Foner).

Arrêtés porteurs d'une arme, ces deux militants anarchistes, connus pour avoir pris part à des grèves et à la résistance à la guerre, sont, sans un début de preuve, accusés d'un hold-up et d'un meurtre survenus deux semaines plus tôt (62). « *Des Italiens, des anarchistes, des pacifistes ? Ils doivent être coupables, ironise André Kaspi, surtout si les anarchistes, puis les communistes les défendent avec vigueur* » (63). Rondement condamnés à mort, ils mourront sur la chaise électrique en 1927 (64), en dépit d'une large campagne internationale.



John Silas Reed. D.R.

La naissance difficile d'un Parti communiste

La période de la guerre puis de la « *peur des rouges* » est pour le mouvement ouvrier américain une épreuve de vérité et l'annonce de profondes mutations. Même si l'on peut considérer rétrospectivement que la bourgeoisie américaine en a surévalué le danger, le fait majeur en cette période d'intense lutte de classe n'en reste pas moins l'apparition d'un Parti communiste.

Au sortir de la guerre, le Parti socialiste d'Amérique (*Socialist Party of America*) constitue, une force réelle : 105 000 adhérents en 1919, des positions syndicales dans les deux formations (65), un million de voix à l'élection présidentielle de 1920, alors même que son candidat, Eugen Debs, est derrière les barreaux (66). De

plus, contrairement à ses homologues européens, il a maintenu jusqu'au bout son refus de la guerre et, officiellement, il soutient la révolution d'Octobre. Unanimité trompeuse toutefois : une aile droite juge les « *méthodes bolcheviques* » – entendons par là la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat – inapplicables aux États-Unis. La question de l'adhésion au Komintern va être le révélateur de cette fracture.

Appuyée par les fédérations de langue étrangère et sur les bastions ouvriers de New York, de l'Ohio et du Michigan, l'aile gauche, emmenée par Louis Fraina, John Reed, Bertram Wolfe et Charles Ruthenberg, est, sur cette question, très largement majoritaire : 90 % des adhérents approuvent l'adhésion ; les élections au comité national lui donnent 12 sièges sur 15, cela sur des positions extrêmement claires, exprimées en avril 1919 dans le manifeste de la section new yorkaise : soutien à la révolution bolchevique, action de masse pour renverser le capitalisme. La riposte de la direction est à la mesure de l'enjeu : des sections et des fédérations entières, représentant les deux tiers des adhérents, sont dissoutes ou purement et simplement exclues. La rupture est consommée en août-septembre 1919. La « *vieille garde conserve*, écrit Jacques Droz, *la haute main sur un parti qui n'est plus qu'un squelette* » (67).

(62) Ils furent arrêtés au cours d'un meeting. Dans la poche de Vanzetti, on trouva un tract en italien appelant à un autre meeting. C'est la mort de Salsedo qui les avait incités à porter une arme.

(63) André Kaspi, *op. cit.*, p. 275.

(64) Sacco et Vanzetti seront réhabilités très officiellement le 23 août 1977, cinquante ans jour pour jour après leur exécution. Une enquête conduite en 1985 établira définitivement leur innocence.

(65) Au congrès de l'AFL de 1912, un candidat socialiste avait obtenu un tiers des voix face à Gompers.

(66) Voir *Les Cahiers du mouvement ouvrier* n° 73, article cité.

(67) Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, tome 4, PUF Quadrige, 1997 (première édition : 1978).

Cette scission donne naissance, à un mois d'écart, à deux Partis communistes : le Parti communiste d'Amérique (*Communist Party of America* – CPA), conduit par Louis Fraina et Charles Ruthenberg, appuyé sur les fédérations de langues étrangères (68), et le Parti des travailleurs communistes (*Communist Labor Party* – CLP), dont John Reed (69) est l'une des figures de proue. Les divergences semblent circonstancielles et d'ordre tactique. Les militants qui vont constituer le CPA veulent quitter immédiatement le Parti socialiste, ceux qui se regroupent autour de Reed jugent plus efficace d'attendre la convention nationale du PS prévue le 30 août, où l'aile gauche a des chances d'être majoritaire. La scission effectuée, le CLP souhaite une fusion des organisations alors que le CPA n'admet que des adhésions individuelles, manière de nier l'existence même du CLP. Si l'on en croit James Patrick Cannon, alors diri-



James P. Cannon D.R.

geant du CLP, le CPA « manquait à la fois du sens de la réalité sociale et de tout désir de la changer », le CLP étant « plus soucieux des réalités américaines concrètes » (70). Ces divergences sont bien minces auprès de ce qui fait le « bagage idéologique » commun aux deux partis : « L'ultra-gauchisme stérile de l'ancienne aile gauche du PS », ultra-gauchisme qui

se traduit notamment par « l'antiparlementarisme » et par une « tentative de construire des syndicats révolutionnaires en dehors du mouvement ouvrier existant » (71).

À cette orientation ultragauche s'ajoutent des querelles paralysantes. À peine la direction de l'Internationale aurait-elle obtenu, non sans mal, la fusion des deux partis en un Parti communiste unifié (*United Communist Party*), qu'interviendra un nouvel éclatement, suivi, en mai 1921, d'une réunification dans le Parti communiste d'Amérique (*Communist*

Party of America) (72). Alors que les deux Partis communistes voient le jour en pleine grève des aciéries, à un moment où la crise sociale atteint son acmé, ces divisions absorberont pendant plusieurs mois l'énergie des militants et interdiront toute intervention permettant de peser sur le cours des événements. La première fusion n'intervient qu'au printemps 1920, au moment où le mouvement des masses commence à refluer, la fusion définitive alors que la bourgeoisie a définitivement repris l'initiative. Quels qu'aient pu être l'intelligence, le courage et l'énergie de ses militants, le jeune Parti communiste représente alors une perspective d'avenir plus qu'un levier capable de changer le cours des événements.

On ne peut évidemment ignorer des données objectives sur lesquelles les communistes américains n'avaient guère de prise. Première puissance mondiale, créanciers du reste du monde, détenteurs de la moitié du stock d'or, les États-Unis étaient en mesure d'absorber même une crise révolutionnaire.

Les communistes subissaient, de surcroît, le poids des faiblesses traditionnelles du « syndicalisme pur », faiblesses dont les conséquences dépassaient lar-

(68) Ces fédérations étaient un héritage du PS. En raison de l'importance et de la diversité d'origine des immigrés, les différentes nationalités avaient constitué des fédérations particulières sur la base de la langue. Lorsque se forment les deux partis se réclamant du communisme et de la révolution d'Octobre, les Russes représentent 25 % de l'effectif total, les immigrés d'Europe centrale et de l'Est 75 %, les adhérents de langue anglaise 7 %.

(69) Journaliste et militant américain. Auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Mourra du typhus à Moscou l'année suivante.

(70) Source : *James P. Cannon and the Early Years of American Communism. Selected Writings and Speeches, 1920-1928* © Spartacist Publishing Company, 1992.

(71) James P. Cannon, même source.

(72) Rapporté aux adhérents du PS au début de l'année 1919, les effectifs cumulés des deux partis communistes (40 000, 58 000 ou 68 000 selon les sources) donnent une idée des ravages occasionnés par une scission par ailleurs inévitable, voire nécessaire. Selon James P. Cannon, cette hémorragie s'explique aussi par la répression. Le parti prendra, en 1925, le nom de *Workers Communist Party*.

gement les limites de l'AFL (73) et qui étaient, en elles-mêmes, un réel obstacle à leur implantation. Parmi les faiblesses du Parti communiste américain, Jacques Droz note, à juste titre, que « *sa création a précédé l'existence d'un syndicalisme industriel* » (74). La structuration des syndicats sur la base des métiers, en effet, n'est pas seulement un facteur de division d'un point de vue organisationnel, c'est aussi un obstacle majeur à la constitution d'une conscience de classe. Elle entretient – et cela n'est pas un fait nouveau (75) – une vision étroitement corporative, catégorielle, de la lutte revendicative. Plus grave encore, les IWW pratiquement éliminés des secteurs industriels (76), les travailleurs non qualifiés, les Noirs et une part importante des immigrés restent exclus *de facto* du mouvement ouvrier organisé. Les syndicats de l'AFL ne leur sont certes pas aussi fermés qu'on l'a parfois écrit, mais les villes où ils cherchent à les organiser – c'est le cas de Chicago – sont l'exception plus que la règle. Tenue à l'écart ou négligée par l'AFL, cette masse, fournira immanquablement des « jaunes », le patronat s'employant à opposer tout particulièrement les travailleurs noirs et blancs, attisant le vieux démon du racisme. À Chicago, il se sert de ce levier pour contrer la campagne de syndicalisation sur une base industrielle et sans barrière de couleur ni d'origine, initiée, en 1918-1919, par William Foster.

Celui-ci ne manquera pas, cependant, de souligner la lourde responsabilité des dirigeants réformistes : « *Les syndicats tels qu'ils existent portent eux-mêmes une part de responsabilité dans ces tensions. Beaucoup d'entre eux dressent de façon abrupte la barrière de couleur, alimentant ainsi la flamme de la haine raciale. Cette pratique discriminatoire est en contradiction directe avec le principe fondamental qui exige que tous les travailleurs soient organisés sans distinction de sexe, de race, de croyance, d'opinion politique ou de nationalité. Cela nuit gravement à la cause des travailleurs. Les agents de la compagnie s'en servent continuellement pour empêcher les Noirs de se joindre aux organisations disposées à les accueillir. [...] Les syndicats [...] doivent ouvrir leurs rangs aux Noirs, faire un effort sérieux*

pour les organiser sur la base d'un accord clair » (77). Foster ne sera guère entendu et cette division, le cloisonnement par métiers, l'absence de syndicalisme structuré au niveau de la branche d'industrie, le fractionnement de la conscience qui en résulte, resteront autant d'obstacles à une implantation solide des révolutionnaires.

À ces difficultés objectives s'est ajoutée la barrière – non négligeable – de la langue : moins de 10 % des communistes américains parlent couramment l'anglais. Lors de la scission, moins de la moitié des socialistes de langue anglaise ont rejoint l'un des deux PC et celui de Louis Fraina, qui représente les trois quarts de l'effectif, s'appuie essentiellement sur les immigrés.

Autre obstacle, la quasi-clandestinité à laquelle les a contraints une répression à laquelle ils n'étaient pas préparés mais qui est sans commune mesure avec celle qui s'est abattue sur les communistes allemands ou hongrois. Si l'on en croit Cannon, la principale difficulté naquit surtout de la manière dont ils y firent face : « *En réaction aux Palmer raids, le CLP et le CPA rentrèrent sous terre et décidèrent, par principe, d'y rester, évitant l'action politique publique alors que la vague révolutionnaire déferlait au-dessus d'eux* » (78).

Obstacle majeur, enfin, un parti qui naît dans le feu des événements n'est pas armé pour prendre le pouvoir. Il y a moins de bolcheviks en Russie en février 1917 que de communistes aux États-Unis

(73) En dehors de l'AFL, existaient un grand nombre de syndicats indépendants.

(74) *Op. cit.*, p. 53.

(75) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 73, article cité.

(76) En 1923, les IWW comptent encore 38 000 adhérents, la plupart itinérants, dont 21 000 dans le secteur du bois, dans l'agriculture et dans la construction. Sources : J. P. Cannon - *The IWW and the Red International of Labor Unions - The Worker*, december 1, 1923 et *James P. Cannon and the Early Years of American Communism. Selected Writings and Speeches, 1920-1928* © Spartacist Publishing Company - 1992.

(77) Cité par P. S. Foner ; p. 168.

(78) J. P. Cannon, texte cité plus haut (ce qui est souligné l'est par nous. RJ).

en septembre 1919 (79), mais le Parti bolchevique est une armature de cadres expérimentés, préparés à la répression, suffisamment homogènes d'un point de vue idéologique pour que les divergences soient contenues dans le cadre du parti. Les communistes américains ne sont armés que de leur volonté révolutionnaire et leurs divergences se traduisent par des scissions ou des défections massives. De 10 000 adhérents lors de la première unification (contre 40 000 ou 60 000 lors de la scission avec le PS), le parti tombe, en un an, à 8 000 puis, en décembre 1920, à 5 700 (80).

Les conditions sont par ailleurs très différentes. La croissance fulgurante des effectifs bolcheviques, entre février et octobre 1917, est la traduction, certes d'une orientation juste, mais aussi d'une montée révolutionnaire. La formation chaotique du Parti communiste américain accompagne, au contraire, le reflux d'un mouvement social avant même que se soit posée la question du pouvoir.

Au cours des années 1920, ce qui pouvait apparaître comme une crise de croissance se traduira par une dégénérescence rythmée par les tournants imposés par le Komintern. La « *bolchevisation* » (81) puis la « *troisième période* » (82), feront perdre au Parti communiste américain l'essentiel de sa base ouvrière, qui tombera de 75 % de l'effectif en 1925 à 10 % en 1928 et à 4 % en 1931 (83). À la désaffection des militants ouvriers s'ajoutera, à chaque virage, une purge et une hémorragie d'adhérents. En 1928, James P. Cannon sera exclu pour « *trotskyisme* », suivi, un an plus tard, du « *boukharinien* » Jay Lovestone (84)... Il est clair qu'à cette date le Parti communiste américain ne représente plus l'avenir du socialisme aux États-Unis. Le Parti des travailleurs socialistes (*Socialist Workers Party*) assurera la continuité.

Le mouvement ouvrier américain à la croisée des chemins

Le syndicalisme révolutionnaire représenté aux États-Unis par les IWW ne s'est, quant à lui, pas relevé d'une crise qui n'a pas trouvé d'issue révolution-

naire ni de la répression à laquelle elle a donné lieu. L'expulsion massive de militants d'origine étrangère et la lourdeur des amendes (85) laissent l'organisation littéralement « *anéantie* » (86). Les divisions internes n'arrangent rien. Ces facteurs cependant n'expliquent pas tout. En Amérique comme ailleurs, le syndicalisme révolutionnaire a atteint ses limites.

(79) Dans un ouvrage récent (*Les Femmes dans la révolution russe*, Seuil, 2017), Jean-Jacques Marie situe l'effectif bolchevique aux alentours de 10 000 en février 1917, de 200 000 en octobre. Foster crédite les deux partis américains de 58 000 adhérents au moment de la scission, chiffre que Droz ramène à 40 000.

(80) Source : Droz, *op. cit.*

(81) Conduite, en application du V^e Congrès du Komintern, sous la férule de Zinoviev, la « *bolchevisation* » visait officiellement à calquer les structures et le mode de fonctionnement des PC sur ceux du Parti bolchevique. Elle fut, en réalité, un moyen de parachever leur soumission à Moscou et d'en éliminer toute opposition, particulièrement les militants qui sympathisaient avec l'Opposition de gauche.

(82) Dans l'analyse stalinienne de la situation d'après-guerre, se succédaient trois « *périodes* » : une période d'imminence de la révolution suivie d'une « *stabilisation* » du capitalisme puis d'une « *troisième période* » caractérisée par une offensive des masses. Cette « *troisième période* », dont Trotsky disait qu'elle était la « *troisième période d'erreurs de la direction de l'Internationale communiste* », fut caractérisée par l'ultra-gauchisme, l'aventurisme et surtout, au nom d'une tactique « *classe contre classe* », par la division du mouvement ouvrier, les socialistes étant désignés comme « *socio-fascistes* » (dans la version américaine, Roosevelt était également un « *frère jumeau de Mussolini* »). Une telle politique laissa les PC exsangues. Elle laissera place, à partir de 1935, à celle des Fronts populaires.

(83) Droz, *op. cit.*

(84) En réalité, quoique lié à Boukharine, président de l'Internationale depuis le passage de Zinoviev à l'opposition, Lovestone était lui-même un stalinien bon teint qui eut recours contre les trotskystes à la calomnie, à la violence, à des cambriolages et qui les fit exclure, avant d'être lui-même emporté par la purge suivante. Voir James P. Cannon, *Ten Years of the Fight to Build a Revolutionary Party in the USA* (octobre 1938), source : *Riazanov Library Project - Marxist'inter.net Archive*.

(85) Lors du procès de 1918, l'amende infligée aux IWW s'élevait à 2,5 millions de dollars.

(86) Howard Zinn, *op. cit.*, p. 423.

Une partie des adhérents se détournent d'une organisation qui lie trop intimement les revendications immédiates à une perspective de révolution mondiale qui semble s'éloigner. Aux plus déterminés, la révolution russe et la proclamation de la III^e Internationale offrent un autre type d'organisation et de direction révolutionnaires (87)... que ne concrétise pas le Parti communiste américain.

L'avenir ne vient pas toujours d'où on l'attend. C'est au sein du syndicalisme réformiste que se dessinent les perspectives les plus prometteuses. Si elle a surtout frappé les IWW, la répression n'a pas épargné pour autant l'AFL dont les militants ont le plus souvent déclenché, encadré, parfois suivi, bon gré mal gré, les grèves, à l'encontre de la volonté de leur direction fédérale. La fédération (4 millions d'adhérents en 1919) voit ses effectifs fléchir puis se maintenir, dans les années 1920, aux alentours de 3,5 millions. Mais le fait majeur est ailleurs : ce syndicalisme de masse est d'ores et déjà miné par la contradiction qui entraînera la scission de 1938, contradiction entre l'afflux de travailleurs peu ou non qualifiés, qui supposerait une réorganisation du syndicalisme en fédérations d'industries, et le maintien contre vents et marées des vieux syndicats de métiers, bastions de l'aristocratie ouvrière blanche. C'est de la fédération des mineurs, la seule organisée sur la base d'une branche d'industrie, que viendra le renouveau. C'est d'elle que partira, en 1934, l'initiative qui se traduira, en 1938, par la constitution du *Congress of Industrial Organizations* (CIO) et par une scission qui est sans doute l'un des pas en avant les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier américain (88).

Cette évolution propre au mouvement ouvrier américain renvoie à la question des conditions particulières de la construction, aux États-Unis, d'un parti ouvrier de masse. Le PC, comme avant lui le PS, visait à rallier, même dans la perspective d'un parti « large » (89), des militants dans les rangs d'une organisation déjà construite. Peut-être l'avenir résidait-il au contraire dans une version américaine du *Labour* (90).

À partir de 1922, les communistes travailleront, en application de la ligne du front unique définie par le Komintern, à l'unité des syndicats, qu'ils soient réformistes, révolutionnaires ou indépendants, sur une orientation liant revendications immédiates et perspective révolutionnaire. Ils rechercheront des alliances leur permettant de se lier aux masses. Ils participeront notamment à une « conférence pour l'action politique progressiste » initiée par les syndicats des chemins de fer, dont les délégués représenteront 600 000 ouvriers et fermiers. Leur influence, réelle au début, déclinera vite, selon Jacques Droz, en raison de « méthodes de noyautage et de manipulation des élections de délégués qui leur aliéneront peu à peu les forces qui ont fondé le mouvement » (91). La recherche d'une stratégie de construction d'un Labor Party sera beaucoup plus tardive. Il faudra attendre les années 1990 pour qu'elle commence à se concrétiser. ■

Le 7 février 2018

(87) En janvier 1920, Zinoviev, alors président du comité exécutif de la III^e Internationale, adresse aux IWW une lettre les invitant à y adhérer. La direction acceptera le principe d'un *référendum* interne mais usera de tout son poids pour faire repousser l'adhésion à une « organisation politique ». Voir Foner, *op. cit.*, p. 233.

(88) L'AFL et le CIO se réunifieront en 1955 dans la centrale AFL-CIO.

(89) J. P. Cannon – *What Kind of a Party ? – The worker*, march 3, 1923, Spartacist Publishing Company, 1992.

(90) Un éphémère *Labor Party* s'est constitué en novembre 1919, sans aucun lien avec les communistes, par la fusion de partis constitués dans le cadre de quelques États, sous l'impulsion du président de la fédération AFL de Chicago, John Fitzpatrick. Il se fonda, en juillet 1920, dans un *Labor-Farmer Party* se référant explicitement au « progressisme ». En 1935, une résolution en faveur de la création d'un *Labor Party* sera présentée à la convention de l'AFL. L'année suivante, un congrès des ouvriers de l'automobile votera une résolution allant dans le même sens. Ces initiatives resteront sans lendemain.

(91) Droz, *op. cit.*, p. 62.

Octobre, catalyseur du surréalisme

par Jean-Pierre Plisson

« “Il faut rêver”, a dit Lénine : “Il faut agir”, a dit Goethe »
(André Breton)

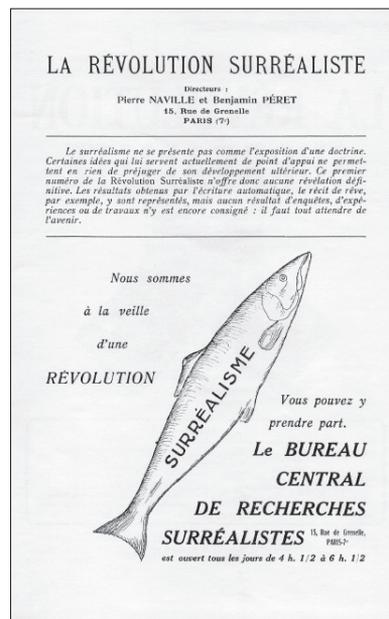
Plus de cinquante ans après la mort de son principal fondateur et théoricien, André Breton, le surréalisme reste un sujet « sensible ». Assignant à la poésie un rôle puissamment libérateur touchant au plan de la connaissance ayant conduit à cette « révolution du regard » qui a marqué le XX^e siècle, il a aujourd'hui une place de choix dans les galeries et les musées. Mais l'objectif ne se situait pas là, et l'acharnement de ceux qui veulent toujours le réduire à des critères littéraires ou esthétiques, le rejeter dans les abîmes de l'« utopie » ou l'étouffer sous les injures ou la calomnie, vise à régler autre chose qu'une querelle intellectuelle.

Qu'il ait voulu « changer la vie » dans la perspective de la révolution mondiale ouverte par la révolution d'Octobre n'est évidemment pas pour rien, tant dans sa place acquise dans l'histoire contemporaine que dans cette défiance qui s'observe toujours dans certains milieux intellectuels. Aussi, semble-t-il utile de revenir sur les origines d'un tel mouvement, aboutissement le plus marqué d'une accélération intellectuelle

depuis le romantisme jusqu'aux décennies qui ont précédé la Première Guerre mondiale, avec les figures marquantes de Hugo, Baudelaire, Lautréamont, Rimbaud, Kandinsky et Picasso, pour ne citer qu'eux.

La révolte absolue

Octobre est la conséquence de la tuerie monstrueuse que fut la Première Guerre mondiale. Appel d'air pour des populations appelées à s'entretuer pour des intérêts étrangers aux leurs, elle touche au premier chef la jeunesse. Les intellectuels, d'abord majoritairement orientés de chaque côté du Rhin vers la défense de leur patrie respectueuse contre la « barbarie » d'en face, vivent l'horreur et vont opérer un revirement spectaculaire contre la guerre et « le monde d'hier » qui l'a engendrée. Plus jamais ça ! Les paroles de *L'Internationale* : « Du passé, faisons table rase ! » entrent en résonance avec l'effondrement de toutes les valeurs établies, à quoi se substitue une aspiration puissante à reconstruire la société sur des bases nouvelles. Et rien ne doit être épargné.





Prague, avril 1935. De gauche à droite : Toyen, Jindrich Styrsky, André et Jacqueline Breton, Vincenc Makovsky, Vitezslav Nezval, Paul Eluard et Karel Teige. DR

Pour les futurs fondateurs du surréalisme, les jeunes poètes André Breton, Louis Aragon, Paul Eluard, Benjamin Péret et leurs amis, cet appel de la classe ouvrière résonne comme une sommation à l'action, un point d'appui décisif à l'affirmation de « l'esprit moderne » qu'ils appellent de leurs vœux. André Breton en traduira des décennies plus tard, l'émotion intacte : « *Contre vents et marées, je suis de ceux qui retrouvent encore, au souvenir de la révolution d'Octobre, une bonne part de cet élan inconditionnel qui me porta vers elle quand j'étais jeune et qui impliquait un don total de soi-même [...]. Rien ne peut faire qu'elles [les journées d'Octobre] ne demeurent exemplaires et ne retombe l'exaltation qu'elles portaient. Cela sans préjudice de ce qu'il est advenu par la suite, c'est ce qu'il importe que nous reconnaissons toujours [...], la "facilité" [l'expression est, je crois, de Lénine] avec laquelle les vieux cadres craquaient* » (1).

Si l'on revient sur les différentes étapes qui ont ancré cette révolte dans la perspective de la révolution mondiale ouverte par Marx et Engels, Lénine et Trotsky, on ne peut manquer d'être frappé par la constance de leurs positions dans un cours pourtant tumultueux.

Après « dada »

Après le passage par le mouvement dada et *Le Manifeste du surréalisme* d'André Breton qui déclare une « *guerre d'indépendance* » à la société, le premier numéro de la revue *La Révolution*

surréaliste du 1^{er} décembre 1924 affirme déjà une orientation très nette : « *Il faut aboutir à une nouvelle Déclaration des Droits de l'Homme* »/« *Nous sommes à la veille d'une RÉVOLUTION.* » Après s'être affranchi de l'intelligentsia de gauche comme de droite, d'abord par le tract *Un cadavre* contre Anatole France, puis par la *Lettre ouverte à Paul Claudel*, Breton déclare dans *La Révolution surréaliste* : « *Nous n'aurons pas trop de toutes nos mains agrippées à une corde de feu le long de la montagne noire [...]. Que dans l'état actuel de la société en Europe, nous demeurons acquis au principe de toute action révolutionnaire, quand bien même elle prendrait pour point de départ une lutte de classes, et pourvu seulement qu'elle mène assez loin* » (2). Dès cet instant, comme il le dira plus tard, « *les ponts sont coupés entre le surréalisme et le reste. Nous nous en accommodons fort bien. Mais ce n'est pas moins à partir de là que la révolte commune va tendre à se canaliser sur le plan politique* » (3).

À cette date, le groupe surréaliste a déjà contresigné l'*Appel aux travailleurs intellectuels* contre la guerre du Rif, paru dans *L'Humanité* du 2 juillet 1925, et s'appête à publier pour cette même cause, mais sur son propre plan la déclaration *La Révolution d'abord et toujours !*, cosignée avec le groupe/revue *Clarté* proche du Parti communiste, le groupe belge *Correspondance* et le groupe *Philosophie*. Cette déclaration, encore assez générale, salue toutefois « *le magnifique exemple d'un désarmement immédiat, intégral et sans contrepartie qui a été donné au monde en 1918 par Lénine à Brest-Litovsk* » et lève

(1) Message d'André Breton lu par Benjamin Péret, le 8 novembre 1957, au meeting du PCI « *pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre* » (André Breton, *Œuvres complètes*, Pléiade, tome 4, p. 1076).

(2) Breton, *La Révolution surréaliste*, n° 4, 15 juillet 1925, article-préambule « *Pourquoi je prends la direction de la révolution surréaliste* », *op. cit.*, tome 1, p. 905.

(3) Breton, *Entretiens* (1952), *op. cit.*, tome 3, p. 498.

toute confusion sur l'objectif assigné : « Nous ne sommes pas des utopistes : cette Révolution nous ne la concevons que sous sa forme sociale [...], l'idée de Révolution est la sauvegarde la meilleure et la plus efficace de l'individu. »

Lénine de Trotsky

Cette évolution du groupe surréaliste vers Octobre trouve son vecteur en août, quand Breton découvre le *Lénine* de Trotsky édité alors à la Librairie du travail de Boris Souvarine, et dont Victor Serge a fait une critique très positive au mois de juin dans *Clarté*. Cette « révélation » le conduit à écrire un article qui paraîtra dans la revue surréaliste.

Il écrit alors à Eluard : « J'ai tenu à m'avancer, à me compromettre autant qu'il est possible dans le commentaire au livre de Trotsky. » Comme il le dit dans ce « commentaire », son admiration est totale pour Lénine et Trotsky : « Je pense en effet que le communisme, en existant comme système organisé, a seul permis au plus grand bouleversement social de s'accomplir [...]. Comment oublier qu'il a été l'instrument grâce auquel ont pu être abattues les murailles de l'ancien édifice, qu'il s'est révélé comme le plus merveilleux agent de substitution d'un monde à un autre qui fût jamais ? » Breton y trouve aussi l'occasion de souligner la distance qui le sépare à ce moment-là d'Aragon et de son « Moscou la gâteuse... vague crise ministérielle... », rectifié tout aussi légèrement dans une lettre ouverte à l'un de ses amis. Il écrit : « Libre, dans ces conditions, à Louis Aragon de faire savoir à Drieu La Rochelle, par lettre ouverte, qu'il n'a jamais crié : Vive Lénine ! mais qu'il le braillera demain puisqu'on lui interdit ce cri » ; libre aussi à moi et à tout autre d'entre nous de trouver que ce ne serait pas une raison suffisante de se comporter ainsi, et que c'est faire la part trop belle à nos pires détracteurs, qui sont aussi ceux de Lénine, que de leur laisser supposer que nous n'agissons de la sorte que par défi. Vive Lénine ! au contraire, et seulement parce que Lénine ! » (4).

Le livre circule dans le groupe surréaliste. Eluard écrit en septembre à Breton : « Je suis plein de force, plein d'espoir et tellement heureux d'avoir lu le Lénine

de Trotsky [...]. Ce livre est un des plus grands que j'aie jamais lus. » Pour André Masson : « La lumière dont il est plein emporte le rêve vers des terres miraculeuses où les éléments obéissent [...]. Lénine, de par le mystérieux pouvoir de choisir et de vouloir, régnant sur le chaos. J'admire cette conception de révolution permanente. Révolution dont nous annonçons les phrases qui s'appuient sur les mouvements de nos cœurs. » Joë Bousquet traduit le même enthousiasme : « Je vois que vous considérez la publication du livre comme une occasion d'affirmer que le surréalisme tel que vous l'avez défini comporte aussi bien son application politique : ce qui était évident [...]. Nous sommes d'accord [...]. Le surréalisme est [...] non plus une attitude de refus, mais maintenant une attitude de combat. [...] Nous ne connaissons pas la nature du feu qui est en nous. L'exemple russe nous apprend comment il faut en disposer. [...] Je crois ne contredire en rien l'immense Trotsky qui dit quelque part, je crois : "C'est la rigueur de l'autorité qui fait la vigueur de la révolte" [...]. Je me crois tout à fait des vôtres » (5).

Comme il l'écrira encore quelques années plus tard à sa femme Simone, il considère ce livre comme « le plus admirable » qu'il ait lu, avec *Mes voyages* de Charlie Chaplin (6). Maintenant, pour lui et ses amis, « le socialisme, qui n'avait été longtemps qu'une aspiration généreuse, venait de s'agripper à la terre par des racines profondes » (7). Le souffle de la révolution, la dimension universelle d'Octobre que Trotsky communique à son lecteur fera dire plus tard à Breton : « C'est lui qui marque le premier pas, un pas décisif (bien qu'on ait dit souvent

(4) Breton, commentaire à Léon Trotsky « Lénine », *La Révolution surréaliste* n° 5, 15 octobre 1925, *op. cit.*, tome 1, p. 912.

(5) Lettres d'André Masson à Breton du 25 octobre 1925, et de Joë Bousquet à Breton en cette même période (*Vers l'Action politique*, Actual-Gallimard 1988, pp. 25-30).

(6) Lettre d'André Breton à Simone Kahn-Breton, 16 juin 1928.

(7) Breton, préface à *Position politique du surréalisme*, octobre 1935, *op. cit.*, tome 2, p. 411.

(8) Breton, *Entretiens*, 1952, *op. cit.*, tome 3, p. 502.

par la suite que ce fut de ma part, et de la part du surréalisme, un faux pas) vers une meilleure intelligence des idées et des idéaux dont la Révolution russe avait été la résultante » (8).

Breton ne le sait pas, mais ce livre inachevé de Trotsky, arrêté à la date du 22 janvier 1924, lendemain de la mort de Lénine, est publié dans un contexte où Trotsky est déjà confronté à une offensive au sein de son propre parti, pour avoir dénoncé la bureaucratisation de son appareil dirigeant. La brutale contre-révolution stalinienne est déjà en marche. Il en fera assez vite l'amère expérience.

L'ombre de Staline

Contraint de se défendre en septembre 1926 contre une série d'attaques venant pour l'essentiel de *L'Humanité*, il écrit dans *Légitime défense* : « Nous n'avons l'impertinence d'opposer aucun programme au programme communiste. Tel quel, il est le seul qui nous paraisse s'inspirer valablement des circonstances, avoir une fois pour toutes réglé son objet sur la chance totale qu'il a de l'atteindre. » Mais il affirme avec tout autant de fermeté l'indépendance du surréalisme dans ses choix et ses moyens d'expression : « Il n'est personne de nous qui ne souhaite le passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat. En attendant, il n'en est pas moins nécessaire, selon nous, que les expériences de la vie intérieure se poursuivent et cela, bien entendu, précise-t-il, sans contrôle extérieur, même marxiste. »

Mais l'heure est à l'enthousiasme, et Breton va ouvrir alors avec les camarades de Clarté et dans le groupe surréaliste une discussion acharnée en faveur de la révolution communiste, qui se conclura en janvier 1927 par son adhésion au Parti communiste français avec quelques-uns de ses amis. Si l'adhésion ne dure pas longtemps, du fait de la méfiance des dirigeants de ce parti envers une activité surréaliste indépendante qu'ils ne comprennent pas, il n'en reste pas moins que, pour Breton, le PCF restera pour quelques années le parti d'Octobre, jusqu'à son interdiction de parole en juin 1935 au « Congrès pour la défense de la culture », essentiellement pour désaccord avec le pacte d'assistance

franco-soviétique (pacte Laval-Staline) et plus généralement avec la politique stalinienne.



Bulletin international du surréalisme n° 1, Prague, 9 avril 1935.

« *L'art authentique d'aujourd'hui a partie liée avec l'activité sociale révolutionnaire, il tend comme elle à la confusion et à la destruction de la société capitaliste* » (André Breton, interview à *Holo Noviny* (Unité ouvrière), Prague, 9 avril 1935)

Chez d'autres intellectuels, ce constat d'échec aurait pu conduire au constat d'impuissance, voire au pessimisme le moins inspiré, mais Breton s'appuie sur des forces acquises et ne cède pas. On peut avancer sans trop grand risque d'erreur, la thèse que cette résistance est constitutive de la nature même du surréalisme, tel qu'il le définit dès le premier manifeste, et qu'il résume alors par le fameux mot d'ordre, d'autant plus percutant qu'il le proclame

(8) Breton, *Entretiens*, 1952, op. cit., tome 3, p. 502.

au moment de cette rupture définitive avec le Parti communiste, section de l'Internationale communiste (SFIC) : « *Transformer le monde* », a dit Marx, « *changer la vie* », a dit Rimbaud : *ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un*. » Par-delà les terribles obstacles posés par le stalinisme, il fallait bien que la révolution d'Octobre reste puissamment vivante et agissante pour conduire à une telle résistance !

« *Ce que nous n'avons jamais cessé d'entendre par socialisme, c'est bien n'est-ce pas, un saut, du règne de la nécessité, dans le règne de la liberté. Notre fidélité à cette conception est à toute épreuve* » (André Breton, réunion de *Contre-Attaque*, 8 décembre 1935)

Au Mexique, avec Trotsky

C'est ainsi qu'il est l'un des rares intellectuels à condamner – et avec quelle virulence ! – les procès de Moscou (1936-1937). À la veille de la fondation de la IV^e Internationale, la rencontre au Mexique avec Trotsky est décisive. Le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant* (juillet 1938) qu'ils écrivent en commun établit une confiance durable entre les deux hommes. Le désarroi de Breton est profond quand Trotsky est assassiné en août 1940 par un agent de Staline.



André Breton, Diego Rivera, Léon Trotsky, Mexico, 7.1938 (DR)

« *La lutte idéologique entre la Quatrième et la Troisième Internationale n'est pas fondée uniquement sur une*

opposition dans la conception des objectifs des partis, mais sur une opposition dans la conception générale de la vie matérielle et spirituelle de l'humanité » (Léon Trotsky, *L'Art et les artistes*, lettre à *Partisan Review*, 17 juin 1938)

Après la Seconde Guerre mondiale, la perspective révolutionnaire s'éloigne. Dans l'année 1946, Breton exprime des doutes sur la validité du matérialisme historique et « questionne » Marx et Trotsky. Mais ces critiques ponctuelles s'estompent et le lien n'est pas rompu avec la IV^e Internationale : « *Nous continuons à porter à cette politique un intérêt particulier [...] convaincus, disons-nous en 1947, de ce que l'action internationale d'un parti résolument internationaliste est l'exigence la plus impérieuse de l'histoire contemporaine, nous n'avons pas, sur le plan politique, d'autre ambition que celle de faire confiance à un tel parti, à une telle internationale [...]. L'attitude personnelle de Léon Trotsky – étonnamment inspirée et le plus souvent irréductible à ses propres vues sur le problème moral –, son apport prodigieux à l'incessante sédition humaine ont beaucoup fait pour diminuer les distances, pour renforcer le pacte* » (9).

Pendant la guerre d'Algérie, les interventions surréalistes seront nombreuses aux côtés des trotskystes du PCI/*La Vérité*. Après Breton, à ce meeting du cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre déjà évoqué, c'est Benjamin Péret, son plus ancien « compagnon de lutte » qui l'affirmera : « *Jamais aucune révolution n'a apporté à l'humanité tout entière autant d'espoir que la révolution d'Octobre [...], jamais non plus espoir n'a été si cruellement déçu, non pas par ses promoteurs, mais pas ceux qui en ont usurpé l'héritage [...]. La voix de Lénine, camarades, nous n'avons pas besoin d'écouter son timbre, nous savons qu'il exploserait de colère en apprenant l'usage*

(9) *Rupture inaugurale*, déclaration collective du groupe surréaliste du 21 juin 1947.

que Staline et autres Khrouchtchev continuent de faire de son nom » (10).

**COMITE POUR LA LIBERATION DE MESSALI HADJ
ET DES VICTIMES DE LA REPRESSION**

Président : Jean CASSOU, Ecrivain.
Secrétaire : Elie BOISSELIER, Ingénieur.

MEMBRES DU BUREAU

A. BRETON, Ecrivain.	L. HOUEVILLE, Employé.
R. CHERAMY, Professeur.	P. LAMBERT, Employé.
Y. DECHEZELLES, Avocat à la Cour.	Ch. LEMOINE, Mineur.
E. DUMONT, Fonctionnaire.	D. MARTINET, Docteur en Médecine.
P. DUTHEL, Insulteur.	M. PIVERT, Professeur.
H. FERAUD, Professeur.	D. RENARD, Mécanicien.
A. HEBERT, Chemot.	J. ROUS, Journaliste.

**Pour une solution
pacifique, démocratique, juste
du problème Algérien**

**LIBERATION DE TOUS LES DETENUS POLITIQUES
ALGERIENS
ARRÊT DES EXÉCUTIONS DES CONDAMNÉS A MORT
LIBERATION DE MESSALI HADJ**

Les centaines de milliers de jeunes soldats de contingent, les rappelés devant-ils poursuivre une guerre épuisante jour plus ennuyée ?
Le peuple algérien sera-t-il autorisé de subir encore longtemps les horreurs d'une « pacification » avec ses castes de saïbs, de répression, de sang et de sang ?
Les millions gaspillés par centaines dans cette guerre sans issue, continueront-ils à dignifier encore plus le niveau de vie des masses travaillantes.

La guerre de reconquête coloniale dans son développement implacable aboutit à la destruction systématique de tous les droits démocratiques : LIBERTÉ D'EXPRESSION, LIBERTÉ D'OPINION, LIBERTÉ DE PRESSE.
Les garanties démocratiques assurant la protection de la liberté individuelle sont violées avec un cynisme révoltant : ARRESTATIONS ARBITRAIRES, SATTISAGES, LYCHES, CAMPS DE CONCENTRATION, continuation de la guerre de reconquête coloniale.

Les militants nationalistes consentent aux plus lâches sacrifices, à l'acceptation du fanatisme du Mouvement National Algérien, Messali Hadj, qui dès 1926 « leva le drapeau de la lutte pour la liberté et la dignité du Peuple Algérien ». Le nom de Messali Hadj, en particulier depuis 1956, est jalousement gardé, le gène de la race, la langue, les camps de concentration, la dévotion arbitraire.
Dites en France, quel est le Peuple Algérien appelé le Chef National, quel est son drapeau et les revendications de France connaissant comme un socialisme international, l'émancipation qui en février 1938 éprouvèrent les travailleurs algériens à combattre aux côtés du peuple de France contre les troupes d'Hitler et de Mussolini. Messali Hadj est aujourd'hui dépeint dans une loi de l'Assemblée, à Bône-Alger, comme le fait au siècle dernier l'indépendance révolutionnaire française Auguste Blanqui. Symbole vivant que cette victoire de vos deux grands révolutionnaires « coloniaux » l'un et l'autre.

Bulletin du « comité pour la libération de Messali Hadj » n° 11, 26.2.1957



Benjamin Péret à la tribune du meeting du PCI/IV^e internationale, pour le quarantième anniversaire de la Révolution d'Octobre, 8.11.1957 (DR)

Art et révolution

« La vie spirituelle à laquelle l'art appartient aussi et dont il est l'un des agents les plus puissants se traduit par un mouvement en avant et en hauteur, complexe mais net, et qui peut se réduire à un élément simple. C'est le mouvement même de la connaissance » (Vassily Kandinsky, *Du Spirituel dans l'art*, Denoël-Gonthier 1969, p. 38).

On peut voir un écho des questions soulevées par les artistes russes, avant et surtout après Octobre (11), dans la revendication de totale liberté d'expression exigée par le surréalisme. Octobre a vu les efforts des poètes, peintres et cinéastes, pour contrer les adeptes d'une « culture prolétarienne » conservant les règles de l'imitation naturaliste, dont Lénine et Trotsky durent un moment combattre la prétention hégémonique. Cette option que la bureaucratie montante favorisera comme la plus apte à assurer sa propre conservation, avant que ne s'affirme la doctrine officielle du « réalisme socialiste », se prolongera en France dans la thèse d'une « littérature prolétarienne » défendue par Henri Barbusse, directeur littéraire de *L'Humanité* et futur chantre de Staline, dans sa revue *Monde*, mais combattue explicitement dès 1928 par les surréalistes (12) s'appuyant sur les thèses de Trotsky développées dans *Littérature et révolution*, dont ils avaient eu quelques échos dans *Clarté*.

Ce mouvement des artistes russes pendant les années de liberté qui ont suivi la révolution, cherchant à libérer l'expression des théories d'école aux étiquettes d'ailleurs changeantes, le surréalisme va tenter de le poursuivre partant d'autres prémisses, avec ses moyens propres, et à une autre échelle. En ce sens, le manifeste Breton-Trotsky peut être vu comme un raccourci des expériences concernant les rapports de l'art et de la révolution, concentrée dans cette proposition audacieuse : « Nous estimons que la tâche suprême de l'art à notre époque est de

(10) Benjamin Péret, *Œuvres complètes*, tome 5, Corti 1989, p. 311.

(11) *Les Artistes et la révolution d'Octobre 1917*, Gisèle Grammare, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 76 (7 janvier 2018), p. 107.

(12) Breton, réponse à l'enquête d'Henri Barbusse sur la « littérature prolétarienne » (31 juillet 1928), *Monde* n° 13, 1er septembre 1928, *op. cit.*, tome 1, p. 803. Henri Barbusse défendait ainsi sa thèse : « Un nouvel élan : la coopération et même la fusion entre les "intellectuels" et les "manuels" [...]. Tout cela afin de créer "un art populaire sain, jeune, fort et clair, qui illumine et qui soutienne, en même temps qu'il exprime le grand cri des masses vers l'affranchissement" » (*L'Humanité*, 28 avril 1926).

participer consciemment et activement à la préparation de la révolution. Cependant, l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur » (13).

C'est depuis longtemps convaincu de la validité de cette thèse que Breton pourra faire plus tard la démonstration la plus claire de la faillite de l'art engagé prôné par le système stalinien, dont Aragon se fait le défenseur dans *Les Lettres françaises*, et frapper de nullité la théorie mortifère du « réalisme socialiste ». Par la lettre que des intellectuels du PCF envoient en 1952 à Picasso l'assurant de « leur affection confiante » et de « leur respect », il pressent, « dans les cadres intellectuels du parti stalinien, des antagonismes croissants qui ne pourront que s'avérer irréductibles et, à brève échéance, prendront forme ouverte de conflit ». Ce diagnostic éclatant va se vérifier pleinement l'année suivante (14). La disparition de Staline le 5 mars 1953, amplifiant la crise qui couvait depuis des mois dans l'appareil stalinien, est un appel d'air pour la classe ouvrière. Il s'exprimera ouvertement au mois de juin dans l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, puis en 1956 dans le printemps polonais et l'insurrection hongroise. Le 8 mars 1953, Breton répond à une enquête du *Figaro littéraire* : « Quel visage Staline prendra-t-il dans l'histoire ? » : « Qu'ajouter de plus que chacun ne sache ? Les mains souillées de sang de ses meilleurs compagnons de lutte, le secret d'un moyen infallible pour leur ravir l'honneur en même temps que la vie [...], je vois mal ce qui [...] pourra faire contrepoids dans la balance » (15).

L'affolement dans l'appareil du PCF va atteindre le grotesque. En phase avec le panégyrique attendu de *L'Humanité*, Aragon rend, le 12 mars, un hommage obligé

au « petit Père des peuples » en une de son propre journal *Les Lettres françaises* sous la manchette *Staline et la France* : « Merci à Staline pour ces hommes qui se sont forgés à son exemple, selon sa pensée, la théorie et la pratique stalinienne ! Merci à Staline qui a rendu possible la formation de ces hommes, garants de l'indépendance française, de la volonté de paix de notre peuple, de l'avenir d'une classe ouvrière. » Selon les vœux de Maurice Thorez, il y joint un portrait de Staline commandé à Picasso (16). Celui-ci s'est exécuté, mais tout comme dans *le Portrait de Dorian Gray* d'Oscar Wilde, le portrait « idéal » de Staline s'avère impossible à réaliser. Picasso va donc faire les frais de sa « générosité ». Le 17 mars, un blâme du secrétariat du PCF, reprochant au portrait de ne pas avoir exprimé la « bonté » de Staline et sa « lumineuse intelligence », pousse Aragon à publier une série de lettres de lecteurs et de cellules entières « indignées » et à « avouer » ultérieurement son erreur, alors que le journal a perdu 20 % de ses lecteurs. Pour Breton : « Chacun sait que l'œuvre de Picasso, de ses origines à ce jour, est la négation effrénée du prétendu "réalisme socialiste". Le scandale du "portrait" n'a d'autre intérêt que de faire éclater à tous les yeux l'incompatibilité de l'art avec les consignes de la brigade policière qui a la prétention de le régir » (17). ■

(13) Breton-Trotsky, *Pour un art révolutionnaire indépendant* (Léon Trotsky, *Littérature et révolution*, Passion 2000, p. 278).

(14) Breton, *Du "réalisme socialiste" comme moyen d'extermination morale*, *Arts*, 1^{er} mai 1952 (*op. cit.*, tome 3, p. 945).

(15) Breton, *Le Figaro littéraire*, 14 mars 1953, p. 7 (*Perspective cavalière*, *op. cit.*, tome 4, p. 863).

(16) Cette une des *Lettres Françaises* du 12 mars 1953 est présentée par Frank La Brasca dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 76, (7 janvier 2018), p. 143.

(17) Breton, *Le portrait de Picasso, c'est Dudule*, *Paris-Presse-L'Intransigeant* 22-23 mars 1953 (*op. cit.*, tome 3, p. 1096).

Marseille :

rencontre CMO-PROMEMO

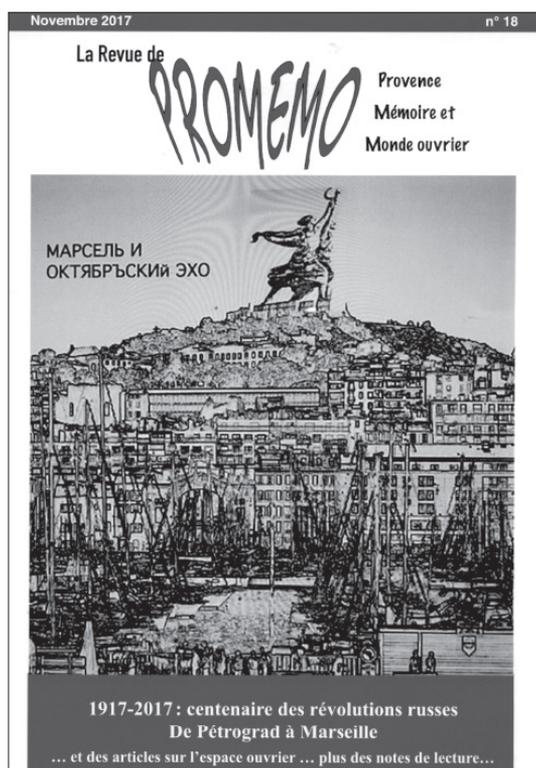
Une rencontre heureuse... qui a une histoire !

par Michel Barbe

Première partie : PROMEMO, une association loi 1901

« L'association PROVENCE, MÉMOIRE ET MONDE OUVRIER (PROMEMO), créée en 1999, a pour objet de contribuer à l'élaboration, la rédaction et la diffusion du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* [le Maitron], d'encourager et de développer les recherches scientifiques, autour de l'histoire du monde et du mouvement ouvrier en Provence, de favoriser la conservation des documents et archives les concernant, de faciliter dans un cadre plus large, les initiatives touchant à l'histoire sociale et politique de la Provence contemporaine » [4^e de couverture – Promémo n° 17- novembre 2016].

L'association et sa revue furent fondées par Robert Mencherini (président d'honneur), professeur émérite à l'UMR TELEMME, *Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme* (MMSH), Aix-en-Provence. Historien du mouvement ouvrier, il est l'auteur d'une somme qui comble un vide béant à Marseille : *Une histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1930 à 1950*. Quatre volumes parus à ce jour couvrent quatre périodes sous le titre commun : *Midi rouge, ombres et lumières* [1 : *Les années de crise, 1930-1940* (230 pages). *Vichy en Provence* (660 pages). *Résistance*



Le numéro 18 de la revue Promemmo

et *Occupation 1940-1944* (772 pages). *La Libération et les années tricolores – 1944-1947* (440 pages)]. D'une extrême densité d'informations, ce travail de bénédictin est devenu la référence incontournable pour cette brève période d'intenses luttes des classes en Provence.

L'histoire du mouvement ouvrier à Marseille et sa région est d'une telle richesse que l'hypothèse d'une rencontre entre historiens des CMO et de PROMEMO, chercheurs sur le même thème, ne pouvait pas ne pas se réaliser. La sortie, en 1998, du livre de Robert Mencherini au titre accrocheur : *Guerre froide/Grèves rouges*, sous-titré : *Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves insurrectionnelles de 1947-1948* (307 pages éditeur Syllepse) donna le signal du contact. L'opportunité s'ouvrait pour moi d'inviter Robert Mencherini à présenter lui-même son livre au siège parisien des CMO.

Première rencontre : 8 novembre 2017 - Théâtre Toursky

La célébration du centenaire d'Octobre 17 par PROMEMO et le Parti communiste fut l'occasion pour moi, adhérent de PROMEMO, d'apporter le salut fraternel de la Quatrième Internationale trotskyste, héritière, elle aussi à part entière, d'Octobre 17. J'y réaffirmai l'actualité d'Octobre contre Macron qui déclare la guerre à toutes nos conquêtes ouvrières, arrachées dans le sillage révolutionnaire d'Octobre, en 1936 et en 1945. Une pour chaque classe. Actualité pour la classe ouvrière, arc-boutée sur leur défense et leur reconquête. Actualité pour la bourgeoisie qui mesure parfaitement le lien vivant qui existe entre Octobre 17 et celles de 1936 et 1945 qualifiées par le Medef de *bolcheviques*... Face à un patronat fantomatique à la Libération, les ouvriers de la réparation des locomotives s'étaient organisés en soviets. Paniquée, elle n'a eu de cesse de corrompre et d'effacer la mémoire d'Octobre 17 dans les programmes et les manuels d'histoire !

Un sale boulot de démolition entrepris de longue date par le CNPF, mué en Medef pour pouvoir « *mettre l'entreprise au centre* », l'imposant comme « institutrice » suprême du pays. J'ai rappelé qu'une des premières mesures prises par Lénine au pouvoir avait été l'annulation de la dette, la même qui nous étrangle aujourd'hui. Mais à cette époque, nous tous ici, dans cette salle, étions majoritairement bolcheviks. Nous avons chassé Kerenski, pris le pouvoir et proclamé la République ouvrière des soviets. (Applaudissements). Nous étions la preuve qu'Octobre 17 est bien vivant dans les consciences ouvrières ! Comment les bolcheviks ont-ils pu conserver le pouvoir ? Une deuxième rencontre répondit à cette question. Examinons-là !

Deuxième rencontre : 13 février 2018 - Théâtre Toursky

PROMEMO et CMO ensemble à la tribune !

Les retombées planétaires de la bombe à fragmentation d'Octobre étaient si puis-

santes et brûlantes qu'elles sonnaient le glas du capitalisme en pleine guerre impérialiste de repartage du monde. D'un coup, par-delà les frontières et les lignes du front, la contre-révolution se dressa pour tenter de l'isoler et de l'abattre. En vain, de justesse, la révolution a tenu le coup ! Comment ? Jean-Jacques Marie rappelait la jubilation de Lénine : « *Un jour de plus que la Commune de Paris* » ! Un jour de plus, oui, mais à quel prix ?

Gérard Leidet et Bernard Régaudiat, présidents de PROMEMO, historiens du mouvement ouvrier en Provence, acceptèrent ma proposition d'ouvrir ce débat ensemble, avec les CMO dont je suis le correspondant local, en invitant Jean-Jacques Marie, historien de l'Union soviétique. Promémo et CMO à la même tribune, une première à Marseille ! Les orateurs étaient invités à répondre aux deux questions :

« *Après Octobre 17, et en dépit de tous les pronostics, comment la révolution s'est-elle maintenue au pouvoir ?* » et « *En quoi Octobre 17 est-il encore d'actualité ?* »

Une salle bien remplie (130 personnes). Nous étions quatre à la tribune. Gérard Leidet et moi-même pour organiser le double débat entre Bernard Régaudiat et Jean-Jacques Marie et avec la salle. Passionnant ! Les tables de vente de la revue PROMEMO 1917-2017 : *centenaire des révolutions russes de Petrograd à Marseille* et les quatre premiers numéros spéciaux (sur cinq) des *Cahiers du mouvement ouvrier, 1917-2017 centième anniversaire des révolutions russes* furent assaillies et la collecte pour couvrir les frais de salle (300 euros) rapporta 315 euros.

Et maintenant, pourquoi ne pas avancer vers une troisième rencontre ?

Ce succès n'appelle-t-il pas un troisième tour, incontournable ? Les militants ouvriers les plus actifs et conscients l'attendent : comprendre le mystère de l'effondrement soudain de l'URSS en 1989-1990. D'un coup, sans guerre étrangère ni civile, c'est le retour à un capitalisme de prédateurs sauvages par une fausse bourgeoisie d'oligarques milliardaires

issus de l'ex-nomenklatura soviétique stalinienne ! Elle ne bâtit rien comme le capitalisme de l'époque de Marx. Au contraire, elle détruit tout, livrant la quasi-totalité des conquêtes d'Octobre à la loi du marché. Retour à la misère ! Une incompréhensible et silencieuse perte de boussole s'abat sur les débris de l'Union soviétique, ce joyau de la classe ouvrière internationale, bastion du « socialisme réalisé » selon Staline ! Qu'a-t-on caché aux millions de militants communistes et aux travailleurs du monde entier (« *unissez-vous !* ») pour abattre le capitalisme ? Des signaux, devenus inaudibles, avaient pourtant été lancés. Un immense sentiment de gâchis et de trahison s'étendit comme une onde de choc sur le prolétariat mondial abasourdi qui continue cependant à considérer Octobre 17 et l'URSS comme son bien commun, sa conscience de classe, à reconquérir pour l'étendre, cette fois-ci à toute la planète pour en finir, une fois pour toutes, avec le capitalisme...

PROMEMO et les CMO disposent ensemble d'atouts et d'outils pour engager ce débat à Marseille, ex-bastion ouvrier à fortes traditions de lutte des classes. Une tradition acquise par la scission à Tours. Massivement majoritaires, les délégués socialistes de la SFIO rejetèrent la trahison dans l'Union sacrée. Ils proclamèrent leur adhésion à la III^e Internationale communiste et fondèrent leur SFIC. Un prolétariat qui, dès la Libération, se dote d'une presse et d'organisations syndicales et politiques puissantes et redoutables : PCF et CGT..., jusqu'à accueillir en grande pompe, en 1962, sous une marée de drapeaux rouges, le camarade-président Nikita Khrouchtchev, dans son fief des quartiers Nord ! N'y avait-il pas inauguré, tel un cadeau d'Octobre 17 dont il était porteur, le tout nouveau grand lycée, flambant neuf, des « quartiers Nord » de Marseille ? Une vieille revendication ouvrière pour recevoir sur place les enfants des ouvriers et ingénieurs des chantiers de réparation navale, qui leur ouvrait les portes de la culture et des savoirs, fondements de toutes les compétences. Aujourd'hui, ce fief inexpugnable est mort, disparu ! La chute de l'URSS et le chômage massif de la jeunesse livrée à elle-même ont démoralisé l'élec-

teur ouvrier qui ne prend plus « sa carte au parti ». Il est devenu abstentionniste. Une forme de résistance qui cache des réserves de mobilisation anticapitalistes qui ne demandent qu'à surgir... pas forcément avec un bulletin de vote à la main ! Dans ce contexte de désarroi et d'attente, les plus conscients et lucides, syndicalistes, éventuellement porteurs de « la carte », cherchent à comprendre : ils sont demandeurs d'une boussole de classe. PROMEMO et CMO, indépendants, sont disponibles, prêts à les aider à répondre à leurs attentes.

Avec le Parti communiste, comme PROMEMO l'a déjà fait, et les CMO, organisons une troisième conférence-débat avec une seule question : pourquoi l'Union soviétique, vitrine, selon Staline, du socialisme réalisé, s'est-elle effondrée de l'intérieur, comme un château de cartes ? Jean-Jacques Marie n'a-t-il pas été lui-même invité par la direction du Parti communiste à son siège de la place du Colonel-Fabien pour débattre du centenaire d'Octobre 17 ? Il reviendra sûrement à Marseille pour une troisième conférence-débat, une fois de plus accueillie au théâtre Toursky !

Deuxième partie.

Promémo : une revue d'histoire

Numéro 18, spécial *Octobre 17 1917-2017 : centenaire des révolutions russes. De Petrograd à Marseille.*

Trente-deux pages d'un dossier réalisé à quatre mains, suivies d'une recension de treize publications récentes sur le centenaire, équitablement réparties entre Bernard Régaudiat, Frédéric Grossetti, Gérard Leidet, Marie-Noëlle Hopital, historiens du mouvement ouvrier en Provence.

Promémo, à la fois association et revue historique, traduit l'existence et l'histoire d'un mouvement ouvrier organisé et combatif à Marseille et sa région.

Question posée : comment Octobre 17 et plus généralement *les révolutions en Russie* ont-elles été reçues et perçues par les travailleurs et, plus précisément, les militants ouvriers les plus conscients

à Marseille, ce haut-lieu d'une tradition de lutte des classes très vive, concentrée autour du grand port méditerranéen et de sa large périphérie industrielle ?

Bernard Régaudiat

« Faut-il en ce début du XXI^e siècle... sinon oublier Octobre 17, du moins l'abandonner tel un objet froid livré à la seule attention des historiens ? Promémo ne pouvait pas ne pas évoquer Octobre 17... Mais pour éviter de faire de la commémoration pour la commémoration, Promémo entend le faire, en réfléchissant à ce qui aujourd'hui pouvait justifier, pour nos lecteurs, qu'on ne regarde pas Octobre 17 simplement comme un objet froid. »

La révolution d'Octobre 1917 : une concordance des temps ?

Pour lui, « l'événement qui est issu de ce choc a produit un amalgame entre des mouvements multiples, des révolutions russes que le pragmatisme et l'improvisation de Lénine et des bolcheviks ont su fédérer. » Il relève l'idée de fatalité : « Octobre aurait-il pu ne pas avoir lieu ?... Dès octobre 1917, le totalitarisme était-il dans l'œuf ?... Était-il inéluctable qu'il dégénérât en contre-révolution stalinienne ?

Coup d'État ou glorieuse révolution, selon le courant idéologique... réévalué en révolution minoritaire... où se trouvaient momentanément réunis les objectifs des soviets et des bolcheviks... Ce qui ne revient nullement à minimiser le fait que Lénine ait pris une option en obligeant les soviets à accepter le rôle dirigeant du Parti bolchevique : cette décision portait en elle le danger d'une domestication des soviets, en cas de victoire des bolcheviks, ce qui était loin d'être assuré à ce moment-là. »

Pendant ce temps en France

« La confusion plonge les multiples représentations et partis-pris officiels ou militants... la Russie serait-elle à la recherche de la démocratie et de la paix ?... L'inquiétude porte sur son engagement à poursuivre la guerre aux côtés de l'Entente, la France redoutant par-dessus tout une paix séparée qui rabattrait les divisions allemandes sur le front occiden-

tal... La décomposition redoutée [de l'armée russe] conduit au black-out que fait peser la censure en France, la raréfaction puis l'interruption après Brest-Litovsk, des relations officielles... livrent l'opinion et les militants aux bribes de renseignements que transmettent quelques reporters passés clandestinement en Russie et/ou à travers les mailles de la censure.

Année 1918 : comment mettre un terme à la guerre... devant les préoccupations liées à la fin de la guerre ?

Année 1919 : dominée par la vague révolutionnaire qui met fin à la guerre... qui facilite "l'Union sacrée" des socialistes, des syndicalistes, des anarchistes qui s'accordent sur le minimum, la défense de la révolution contre l'intervention des Alliés aux côtés des armées blanches.

Elle se termine et s'ouvre sur le Congrès de Tours avec 75 % des votes pour l'adhésion à la III^e Internationale. »

Deux échos de presse concluent cette contribution :

– **L'Humanité**, révolutionnaire, 7 novembre 1922 : « Vive la Révolution russe ! Vive l'avènement du bolchevisme » – Accompagnée d'un portrait-crayon de Léon Trotsky.

– **Le Soleil du Midi**, ultra réactionnaire, 12 septembre 1919 : « La bête au mufler sanglant rôde autour de vous, elle vous flaire déjà, vous, votre femme, vos enfants. Malheur à vous si vous ne la sentez pas ! »

Frédéric Grossetti

Les échos de la révolution russe dans le mouvement ouvrier et socialiste marseillais

Quelle place occupe la révolution russe [étudiée] à partir de l'observation de la situation et de ses évolutions à Marseille ?

C'est une question importante mais seconde du débat dans le mouvement ouvrier et socialiste

Solidarité avec une révolution en grande difficulté... retrait de Russie des troupes françaises et de l'Entente dans les tracts, meetings fin 1918 et 1919, une grève générale, seule solution pour empêcher les gouvernements alliés d'étouffer la révolution russe... solidarité par des collectes financières... Question :

la Russie peut-elle être un exemple... voire... un modèle ?

Une information très incomplète

Février 1919, meeting au syndicat des métaux : « *Nous sommes mal renseignés.* » Au syndicat du bâtiment : « *Je ne sais pas si je suis bolchevik ou anti-bolchevik, je ne suis pas allé en Russie.* » Les noms mêmes des dirigeants bolcheviques sont peu connus, à part Lénine et Trotsky.

Une large sympathie dans le mouvement ouvrier et socialiste

Meeting Bourse du travail : *Vive Lénine !* Meeting place Castellane : « *Nous sommes des bolcheviks.* » Tonnerre d'applaudissements. Un syndicaliste du spectacle : « *Lorsqu'on voit tous les gouvernements capitalistes considérer avec rage la république des soviets, c'est parce qu'elle réalise un état de choses tellement séduisant que l'on redoute de voir la politique bolcheviste bouleverser le vieux monde.* » Un cheminot fait « *l'éloge de Lénine et Trotsky qu'il compare à Danton et Marat* ».

Un débat de plus en plus vif

13 novembre 1918, assemblée de militants socialistes : « *L'heure de l'action décisive a sonné... la section française pourta se rendre digne des sections qui partout ailleurs, en Russie comme en Bulgarie, en Autriche comme en Allemagne, tiennent fermement et sans défaillance le drapeau de l'Internationale.* » Usine Mante de Montredon : on parle de « *gardes rouges* ». Crispations après la scission de Tours. *Le Petit Provençal* : « *Quelques socialistes français se laissent duper par l'énorme mystification bolchevique... les extravagantes doctrines et les monstrueuses méthodes qui sont en honneur en Russie.* » Janvier 1924, grand succès à Marseille du défilé en hommage à Lénine qui vient de mourir.

Gérard Leidet

La révolution d'Octobre dans les débats qui traversent le mouvement ouvrier marseillais (1918-1919)

Affiche de l'UD-UL : « *Le prolétariat marseillais dira fortement qu'il ne veut plus être ni chair à canon, ni chair à travail* ».

Dans la CGT, du côté des « révolutionnaires » : « *Pacifisme et antimilitarisme constituent des idées dominantes.* » « *La CGT a l'air de mendier un morceau de pain... la machine à l'ouvrier, la terre au paysan... La révolution, le régime des soviets.* »

Du côté des « réformistes » de la CGT : *Le Petit Provençal* est contre la dictature bolchevique et contre la III^e Internationale. « *Sachez que sous son faux titre de communiste, le régime bolcheviste n'est qu'une continuation du régime autocrate.* » Mais aussi, « *il faut détruire la légende des bolcheviks... énergumènes sans but, uniquement préoccupés de détruire* ».

Du côté du Parti socialiste unifié SFIO : fin 1918, les militants syndicalistes les plus actifs... imposent leurs vues au sein de la Fédération socialiste... les éléments révolutionnaires affluent. Des sections... versent dans la surenchère : « *La propagande [doit être] basée sur une approbation sans réserve des actes des bolcheviks...* » Va-t-on vers une guerre sociale ? « *Dans la guerre, il n'y a eu qu'un seul vainqueur, Lénine.* »

Défendre la jeune république prolétarienne

La Russie est menacée. « *La guerre, finie avec les soldats du Kaiser, doit-elle continuer contre les socialistes russes ?* » Le Syndicat des instituteurs et institutrices des Bouches-du-Rhône : « *Ému de l'injonction adressée aux gouvernements allemand et neutres de contribuer au blocus rigoureux de la Russie révolutionnaire [le syndicat de l'enseignement laïque] élève sa protestation contre cette cynique violation du droit des gens qui voue au supplice de la faim des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes coupables seulement d'avoir réalisé chez eux la république des travailleurs.* »

L'engagement autour de la III^e Internationale...

Les milieux ouvriers marseillais semblent favorables à la dictature du prolétariat et à la III^e Internationale... Des meetings pour la démobilisation, le retrait des troupes de Russie... rassemblent des milliers de personnes qui se séparent

aux cris de « *Vive la III^e Internationale ouvrière !* »... La tentative de mutinerie à Toulon fait l'objet de discussions très violentes à la Bourse du travail de Marseille.

Conclusion... l'esprit révolutionnaire semble souffler dans la classe ouvrière marseillaise... Un mouvement en faveur de l'adhésion à l'Internationale prolétarienne de Moscou se dessine... entre 1919 et 1922... existence de trois confédérations (scission CGT, CGT-U et création de la CFTC) et coexistence de deux Internationales et de deux partis ouvriers (SFIO et SFIC-PCF).

Bernard Régaudiat

Cinq pages d'extraits du journal de Gustave Granier. Découverte et présentation d'une véritable pépite, cadeau de l'histoire au chercheur. Heureux résultat de l'appel à documents par les archives départementales en 2014 [qui] couvre la totalité de la guerre... Il dévoile les incertitudes d'un modéré... hostile à la révolution d'Octobre... Après Brest-Litovsk et l'armistice : « *Les maximalistes font naître sur l'Europe et sur l'Allemagne le danger de la révolution d'en bas.* » L'aveuglement de classe prend cependant le dessus : « *La bande de bandits russes formant le gouvernement provisoire déclare sa capitulation officielle devant l'Allemagne. Mais celle-ci, qui connaît cette canaille, poursuit sa marche en avant. La canaille est affolée. Lénine... et consorts bientôt auront vécu...* » De l'armistice à la paix : « *À Paris où je passe on envisage une campagne en Russie contre les bolcheviks comme nécessaire, imminente même. Que Dieu nous préserve de cette folie !* » (12 décembre).

Marie-Noëlle Hoptal

Maïakovski, poète emblématique de la révolution

La révolution russe de 1917 a suscité une extraordinaire effervescence artistique, littéraire et poétique... nul destin plus emblématique que celui de l'immense poète Vladimir Maïakovski. « *Il a attendu la révolution depuis l'âge de treize ou quatorze ans.* » Elsa Triolet, qui était son amie, en a tracé le portrait... et s'en souvient : « *Jusqu'à la fin de ses*

jours, dans ses tournées à travers l'URSS, pendant des centaines de soirées... lectures de poèmes et conférences... » Question : ouvrier, le poète ?... la poésie exige un labeur acharné, décrit Maïakovski lui-même. « *La poésie est une production. Une des plus difficiles, des plus compliquées, mais une production quand même.* » Maïakovski s'est suicidé en 1930 pour des raisons qui n'ont jamais vraiment été élucidées.

L'auteur s'interroge : au XXI^e siècle, quel poète aujourd'hui vivant connaît la même renommée pour une œuvre novatrice, exigeante ?

Bernard Régaudiat

Les Russes à Marseille : un point d'appui pour comprendre les événements de Russie ?

Que savaient réellement les Marseillais de la situation en Russie pour alimenter leur réflexion ou leur engagement ? Combien de Russes à Marseille ? À partir de janvier 1921, arrivée de nombreux réfugiés français venant de Russie. En 1922, un accord est passé avec le gouvernement bolchevique pour le rapatriement gratuit des Russes ayant combattu en France et qui souhaitent rentrer chez eux [suit l'histoire de ce corps expéditionnaire, aujourd'hui bien connue grâce aux travaux de Rémi Adam... et qui fut à l'origine de l'expulsion de Trotsky du territoire français en 1916].

En juillet 1920, un des épilogues de la guerre eut lieu tout de même à Marseille, celui d'un navire russe, le *Tchernomore*, battant pavillon italien parce que l'équipage [qui] refusait de naviguer sous le pavillon de Denikine ou de l'ancien régime voulait rentrer de Gênes, où il séjournait, vers la Russie, pour être mis à la disposition des soviets.

Conclusion des recherches. Au total, on voit donc que les indices de possibles rencontres entre les Russes mieux informés par leurs canaux respectifs et les habitants du département existent, mais il est très difficile, en l'état actuel des connaissances, de connaître le contenu et l'influence de ces rencontres. ■

Bibliographie

- Alexandre Berkman, *Le Mythe bolchevik. Journal 1920-1922* (2017).
- Claudio Sergio Ingerflom, *Le Citoyen impossible. Les racines russes du léninisme* (1988).
- Eric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917* (2016).
- Stephen A. Smith, *Petrograd Rouge. La Révolution dans les usines (1917-1918), Les Nuits rouges* (2017).
- Claude Pennerier, Bernard Pudal, *Le Souffle d'octobre 1917. Pourquoi ont-ils cru au communisme ?* (2017).
- Alexander Rabinowitch, *Les Bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd* (2016).
- Isaac N. Steinberg, *Quand j'étais commissaire du peuple !* (2016).
- *La Révolution russe d'octobre 1917*, extrait de l'œuvre de Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe* (2016).
- Léon Trotsky *Les Leçons d'Octobre* (2014).
- Nicolas Werth, *Les révolutions russes « Que sais-je ? »*
- Olivier Besancenot, *Que faire de 1917 ? Une contre-histoire de la révolution russe.* (2017).
- Moshe Lewin, *Le Dernier combat de Lénine* (2015).



Notes de lecture



Un court moment révolutionnaire, la création du Parti communiste en France, de Julien Chuzeville (1)

Dans un ouvrage de 500 pages, Julien Chuzeville, historien du mouvement ouvrier, raconte la genèse du Parti communiste entre 1915 et 1924.

En effet, c'est dès 1915, après la conférence de Zimmerwald, que se constitue le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI) avec des militants syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et socialistes opposés à l'Union sacrée ; ce comité devient, en 1919, le Comité pour la Troisième Internationale (C3I).

Lors du congrès de la SFIO en octobre 1918, les majoritaires de guerre sont battus par une alliance des centristes pacifistes de Longuet et des zimmerwaldiens emmenés par Loriot. La SFIO renoue alors avec l'orientation d'avant 1914 en proclamant « la nécessité de la disparition de la société capitaliste ». Loriot, du C3I, intègre la direction de la SFIO. Mais les ex-majoritaires de guerre menés par Renaudel ne désarment pas, le Parti socialiste reste plus divisé que jamais.

À partir du printemps 1917 et jusqu'en 1920, on assiste à une période de fortes mobilisations sociales en écho à la révolution russe, mobilisations sur lesquelles l'auteur passe peut-être un peu trop rapidement. Le Parti socialiste, comme la CGT, se renforcent. Dans la CGT, l'opposition zimmerwaldienne crée des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) dont l'objectif est de « participer à la révolution sociale [qu'elle espère] à portée de main ».

C'est dans ce contexte social qu'a lieu, en décembre 1920, le fameux congrès de Tours de la SFIO, qui a quitté la Deuxième Internationale en février 1920. La question qui est posée au congrès est l'adhésion à la Troisième Internationale fondée en 1919 par les bolcheviks. Julien Chuzeville rend compte de façon très détaillée des débats qui conduisent à la scission. L'aile droite (les ex-majoritaires de guerre) et les centristes pacifistes autour de Longuet refusèrent l'adhésion à la Troisième Internationale, provoquant ainsi la scission. La motion pour l'adhésion, présentée par Loriot et Souvarine, membres du C3I, en prison au moment du congrès, l'emporte avec 74 % des mandats. L'auteur rappelle que, contrairement « à une légende tenace », le congrès n'a pas voté les vingt et une conditions imposées par l'Internationale communiste pour y adhérer afin de tenir à distance les opportunistes, tout simplement parce qu'elles n'étaient pas à l'ordre du jour.

Début 1921, il y a donc deux partis socialistes se revendiquant tous les deux du socialisme révolutionnaire dans lesquels « il y a des réformistes et des révolutionnaires [...] mais pas dans les mêmes proportions ». Ce n'est qu'en janvier 1922 que le Parti-socialiste – Section française de l'Internationale communiste (PS-SFIC) deviendra le Parti communiste-SFIC. L'auteur nous livre des pages intéressantes sur la façon dont s'est déroulée la scission dans les fédérations, comment, par exemple, s'est réalisé le partage

de la trésorerie et des locaux. Dans trois fédérations, on tentera d'éviter la scission. Il y aura pendant un temps une fédération du Jura autonome.

Dès son origine, le Parti communiste est caractérisé par son manque d'homogénéité politique avec une aile centriste réformiste, opportuniste et pacifiste avec Frossard, Cachin et Sembat et une aile gauche révolutionnaire, menée par Souvarine, Lorient et Dunois mais minoritaire. Le premier secrétaire du PC est Frossard, qui avait été partisan de Longuet à la SFIO, c'est-à-dire pacifiste modéré. Marcel Cachin, fervent partisan de l'Union sacrée, se retrouve directeur de *L'Humanité* devenu le quotidien du Parti communiste-SFIC ! Un Parti communiste dans lequel les débats sont souvent âpres et l'instabilité de la direction, durant ces premières années, la règle.

Dans les années qui suivent le congrès de Tours, le jeune Parti communiste, qui a attiré à lui des milliers de jeunes ouvriers, organise des campagnes antimilitaristes et anticoloniales et ses militants doivent affronter la répression ; beaucoup se retrouvent alors en prison. Mais la répression et le recul de la vague révolutionnaire qui avait suivi la révolution russe voient les effectifs du Parti communiste s'effondrer.

L'auteur consacre son dernier chapitre au « tournant irréversible de 1924 ». Ce tournant, c'est celui de la « bolchevisation » du PC, imposée par l'Internationale communiste dirigée par Zinoviev, allié à ce moment-là à Staline à la direction du Parti communiste de Russie. La « bolchevisation », c'est la soumission totale de partis communistes à la bureaucratie

russe et la volonté d'éliminer toute opposition à l'intérieur des PC et de l'Internationale communiste. Entre 1924 et 1926, Souvarine, Rosmer, Monatte, Lorient sont éliminés du Parti communiste.

« *Les militants qui avaient été les principaux zimmerwaldiens pendant la guerre sont exclus, diffamés, marginalisés. Après août 1914, c'est une nouvelle défaite pour ces militants révolutionnaires.* »

L'auteur prend le terme « bolchevisation » au pied de la lettre ; lui, d'ailleurs, n'utilise pas toujours les guillemets. Pour lui, par « bolchevisation », il faut vraiment comprendre faire de ces partis des partis réellement bolcheviques. En effet, page 410, il écrit : « *La bolchevisation n'est pas qu'un durcissement, c'est surtout une entreprise de substitution politique : il ne s'agit plus du communisme, mais du bolchevisme ; plus du marxisme mais du léninisme.* » En fait, les méthodes que l'Internationale communiste de Zinoviev-Staline emploie à partir de 1924 ne sont pas les méthodes bolcheviques, mais celle du stalinisme naissant, qui substitue l'obéissance servile à la libre discussion. En fait de « bolchevisation », c'est de bureaucratisation qu'il s'agit, une bureaucratisation qui annonce la stalinisation des partis communistes et de l'Internationale communiste.

Malgré cette réserve, *Un court moment révolutionnaire* demeure une synthèse riche et approfondie sur les premières années du Parti communiste en France. ■

Roger Revuz

(1) Chez Libertalia, 2017, 20 euros.

Le stalinisme en action ou le massacre à la tronçonneuse

**Alexeï Pavlioukov. Le fonctionnaire de la Grande Terreur :
Nikolaï Iejov, traduit du russe**

par Alexis Berelovitch, Gallimard, 656 pages, 32 euros.

Un conglomérat d'Untermenschen ?

Le romancier communiste hongrois Jozsef Lengyel, déporté dix-sept ans en Sibérie dont onze ans passés au Goulag, décrivait jadis dans son roman *Deux communistes* l'appareil monstrueux des partis communistes d'Union soviétique et d'Europe de l'Est comme un conglomérat « d'Untermenschen, des sous-produits humains, des prototypes du fonctionnaire nazi », et ajoutait : « Un appareil semblable ne peut se consolider que s'il écrase tous ceux qui ont la moindre valeur, honneur ou capacité personnelle. Et même ceux dont il suppose qu'ils pourraient en avoir. Être soupçonné d'avoir la moindre qualité – même si la présomption est sans fondement – suffit pour succomber. »

Certes, Lengyel, dans ces lignes, ne tente pas d'analyser les fondements sociaux et politiques de cette sinistre réalité qu'il se contente de décrire. Il écrit un roman, pas un traité. La biographie de *Nicolas Iejov fonctionnaire de la Grande Terreur* confirme – et au-delà – sa vision des choses.

À la tête du NKVD – l'appareil répressif de l'URSS stalinienne – pendant deux ans et demi, il organise un véritable carnage, décidé par Staline et son bureau politique, dont Pavlioukov, utilisant les



Iejov et Staline D.R.

documents déclassifiés du fonds Iejov, dresse un tableau accablant. Pendant ces deux ans et demi, Iejov a organisé la liquidation physique d'un million quatre cent mille personnes, fusillées, y compris des femmes enceintes et des enfants, ou mortes au cours d'interrogatoires musclés ou pendant leur séjour en prison dans des conditions pires encore que celles du Goulag.

L'ordre n° 00447

Nommé à la place de Iagoda à la tête du NKVD en septembre 1936, c'est lui qui

est chargé de mettre en œuvre « l'ordre n° 00447 » par lequel Staline complète et amplifie la purge sanglante du parti entamée depuis 1936 par un massacre de masse organisé dans le plus grand secret entre le 2 juillet 1937 et le 17 novembre 1938. Iejov en organise et en suit jour à jour le déroulement avec Staline, qu'il rencontre alors presque chaque jour. Une résolution du bureau politique « *sur les éléments anti-soviétiques* » adressée à tous les dirigeants des républiques, des régions et des territoires les invite d'abord à fichier « *tous les koulaks et criminels retournés chez eux* » après leur libération de l'exil ou du camp et qu'il accuse d'être « *les principaux instigateurs des crimes antisoviétiques dans les kolkhozes, les sovkhoses, les transports et certaines branches de l'industrie* ». L'ordre ordonne de fusiller « *immédiatement les plus hostiles d'entre eux* » et de déporter les autres, décrétés « *moins actifs mais néanmoins hostiles* » dans les régions éloignées du pays. La résolution définit un quota de victimes de la répression à atteindre dans chaque république ou région, classées en deux catégories : les futurs fusillés et les futurs déportés. Les réceptionnaires doivent « *présenter dans un délai de cinq jours la quantité d'individus soumis à l'exécution ainsi que la quantité de ceux soumis à la déportation* ».

La chasse aux minorités nationales

Moins de trois semaines après le premier ordre, le 20 juillet, Staline engage le massacre des « *contingents nationaux* » c'est-à-dire de multiples minorités nationales considérées comme autant de nids d'espions, en ordonnant d'abord la chasse aux Allemands de la Volga considérés comme une cinquième colonne. Les Allemands de la Volga ne sont qu'un modeste début... Un ordre secret du 30 juillet, signé Iejov, détaille l'opération, qui doit frapper pêle-mêle des paysans dits *koulaks* libérés à l'expiration de leur peine, des « *éléments socialement nuisibles* » et des populations soviétiques non russes (Polonais, Allemands, Finlandais, Lettons, Estoniens, Grecs, Roumains, Coréens) suspectés de constituer un vivier pour l'espionnage. Ces

victimes sont, elles aussi, réparties en deux catégories : 1) à fusiller (la majorité) et 2) à déporter. Moscou fixe des quotas et invite les autorités régionales à solliciter un dépassement, en général accordé. Ce massacre frappe par son caractère aveugle et son ampleur. Pour remplir les quotas fixés et les rallonges demandées, les cadres du NKVD, souvent promis eux aussi à une liquidation prochaine, rivalisent d'émulation. Ils raflent les premiers venus sur la base du plus mince incident, de la parole la plus insignifiante, voire de rien du tout pour remplir les statistiques et inventent des organisations clandestines fantasmagoriques où ils fourrent le premier venu. Un responsable du NKVD en fabrique même une de ses propres mains dans un kolkhoze pour y attirer des paysans. Certains agents du NKVD s'enivrent à mort pour pouvoir arrêter, frapper, torturer, arracher des aveux invraisemblables, et tuer. Pavlioukov donne de ce minigénocide une description hallucinante qui mêle l'absurde à l'effroyable. Ainsi, dans la région de Sverdlovsk, le responsable du NKVD rafle tout ce qu'il peut pour remplir ses listes « *Par exemple, écrit Pavlioukov, sur les 4 218 personnes arrêtées au compte de la ligne polonaise, il n'y avait que 390 Polonais réels (...). De même tous les 227 accusés au compte de la ligne lettonne étaient d'anciens koulaks, parmi lesquels il n'y avait que douze lettons.* »

Désengorger les prisons... en abattant les détenus

Les prisons étant déjà pleines, il faut les « *désengorger* » à tout prix, et donc exécuter en masse. Le 27 mai 1935 avaient été constituées des *troïki* (groupes de trois) comprenant le chef local du NKVD, le chef de la police et le responsable politique local qui pouvaient condamner à l'exil ou à cinq ans de prison. Staline, par le décret du 30 juillet, leur donne le droit de prononcer des condamnations à mort (catégorie 1) ou des peines de huit à dix ans de détention (catégorie 2). Pour accélérer la répression, Staline, par deux décrets du

NKVD du 11 août 1937 puis du 20 septembre 1937, permet même l'examen des victimes par des *dvoïki* (doublettes) sans le secrétaire du parti. Ces *troïki* et *dvoïki* seront dissoutes le 26 novembre 1938, une fois achevé le massacre qui fauche près de 750 000 hommes, femmes et enfants en moins de dix-huit mois. Sur 335 513 membres des « *minorités nationales* » jugées suspectes arrêtés pour leur appartenance ethnique, 247 157, soit 73,6 %, sont fusillés.

Vient ensuite le moment où, selon le titre d'un chapitre du livre, « *le maure a fait son devoir* » et Staline décide de s'en débarrasser. Le récit des intrigues permettant d'y parvenir est l'un des meilleurs moments du livre. Finalement, Iejov est accusé d'avoir été un agent des services secrets allemands et polonais, pendant que sa femme, elle, travaillait pour l'Intelligence service britannique, puis d'avoir monté un complot terroriste contre la direction du parti et Staline, pour les assassiner... un complot comme il en avait fabriqué tant d'autres tout aussi imaginaires contre des milliers de victimes ; Iejov se vante d'avoir « *nettoyé quatorze mille tchékistes* » (nettoyé... veut dire envoyé dans l'au-delà)... mais s'accuse d'avoir laissé des hordes d'espions dans les directions du NKVD, par manque de vigilance et complicité au moins objective, sinon subjective.

Les raisons de cette bacchanale sanglante

Pourquoi cette bacchanale sanglante ? Pavlioukov se garde bien de reprendre

l'explication pseudo-psychologique sur la paranoïa de Staline, mais n'avance guère comme explication que la volonté du maître du Kremlin de consolider son pouvoir... En quoi cette purge qui frappe de bas en haut toutes les couches de la société, depuis des paysans déportés ou revenus dans leurs villages jusqu'à des membres du bureau politique, pourtant fidèles partisan de Staline, y contribuait-elle ? Cela n'apparaît pas très clairement à la lecture du livre, mais une conclusion s'impose. En liquidant la couche dirigeante du parti, Staline se débarrasse de vieux révolutionnaires devenus certes de bons bureaucrates, mais sceptiques, voire critiques à l'égard du maître du Kremlin ; il les remplace par de jeunes promus qui lui doivent tout ; en liquidant les clans locaux, il renforce le pouvoir central ; en envoyant dans l'autre monde ou au Goulag « *des contingents nationaux contre-révolutionnaires* » polonais, lettons, finnois, estoniens, soviétiques, il élimine des éléments jugés instables à la veille de la guerre qui menace ; sous l'ordre de la terreur, les sources de mécontentement, voire de révolte, sont nombreuses. Il faut en interdire toute expression possible pour conforter le pouvoir de la nomenklatura dont en même temps il renouvelle les rangs. Iejov a massacré à droite et à gauche pour remplir cette mission que Staline lui a confiée avant d'en rejeter sur lui les prétendus « excès », de le faire fusiller, de le condamner à l'oubli et de le remplacer par Lavrenti Beria, dont Pavlioukov nous décrit l'ascension, mortelle pour le nabot sanglant. ■

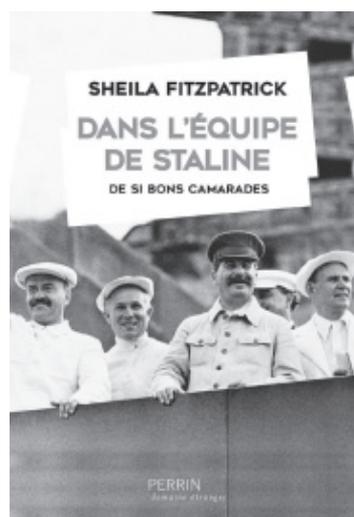
Jean-Jacques Marie



Une équipe soudée... ou dessoudée ?

Sheila Fitzpatrick : *Dans l'équipe de Staline. De si bons camarades.*

Traduit de l'anglais par Jacques Bersani,
448 pages, Perrin.



Voici un livre curieux. Le sous-titre « *De si bons camarades* » interpelle. On s'interroge : sous-titre ironique ou pas ? Puis on tombe d'emblée sur une phrase qui ne peut manquer d'intriguer : « *Staline, écrit Sheila Fitzpatrick, se révéla un patron loyal vis-à-vis de membres de son équipe, même si ces derniers, avec des parents et des collaborateurs de confiance tombant autour d'eux comme des mouches, ils ne pouvaient en être tout à fait sûrs* » (p. 19). Un patron loyal ? Vraiment ? Il poussa au suicide l'un de ses plus vieux camarades, Sergo Ordjonikidze, après avoir fait fusiller son frère Papoulia, accusé de sympathies « trotskystes » imaginaires, parce que ledit Sergo refusait d'adhérer au bluff de Staline qui transformait en « *sabotages trotskistes* » toutes les avaries provoquées par une industrialisation menée à un rythme forcené. Et Molotov, son fidèle second ? En 1949 il fait exclure du parti sa femme, Paulina Jemtchoujina, juive, puis la fait exiler au Kazakhstan. Lors du vote au bureau politique sur son exclusion, Molotov s'abstient, puis, se méfiant de son patron si loyal, il corrige son vote en pour. En 1938, Staline fait envoyer pour quinze ans au goulag la femme du chef théorique de l'État, Kalinine, un vieux membre de son clan. Il fait aussi plus tard jeter en

prison l'épouse de son vieux complice Andreiev, Dora Khazan. Son docile et enthousiaste fidèle Lazare Kaganovitch a le plaisir de voir son frère Mikhaïl poussé au suicide en 1941, après avoir été accusé d'être un agent nazi (fine invention pour un juif !). Son fidèle Mikoïan subit un sort à peine meilleur. Au début de 1942, deux de ses cinq fils sont arrêtés, accusés de complot avec les nazis alors aux portes de Moscou... et libérés sans autre explication quelques huit mois plus tard, après avoir ainsi exercé bien involontairement une lourde pression sur leur père. Faut-il ajouter à la liste son vieux camarade de jeunesse Abel Enoukidzé, qu'il fait fusiller en 1937 pour le punir de bavardages jugés antisoviétiques des femmes de ménage du Kremlin dont il assure alors la gestion ?

Sheila Fitzpatrick ajoute d'ailleurs à sa phrase quelque peu énigmatique : « *La peur de Staline ne fut pas le seul lien qu'ils eurent entre eux, mais elle ne les quitta jamais, une fois passées les premières années* » (p. 19). Comme on le voit et comme disait l'autre, un individu bien déloyal ce monsieur loyal ! L'auteur, pourtant, ajoute un peu plus loin : « *La façon dont Staline fut amené à exclure l'amitié de la politique* (en liaison avec son combat contre Boukharine) *ne devrait pas être prise trop au sérieux. L'amitié compta*

beaucoup pour lui et au début ce fut l'un des éléments qui contribuèrent à cimenter son équipe. Tout changea après la mort de Kirov (en 1934) et celle d'Ordjonikidze en 1936 » (p. 95). (En 1937 en réalité, mais cela n'importe guère). Si son implication dans l'assassinat de Kirov n'est pas prouvée et reste donc douteuse, en revanche, on l'a vu, il porte l'entière responsabilité du suicide d'Ordjonikidze. L'amitié n'était plus qu'un leurre depuis longtemps.

Staline, on le sait, a été un grand amateur et un grand fabricant de procès truqués, portant contre leurs victimes les accusations les plus invraisemblables, conclues le plus souvent par la mort des accusés. Selon Fitzpatrick, « il aimait ces procès qui lui permettaient (après tout c'était un ancien poète) de donner libre cours à sa créativité » (p. 75).

Un poète ? La douzaine de petits poèmes naïfs et sentimentaux qu'il écrivit dans sa jeunesse de séminariste permettent difficilement de lui attribuer ce nom. Mais surtout, la créativité que révèlent les procès truqués dont il relisait, corrigeait, amendait minutieusement les dépositions arrachées aux accusés sont d'une inventivité extrêmement modeste : « Agents des impérialistes » (dont la liste change en fonction des besoins de sa diplomatie), « saboteur trotskiste », « espion », « terroriste », « auteur de projets d'attentat contre le grand Staline », « empoisonneur de puits »... ou « de troupeaux ». À cela se limite à peu près sa « créativité ».

Cela étant, le tableau que dresse Sheila Fitzpatrick de l'existence et de l'activité du petit noyau..., fissuré au fil des années, qui entoure Staline est, malgré ces étrangetés, assez bien documenté et vivant. Il pose néanmoins un problème plus général que les remarques sur la loyauté flexible de Staline ou sa créativité poétique douteuse. Pour quoi se battait donc cette équipe ? Pour Sheila Fitzpatrick, la réponse est simple : « Ils se satisfaisaient pour la plupart d'être les compagnons d'armes de Staline dans cette grande entreprise qui consistait à bâtir le socialisme » (p. 31).

Elle le répète : « Staline était l'homme dont la révolution avait besoin après la mort de Lénine » (p. 53). « Il voulait le pouvoir pour mener à bien des projets révolutionnaires » (p. 54). Ses opposants ne valent

d'ailleurs pas grand-chose : « Trotski resta le même : des provocations » (p. 64). Le contenu politique de son opposition reste mystérieux. Staline et son équipe voulaient donc « construire le socialisme » ? Vraiment ? Prenons un exemple dont l'auteur ne dit mot. Le 19 décembre 1947, le mois même où il vote une réforme monétaire, qui ruine une bonne partie de la paysannerie qui avait tiré quelques maigres profits de la vente de sa production individuelle pendant la guerre, le bureau politique du Parti communiste de l'URSS prend une décision politique d'une grande importance... pour ses membres. Il vote l'attribution à ses propres membres titulaires et suppléants de voitures très confortables. Staline : deux Packard, une Tatra ; Molotov : une Packard, une Chrysler, une ZIS-110 ; Béria : une Packard, une Mercédès, une Zis-110 ; Jdanov : deux Packard, une Zis-11 ; Mikoïan : une Packard, deux Zis-110 ; Kaganovitch : une Packard, une Zis-110, une Zis-110 découverte ; Malenkov : une Packard, une Packard découverte, une Zis-110 ; Vorochilov : une Packard, une Chevrolet, une Ford-8 ; Andreïev : une Packard, une Chevrolet, une Pobeda M-20 ; Boulganine : une Packard, une Cadillac, une Pobeda M-20 ; le secrétaire personnel de Staline, Posbrebychev, se voit attribuer une Cadillac et une Buick ; et ainsi de suite...

C'est la belle vie en un mot... mais pour qui et pour combien de privilégiés d'un égalitarisme à l'envers ?

Or l'année précédente, 1946, marquée par une très mauvaise récolte (40 millions de tonnes de blé) au lendemain des effroyables destructions de la guerre, a vu la famine ravager des régions entières de l'Ukraine et de la Moldavie en particulier. Des cas de cannibalisme sont réapparus au pays du socialisme triomphant et la famine a fait plusieurs centaines de milliers de morts. En 1947, la situation ne s'améliore que lentement. L'écrasante majorité de la population a alors un niveau de vie à peine supérieur à celui des pensionnaires du Goulag. Staline n'a pas importé un gramme de blé. En revanche, il a acheté des voitures américaines de luxe. C'est le socialisme de la nomenklatura bureaucratique parasitaire. ■

Jean-Jacques Marie

Lewin Moshe, *Les sentiers du passé. Moshe Lewin dans l'histoire. Textes présentés et annotés* par Denis Paillard, Paris et Lausanne : Éditions Syllepse et Page 2, 2015, 193 pages, 15 euros.

Lewin Moshe, *Russie/URSS/Russie (1917-1991). Textes rassemblés et présentés par Denis Paillard, Paris, Lausanne et Saint-Joseph-du-Lac (Québec) : Éditions Syllepse, Page 2 et M éditeur, 2017, 264 pages, 20 euros.*

Le nom de Moshe Lewin n'est sûrement pas inconnu des lecteurs des *CMO*. Son *Dernier Combat de Lénine* (1967 – réédition Syllepse et Page deux, 2015) avait réjoui ceux qui se refusent à voir en Staline le continuateur de Lénine. En démontrant que ce dernier entendait mener une véritable « guerre » contre le chauvinisme grand-russe mis en œuvre en Géorgie par le secrétaire général du parti, Lewin confirmait les assertions longtemps non vérifiables de Trotsky. Par ailleurs, cet historien mort en 2010 fut un des initiateurs et des meilleurs représentants du courant dit révisionniste en histoire soviétique : à l'encontre de l'école totalitarienne qui décrit le régime soviétique comme une participation et une idéocratie intangibles du 7 novembre 1917 au 25 décembre 1991, il a montré qu'il existait bel et bien une



Moshe Lewin (1921-2010). D.R.

société en URSS, société dont les strates trouvaient le moyen de s'exprimer et d'agir malgré et contre la chape de plomb imposée par le pouvoir.

Moshe Lewin avait développé ses vues dans deux livres publiés en français, *La Formation du système soviétique* (Gallimard, 1987), consacré essentiellement à la question paysanne, et *Le Siècle soviétique* (Fayard/Le Monde diplomatique, 2003), livre-somme comprenant de fort belles pages entre autres sur les camps, l'appareil d'État ou la bureaucratie. Néanmoins, ces livres n'abordaient jamais la période révolutionnaire ce qui déformait *de facto* la perspective d'appréhension du régime. La société soviétique était présentée comme un système spécifique, ni capitaliste ni socialiste, dont les contradictions semblaient finalement plus fonctionnelles que sociales. Et si Lénine

était défendu dans son action, il apparaissait plus comme un homme d'État progressiste avisé que comme un révolutionnaire. En somme, les luttes de classes et les luttes politiques en URSS faisaient un peu les frais de l'analyse historique.

Grâce à Denis Paillard qui traduit et publie aux éditions Syllepses et Page 2 des textes jusqu'alors inédits, on peut se faire une image plus précise de l'historien et mieux comprendre son travail. *Les Sentiers du passé* rassemblent des textes autobiographiques (parfois redondants) et dont se dégage « *Mon itinéraire* », texte de la conférence passionnante que Moshe Lewin donna à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre en 2002. Lewin a grandi à Vilno, quand la ville était polonaise, entre 1918 et 1939. Le régime fondé par Pilsudki l'a précocement vacciné contre les séductions du nationalisme et les illusions quant à la portée de la démocratie électorale. Avec de plus l'antisémitisme omniprésent, « *des leçons d'histoire plutôt dures* » (p. 55) lui furent ainsi administrées. Militant à l'Hashomer Hatzair, mouvement de jeunesse marxiste « *situé à l'extrême gauche du mouvement sioniste* » (p. 52), le jeune Moshe lit Malraux, Céline et Marx. Il le dit lui-même : cet « *engagement politique (...), très intense et stimulant, m'a permis d'acquérir certains outils et habitudes qui font que l'on arrive, parfois intuitivement, à interpréter le cours des événements, la direction qu'ils prennent* » (p. 56).

Après la soviétisation de Vilno, ces capacités d'analyse et de survie sont mises à l'épreuve dès juin 1941, lors de l'attaque nazie. Avec un camarade, Moshe Lewin part à pied vers l'est. Des soldats soviétiques en retraite les font monter dans un camion contre la consigne de leur officier : « *Ils nous ont donné 200 km d'avance sur les motards allemands – et la vie !* » (p. 57). En effet, tous les proches et les camarades de Moshe Lewin restés sur place seront assassinés par les nazis. Âgé de 20 ans, il travaille pour sa nouvelle patrie, dans des kolkhozes où règne encore l'ordre patriarcal du *mir* ou dans une fonderie dont l'équipement datait d'avant 1917. Cette expérience de l'Union soviétique, au milieu du peuple, n'a rien

d'idyllique (là encore l'antisémitisme peut sévir), mais elle lui fait connaître une réalité qui n'avait rien à voir avec les discours de Staline ou les résolutions du Politburo.

Voulant se battre contre les nazis, il est versé dans une école d'officiers dont il sortira au moment de la victoire. Sa science militaire lui servira néanmoins en 1946, quand, de retour en Pologne, il participe à des unités autonomes de défense des juifs survivants contre une populace toujours antisémite. Autant dire que le nouveau pouvoir « populaire » polonais ne défendait pas le socialisme tel que Lewin le concevait, ni même un humanisme *a minima*. Il s'exile donc en France, puis en Israël, où, soldat, il dénonce les pratiques de l'armée : nouvelle expérience politique, nouvelle prise de distance avec ceux qui transforment un idéal d'émancipation en ordre étatique.

L'homme, qui devient étudiant à la Sorbonne à 40 ans, en 1961, a donc toutes les raisons de s'attaquer à l'énigme soviétique, mais il a aussi l'expérience personnelle et l'outillage théorique pour le faire.

On ne lit pas les ouvrages de Moshe Lewin de la même façon quand on a sa biographie à l'esprit. Non que ses travaux ne se suffisent pas à eux-mêmes, mais parce que la posture scientifique adoptée par l'auteur (la « neutralité axiologique ») en brouille les enjeux politiques. À ce titre, *Russie/URSS/Russie (1917-1991)*, recueil de certains des derniers textes de Lewin, est une bonne surprise tant la réflexion s'ordonne clairement dans une perspective marxiste. Cela ne rend pas la lecture du livre plus facile. Loin d'un travail de vulgarisation, nous avons ici une pensée condensée, nourrie par des décennies de débats politiques et historiographiques que Lewin ne rappelle qu'allusivement. C'est le mérite de l'introduction de Denis Paillard de resituer les thèmes abordés dans un cadre conceptuel trotskyste.

La première idée-force de Lewin est de refuser l'invariance du système soviétique en opposant une première période « *qui va de la Révolution jusqu'à la fin du pouvoir de Staline [et qui] se caractérise par une très grande instabilité* » et une « *seconde période, inaugurée par Khrouchtchev, [qui] est par contraste, rai-*

sonnablement pacifique et stable » (p. 35). En arrière plan, c'est l'évolution du « lien agraire » (1) qui se joue : la révolution paysanne contre les grands propriétaires s'est traduite par une « archaïsation » des rapports économiques et sociaux à laquelle Staline répond par un « despotisme agraire » rien moins que moderne. Loin d'être omnipotent, le stalinisme est donc un système « impossible » : « *Bouleversements profonds, objectifs grandioses, crises incessantes : [il en] résultait une énorme pression sur les dirigeants* » Dans la phase suivante, à laquelle Lewin dénie le qualificatif de « stalinien », l'« *immobilisme bureaucratique* » ne prétend plus commander à une société qui s'urbanise rapidement et étouffe dans un cadre politique dépassé.

La deuxième idée reçue à laquelle Lewin s'attaque est le caractère « socialiste » de l'URSS. Il montre d'abord que l'idéologie officielle change du tout au tout pour aboutir sous Brejnev à « *un système partisan du statu quo qui, s'il utilisait quelques termes repris des "pères fondateurs", s'employait avant tout à "émasculer" – en fait détruire l'essence même et le contenu de l'original* » (p. 68). Quant au « socialisme », *a fortiori* dans un seul pays, ce n'était pas l'objectif des révolutionnaires russes. Ce qui est sorti de la marmite de l'histoire n'avait rien à voir avec Marx. C'était un système qui « *partageait avec [le capitalisme] le fait que l'appropriation se faisait exclusivement pour le bénéfice des élites au pouvoir. Les mécanismes de cette appropriation étaient toutefois structurellement différents : [elle] ne reposait pas sur la propriété privée des moyens de production, et les avantages personnels des privilégiés du système consistaient principalement en biens de consommation* » (p. 72).

Un chapitre central est consacré à la guerre civile considérée comme la matrice d'un « *système qui (...) n'a pas été bâti méthodiquement selon quelque plan préétabli. Au contraire, il est le fruit d'improvisations sous la pression permanente de situations d'urgence* » (p. 98). La victoire des rouges s'explique par le soutien de classe dont ils bénéficiaient, mais il faut aussi souligner que « *c'est le camp capable de produire un État qui*

pouvait prendre en charge la réunification du pays et la mise en place d'un système sociopolitique » (p. 104). Pour ce faire, il fallait tenter de réemployer largement les anciennes « élites ». Les forces révolutionnaires de 1917 sortent transformées par cette épreuve : « *Le parti s'est militarisé et est devenu hautement centralisé (...). Ses cadres ont été déplacés selon les nécessités* » (p. 118). Les nouveaux adhérents ne découvrent le bolchevisme que sous cette forme caporaliste et « *bien des membres de la vieille garde étaient désespérés, dépassés et entourés de toutes parts par une masse de gens dont ils ne partageaient ni la culture ni la mentalité* » (p. 120). Plus généralement, la séquence peut se résumer par la formule « archaïsation + étatisation ». Ainsi, « *se met en place ce qui va devenir une tradition* » (p. 130).

L'étude des rapports entre « ego et politique » est l'occasion de montrer « *l'antibolchevisme croissant de Staline* » (p. 137), construit dans l'opposition à Trotsky dès la guerre civile et poursuivi sous le masque du culte de Lénine. Le slogan « *les cadres décident de tout* » (2) montre finalement l'effacement de la politique au profit de l'exercice du pouvoir. Il est l'équivalent soviétique du « l'État, c'est moi » louis-quatorzien. La « *paranoïa systémique* » (p. 141) des années 1930 est la réponse aux bouleversements provoqués par le pouvoir ; bouleversements provoqués mais non contrôlés par lui vu que les institutions ont été « *châtrées* ». On assiste particulièrement à « *la liquidation du parti en tant qu'organisation politique indépendante* » (p. 145).

Dans « *Les ouvriers en quête d'une classe* », Lewin fait une brillante synthèse sur le prolétariat russe, sur son rôle central et l'évolution de sa conscience, non seulement avant mais aussi après 1917, quand il se développe désormais sans capitalistes. L'attention portée aux formes d'adresse (monsieur, camarade, vous, tu...) permet

(1) « *Agrarian nexus* » aurait peut-être été mieux traduit par « *nœud agraire* » pour rendre le rôle d'articulation de l'évolution sociale tenu par la question paysanne.

(2) Là encore, la traduction choisie, « *les cadres commandent à tout* », ne semble pas très heureuse.

une description fine des rapports sociaux et de leur stratification de plus en plus poussée après guerre.

Dans un « *Rapport d'autopsie* », Moshe Lewin explique la disparition de l'URSS par une centralisation extrême qui dédaignait les « petits » problèmes locaux tout en faisant de moins en moins la preuve de sa capacité de décider contre sa propre pesanteur bureaucratique. En même temps, s'affirmait « *la prépondérance de l'administratif sur le politique dans le parti et le système* », se soldant par « *la disparition de la politique dans le parti parallèlement à la disparition de toute politique de planification dans le plan* » (p. 191). Cette question de la place du marché et de l'administration dans l'économie est discutée notamment à partir d'une brochure de Trotsky sur la NEP. Ni capitaliste ni socialiste, l'économie soviétique n'était qu'étatiste.

Un exposé de 1992 sur le nationalisme rappelle la force du chauvinisme grand-russe au sein de l'appareil d'État soviétique dès les années 1920 et détaille l'existence d'un courant nationaliste au sommet du parti après Khrouchtchev. On s'aperçoit que le marxisme-léninisme officiellement proclamé n'empêchait pas l'expression d'idées foncièrement réactionnaires et notamment antisémites. Ce

courant était d'ailleurs à la manœuvre lors de l'éclatement de l'URSS, préférant une Russie enfin souveraine à un État multiethnique qui ne serait plus dirigé d'une main de fer. Écrites à une époque où la Russie semblait ne pas devoir survivre à la disparition de l'URSS, ces lignes prennent une résonance particulière quand on les lit aujourd'hui.

Lewin affirme dans un dernier texte de 1994 que « *désigner la Russie comme menace principale dans le cadre d'une nouvelle politique internationale de l'Europe irait (...) dans une direction opposée aux leçons qui s'imposent* ». Toujours prémonitoire, il rappelle aussi que « *les "hommes forts", de nos jours, sont le signe d'États faibles* » et met en garde contre le « *marché-roi* ».

En refermant ce livre très conceptuel, le lecteur a le sentiment que son effort a été amplement récompensé. Moshe Lewin a peut-être plus de sympathie pour Boukharine voire Gorbatchev que pour Trotsky, mais son usage du marxisme force le respect par sa capacité à relier des phénomènes hétérogènes dans leurs dynamiques sociales. Si la voix de Lewin manque dans l'historiographie, les qualités de son analyse marxiste font malheureusement défaut plus largement. ■

Eric Aunoble

Chronique des falsifications



Quand *Le Monde* trafique la pensée de Jaurès contre Marx...

Jaurès subit depuis longtemps un traitement falsifiant sa pensée pour justifier les pires politiques. De Léon Jouhaux au lendemain de son assassinat à François Hollande, en passant par le pétainiste Frossard, Vincent Auriol et les stalinien, il a été très largement servi...

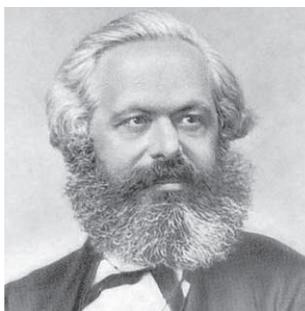
Le Monde a publié en avril 2018 un hors-série sur Marx... Le quotidien y célèbre à sa manière le deux-centième anniversaire de la naissance de Karl Marx. L'individu qui présente ce hors-série, un certain Frédéric Joignot, écrit : « *Faut-il sauver Marx, préserver sa critique acérée du capitalisme, comme contribution au mouvement d'émancipation des damnés de la Terre, ou le ver du totalitarisme est-il déjà dans l'œuvre comme le pensait Jaurès ?* » (*Le Monde*, 10 avril). Cette audacieuse affirmation n'est accompagnée d'aucune citation de Jaurès, et pour cause... et ce pour deux raisons.

Le concept de totalitarisme a été élaboré bien après la mort de Jaurès.

Jaurès a publié un long texte critique de la pensée de Marx, intitulé *Marx se trompait*, en décembre 1901. En quoi, d'après lui, Marx se trompait-il ? « *Le prolétariat*, écrit Jaurès, *grandit en nombre, en cohé-*



Jean Jaurès D.R.



Karl Marx D.R.

sion et en conscience (1) (...). *La nécessité même de la production capitaliste développe la grande industrie (...). Les prolétaires sont la force indéfiniment grandissante qui est appelée à transformer le système même de la propriété.* » Et il s'interroge : « *Comment se réalisera le socialisme ? (...). Par la croissance même du prolétariat* » (2). Jaurès n'envisage donc pas un instant que le capitalisme se muant alors en impérialisme puisse développer des forces destructives et inverser la tendance à la croissance du prolétariat. Il concentre sa critique de Marx et d'Engels sur un point. Il leur attribue la théorie de la paupérisation absolue et ajoute : « *Je dirai presque que Marx avait besoin d'un prolétariat infiniment appauvri et dénué dans sa conception dialectique de l'histoire moderne (...). Quoi d'étrange que Marx, avec cette conception dialectique première, ait accordé la*

(1) Notons qu'au cours de 2007 à 2017, 500 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie manufacturière en France.

(2) Jaurès, *Rallumer tous les soleils*, Omnibus, pp. 486-488.

primauté dans l'évolution capitaliste à la tendance de dépression » (3). Et, dénonçant « les appels déclamatoires à la violence, l'attente quasi mystique d'une catastrophe libératrice qui dispense les hommes de préciser leur pensée, de déterminer leur idéal », il promeut l'édification du socialisme par l'élargissement continu de la démocratie, « par l'acceptation définitive de la démocratie et de la légalité » (4).

Pas un mot dans tout ce texte qui puisse fonder, même de façon lointaine, l'affirmation de Frédéric Joignot.

Quand *Le Monde* publiait (en 1956 !) une apologie de Staline

Le texte du catholique de gauche Pierre-Henri Simon intitulé *Apologie de Staline* a été publié en première page du *Monde* du 7 juillet 1956 peu après la publication du rapport Khrouchtchev dénonçant certains crimes de Staline. P. H. Simon précisait : « *Apologie ne veut pas dire panégyrique. Apologie est défense et l'on ne défend que les accusés. Que Staline soit aujourd'hui en procès devant le tribunal de la civilisation et chargé d'un dossier terrible, Le Monde en est conscient.* » Il faut donc défendre l'accusé, en l'occurrence le malheureux Staline. En quoi consiste la défense de

P. H. Simon ? Très simple : « *Les communistes découvrent aujourd'hui avec une sorte de stupeur que l'homme n'est pas bon et qu'il ne suffit pas d'une transformation des structures économiques, pas même d'un idéalisme politique généreux ; (...) il faut des principes spirituels pour le défendre contre ses propres instincts.* » Eh bien voilà ! Tout est simple : les quelque deux millions de paysans, paysannes et enfants qualifiés de koulaks, déportés en 1930-1932, les quatre millions de paysans ukrainiens morts de faim en 1932-1933, le Goulag, les procès de Moscou, l'extermination massive des trotskystes grévistes de la faim au Goulag en 1938, la déportation totale d'une douzaine de peuples de 1943 à 1945, l'envoi massif au Goulag à partir de 1947 de veuves de guerre coupables de petits larcins pour nourrir leurs enfants, l'antisémitisme déchaîné à partir de 1949, tout cela vient du fait que fondamentalement l'homme (en général) n'est pas bon... et donc qu'il est mauvais – ce contre quoi Staline, quoi qu'ancien séminariste, ne pouvait rien ! – et qu'il a manqué en URSS (et ailleurs ?) « *des principes spirituels pour le défendre contre ses propres instincts* ». Donc, finalement, Staline n'était personnellement ni responsable ni coupable de rien. ■

Jean-Jacques Marie

(3) *Ibid.* pp. 505-507.

(4) *Ibid.* p. 511.

Perles



À propos d'une biographie de Trotsky par Michel Renouard

La collection de poche Folio Gallimard a publié en 2017 une biographie de Trotsky par Michel Renouard. Ce dernier a, selon la présentation qui ouvre l'ouvrage, été « correspondant d'Europe 1, de *Paris-Jour* et de l'agence Reuters, enquêteur de Dominique Lapierre pour *Paris brûle-t-il ?* et de *Cette nuit la liberté*, journaliste puis professeur à Amherst (États-Unis), Carlisle (Angleterre), Nairobi (Kenya), Poitiers, Rennes et La Roche-sur-Yon. Un globe-trotter donc.

Agrégé de lettres, docteur d'État en littérature, ce professeur des universités, spécialiste de l'Empire britannique, a créé le Sahib, premier laboratoire français consacré aux études anglo-indiennes. Michel Renouard est l'auteur de quarante-sept ouvrages, parmi lesquels *Histoire et civilisation de la Méditerranée* (Ouest France 2006), *La Littérature indienne anglophone* (Atlante 2007), *Naissance des écritures* (Ouest France 2011). Et son quatorzième roman s'intitule *Le Siamois de Brest* (Gisserot 2016). Il a publié *Lawrence d'Arabie* (2012) et *Joseph Conrad* (2014) dans la collection Folio Biographies.

Certes, voilà qui manifeste une vaste curiosité intellectuelle et un appétit de savoir peu banal... mais on peut légitimement se demander en quoi tout ce parcours prépare-t-il à une étude sur Trotsky et la révolution russe ?

La conclusion de cette biographie, en tout cas, ne saurait manquer d'étonner. Renouard y écrit : « À y bien regarder, l'amour que, pendant quatre décennies, il porta à sa femme, Natalia Ivanovna Sedova, A ÉTÉ SA PLUS BELLE, ET PEUT-ÊTRE SA SEULE VRAIE RÉUSSITE, celle qui a constitué l'ironique (pourquoi ironique ? J.-J. M.) point d'orgue de son existence tourmentée à travers les "steppes incommensurables" d'un singulier destin (...). Les dieux, auxquels Lev Davidovitch Bronstein ne croyait pas, ne l'ont pas épargné. Ils lui ont pourtant réservé le plus rare des cadeaux : la discrète mais lumineuse pré-

sence à ses côtés d'une femme d'exception, Natalia Ivanovna Sedova » (pp. 267-268).

Donc la seule réussite de Trotsky, ce serait son roman d'amour avec Natalia. Pourquoi alors lui consacrer un livre entier... dans lequel ledit roman n'occupe qu'une place, par ailleurs... et inévitablement, très réduite ?

L'ouvrage comporte quelques autres révélations. On y apprend que « les révolutionnaires ne rêvent que de créer le chaos » (p. 134). Quant aux divergences qui ont séparé – parfois brutalement dans les mots – Trotsky et Lénine de 1904 à 1917, l'auteur les évoque avec une désinvolture très journalistique et fort peu politique. Que l'on en juge : « *Les rapports qui unissent et séparent Lénine et Trotsky peuvent également être placés sous le signe des relations familiales : on s'apprécie, on s'aime, on se fâche, on se boude, puis on se retrouve sans trop savoir, avec le temps qui passe, quel a été l'objet de la brouille* » (p. 134). Rien n'est plus faux. Pendant ces treize ans, les points de désaccord sont clairs et nets et chacun les exprime... avec clarté et netteté !

L'auteur enfin nous livre ici et là quelques remarques curieuses. Ainsi, évoquant l'échec de l'Armée rouge lors de la guerre avec la Pologne en 1920, il affirme : « *Trotsky n'est pas chagriné par l'échec des Rouges en Pologne* » (p. 164)... Ah bon ? Pourquoi ? « *Car un succès militaire à Varsovie aurait contredit un de ses principes : l'Armée rouge n'a pas à exporter la révolution par les armes, encore moins à se substituer à la classe ouvrière d'un pays* » (p. 164). De là à rester indifférent à l'échec d'une armée dont il est le fondateur et le chef politique... il y a un (très) grand pas que l'auteur franchit sans barguigner ! On ne passe pas aisément de la littérature indienne anglophone ou de Lawrence d'Arabie à la révolution russe... ■

Jean-Jacques Marie

